

L'ALLEMAGNE

Un modèle économique
en panne

HAÏTI

L'histoire
tragique

ÉCOLES DE JOURNALISME

L'Extrême-droite
en embuscade

VENDÉE GLOBE

18 mètres
et 3 océans

PERSPECTIVES

#3

**JEAN-BAPTISTE
EYRAUD**
LE COMBAT
DES SANS-LOGIS





LES VOIX DE L'INFLUENCE

PODCAST

A écouter juste ici



- 4. MILITANTISME ÉTUDIANT : LA VIOLENCE AU SERVICE DE LA FRUSTRATION**
De mai 68 à 2024, comment a évolué le militantisme étudiant ?
- 8. LE DÉBUT DE LA BOLLORISATION DES ÉCOLES DE JOURNALISME**
Après le rachat des médias, le rachat des écoles.
- 14. INFORMER UNE MÉTHODE COMPLEXE**
Peut-on rester impartial ?
- 18. JEAN-BAPTISTE EYRAUD, LE HÉROS SANS CAPE**
40 ans de combats : la lutte pour les sans-abris.
- 24. LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE : L'ENFANT ILLÉGITIME DE L'ÉTAT**
Les coûts explosent, les étudiants implorent.
- 28. ALLEMAGNE : UN LOGICIEL EN PANNE**
Fin du rêve allemand : un modèle en bout de course.
- 36. LE FASCISME FLIRTE AVEC L'EUROPE**
Que présagent les populistes et l'extrême droite pour le continent européen ?
- 42. HAÏTI : L'ÎLE DE LA DÉSOLOGATION**
Autopsie de la perle des Antilles.
- 48. LE VOLONTOURISME : UN ALLER SIMPLE POUR L'ARNAQUE**
De la bonne volonté aux intérêts pécuniers.
- 52. LE CHEMIN PÉRILLEUX DE LA FRANCE VERS L'OR VERT**
Légalisation ou condamnation du cannabis : un débat stérile.
- 56. SANTÉ SEXUELLE : SCIENCE CONTRE CROYANCES**
Les campagnes de prévention en berne.
- 60. ÉDUCATION SEXUELLE : LA DROITE CONTRE-ATTAQUE**
Les frontistes s'insurgent.
- 64. PSYCHIATRIE : UN SYSTÈME QUI PERD LA TÊTE**
Mode d'emploi.
- 68. LES PRISONS DÉBORDENT**
Le débat étouffé qui fait rage au cœur de la justice.
- 72. LA VENDÉE FAIT LE TOUR DU GLOBE**
Retour plein d'embruns sur une course mythique.
- 78. LA PLANÈTE : DATE DE PÉREMPTION**
La Terre est-elle en train d'atteindre le point de non-retour ?
- 84. GRÈVES SNCF : QU'EST-CE QUI DÉRAILLE ?**
Analyse des désaccords internes.
- 88. ONDE DE CHOC À LA RADIO : OÙ SONT LES AUDITEURS ?**
La montée en puissance des réseaux sociaux en cause.
- 92. LE PUNK QUI DÉFIE LA RELIGION MUSULMANE**
Pleins feux sur le taqwaecore.
- 96. LE CATCH : LA FURIE FRANÇAISE**
Pourquoi les Français reviennent au catch ?
- 100. LE SPORT FÉMININ : UNE LONGUE BATAILLE AUX MULTIPLES ROUNDS**
Rupture avec le passé : le sport féminin au sommet du podium.



AFP



© CLARENS SIFFOY / AFP



VOILE ICS



SAFARI CONSOLIER



© LOVATTO

Rédaction :

Elise ARTIGAU, Julie AUQUE, Sascha BEAUCE-BIAGGI, Adriel BEREBY, Jade BOIL, Matéo CARISSETTI, Maxime CHAILLOUT, Alexia FETEIRA, Chloé GARNIER, Lucie KAPRIELIAN, Thomas Le JOLY, Romane LEGROS, Carla NTESSI, Hugo PANNEQUIN, Anaëlle PHU, Louis ROSSIGNOL, Emilie STAEGER, Lilia THABET, Florent THOMAS DIT LOVATIER, Marie-Caroline LELIÈVRE, Marius SEGURA-GATTUSO.

Directeur de la rédaction

Éric OUZOUNIAN

Directeur artistique

Étienne HÉNOCCQ

Directeur de la publication

Marc JARAUD

En couverture

Jean-Baptiste EYRAUD, fondateur et porte-parole de l'Association Droits au logement. Photographie de Matéo CARISSETTI.

Mise en ligne

Décembre 2024

La rédaction remercie :

– Patrick GHERDOUSSI pour l'utilisation à titre gratuit de sa photographie en pages 8-9.

– Rodrigo DE MATOS pour l'utilisation à titre gratuit de son dessin en page 39.

Quand les amphhis s'enflamment !

Le 7 octobre 2023, le Hamas lance un assaut dans le sud d'Israël qui entrainera la mort de plus de 1200 civils. Un événement explosif qui apparaît après plus de 70 années de conflit entre la Palestine et Israël. Les bombardements qui ont touché la bande de Gaza après cette attaque ont provoqué une vague de soutien dans le monde entier et notamment au sein des universités.

MATÉO CARISSETTI



Un groupe d'étudiants manifestant devant Sorbonne mère afin de revendiquer l'arrêt des partenariats des universités françaises avec des établissements israéliens et des entreprises d'armements.

entier. Bertrand Badie, politiste français, spécialiste des relations internationales qui a enseigné pendant plus de 50 ans à SciencePo analyse ce phénomène : « Les étudiants ont tendance à s'identifier à des conflits extérieurs, qui entrent de plus en plus dans leur intimité et dans leur vie quotidienne ». Contrairement aux anciens conflits extérieurs lointains, qui pouvaient ne pas toucher les étudiants. Les conflits actuels sont extrêmement médiatisés, d'autant plus sur les réseaux où les étudiants baignent dans ces images de massacre, malgré les précautions d'Israël à tenter de limiter les images de ce conflit.

Un manque de médiatisation de ces mouvements

À l'inverse des premiers mouvements de soutien à la Palestine en 2024. Les récents soulèvements universitaires, n'ont eu que très peu de place dans les grands médias. De son côté, Anah, étudiante à la Sorbonne qui a participé aux blocages, confirme : « Je n'ai vu personne faire d'interview jusqu'ici, je n'ai pas l'impression que les gens appellent les médias ». Pourtant, sur place, d'autres étudiants ont quant à eux la sensation d'un étouffement médiatique. Selon Robi Morder cette absence de média s'explique par « des mouvements qui restent dans le répertoire ordinaire... Ce sont des blocages et des manifestations, mais il n'y a pas de grand mouvement ».

Les étudiants réussissent depuis un mois à bloquer certains jours plusieurs campus de la Sorbonne comme ceux de Tolbiac, Jussieu, Saint-Denis et Clignancourt. Cela reste un mouvement minoritaire qui ne réunit que

Les étudiants représentent aujourd'hui une voix politique très forte qui se fait entendre à travers divers modes d'action, comme les blocages, les manifestations et les assemblées générales. Grâce à leur nombre et leur militantisme, les étudiants français savent se faire entendre. Aujourd'hui, ce sont 3 millions d'entre eux, qui, pour la majorité étudiante à l'université publique. Ces derniers sont donc touchés par les mouvements sociaux et sont sensibles de les rejoindre. Cependant, avant que ces actions deviennent une tradition dans les écoles françaises, elles ont été inspirées par d'autres pays.

En 1965, aux Etats-Unis, une vague de manifestations étudiantes met en lumière les dégâts de la guerre du Vietnam. Elle représente dans l'histoire, un premier pas de l'implication des étudiants dans la politique internationale. Notamment avec des modes d'opération comme les sit-in, des regroupements pacifiques qui visent à s'asseoir dans un lieu pour le bloquer. Des techniques qui seront plus tard réutilisées en France.

Un tournant historique pour la mobilisation étudiante

Pourtant, l'événement le plus marquant de la mobilisation étudiante

se déroule plus proche de chez nous, en février 1968, à Berlin. Une manifestation symbolique qui affiche une jeunesse européenne en soutien au Vietnam. Pour Robi Morder, politologue et spécialiste des mouvements étudiants, « Beaucoup d'organisations étudiantes françaises voient, ce jour-là, la façon dont les Allemands manifestent, c'est-à-dire en chaîne, en bloquant et en animant les manifestations... Puis cela a été importé en France, avec des échecs dès les années 1960 dans les universités ».

Cependant, quelques mois plus tard explose le plus grand mouvement étudiant français, mai 68. Aujourd'hui, cet

événement représente un tournant pour la culture militante et c'est à partir de ce moment-là, que les étudiants ont pu démontrer qu'ils pouvaient se faire entendre. En sortant dans la rue, en bloquant, en propageant des idées ou en débattant au sein d'assemblées générales.

Aujourd'hui, bien que la lutte des étudiants dans les combats internationaux soit moins importante qu'en 1968, elle persiste toujours à travers le drapeau palestinien. Depuis plus d'un mois des manifestations se sont déclenchées partout dans Paris sur plusieurs universités comme SciencePo,

Sorbonne et Assas. Ces manifestations se sont déclarées à la suite de négociations qui ont échoué. Elles avaient pour but de cesser les partenariats de ces établissements avec des universités israéliennes et des entreprises d'armement comme Thales. Pour cela, les étudiants ont fait remonter aux universités des propositions. L'objectif étant de ne pas associer des établissements publics qui représentent donc l'état, à des conflits qu'il dénonce d'un autre côté.

En début d'année 2024, les manifestations étudiantes en soutien à la Palestine ont raisonné dans le monde



© DIMITAR DILKOFF / AFP

Barrage devant un bâtiment de SciencePo par des étudiants en soutien à la Palestine le 26 avril 2024. Un écho au soutien des universités américaines.

quelques dizaines de personnes par opération de blocage. Pourtant, les médias ont une très grande importance pour Robi Morder qui affirme que « lorsqu'une université a des mouvements en interne elle ne perd pas la face. Cependant, lorsqu'elle est médiatisée, cela prend un autre poids ». Un affichage médiatique conséquent salirait l'image des universités et mettrait en lumière les collaborations de celles-ci. Pour l'atteindre, il faudrait faire un focus sur une seule grande université comme SciencePo, qui a naturellement plus d'influence auprès des élites qu'elle accueille.

Les freins de ce militantisme

Malgré la détermination des étudiants à s'investir dans ce combat, s'ils sont si peu à militer c'est parce que les manifestants sont confrontés à des freins. Tout d'abord rentrer dans une vie de militantisme représente un risque pour leur scolarité. Beaucoup d'élèves

ne souhaitent pas prendre le risque de rater des cours ou de subir un jugement de l'établissement.

Notamment des étudiants de familles plus pauvres qui visent une ascension sociale et pour qui le militantisme passe après la réussite académique. Dans certains cas, les professeurs d'universités opposés à ces mouvements font tout pour les contourner : en déplaçant géographiquement des partiels jusqu'à l'autre bout de Paris ou en obligeant les élèves à rendre des devoirs les jours où les écoles sont bloquées.

Les causes de ce manque d'effectif ne sont pas seulement extérieures. À l'intérieur du mouvement, certains freins peuvent empêcher des étudiants de s'engager politiquement. L'omniprésence des syndicats dans la lutte représente un problème pour beaucoup de manifestants. Anah affirme que « ce qui freine le plus c'est le fait que tout le monde ne soit pas sur la même ligne d'action lors des mobilisations. Du coup, après on se retrouve à faire des débats sur les

modes d'action plutôt que sur la lutte en elle-même ». Il arrive parfois que certaines assemblées passent plus de temps à déterminer un mode de fonctionnement ou à régler des problèmes internes plutôt que d'organiser le mouvement. Une situation récurrente qui peut très facilement dégoûter des nouveaux arrivants.

C'est pourquoi aujourd'hui, la majorité des étudiants qui militent préfèrent se donner le statut de « toto », c'est-à-dire des manifestants autonomes qui ne souhaitent pas se ranger sous la bannière d'un syndicat. Ainsi, ils optent pour un soutien direct à la cause plutôt qu'à un parti ou un syndicat qui voudrait s'attribuer les mérites de la lutte. Cependant, les actions qui sont mises en place sont beaucoup plus dures à coordonner uniquement avec des autonomes.

D'autant plus, qu'une action organisée par un groupe d'autonome aura beaucoup moins d'impact que si elle était revendiquée par un groupe comme le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). Robi Morder, ajoute que malgré tout, les syndicats restent très actifs dans la lutte, « il suffit de regarder les réseaux des syndicats étudiants, ils sont remplis d'appels à la manifestation. C'est extrêmement fort ».

Ce qui bloque aussi en grande partie le mouvement, c'est le statut étudiant des manifestants qui rend les actions plus difficiles. Bien qu'ils représentent une grande force, ils sont souvent sous-estimés ou dévalorisés par leur jeune âge. Lorsqu'une manifestation d'agriculteurs en colère saccage une préfecture, cela est vu comme une réponse correcte au traitement qu'ils subissent.

Cependant, lorsque de jeunes étudiants vont organiser des blocages, manifester et engendrer moins de dommages, ils seront toujours vus comme des jeunes violents et indisciplinés. Bien que les mentalités aient évolué, ce préjugé reste toujours ancré dans l'opinion publique. D'autant plus qu'une grève des étudiants n'impacte pas l'état. À l'inverse des travailleurs qui peuvent faire pression en arrêtant leur activité, les jeunes doivent redoubler d'effort pour se faire entendre.

La violence au sein de ces mouvements

Au-delà de toutes ces contraintes, la violence physique au sein de ces mouvements reste problématique. Pour certains, cette violence se caractérise d'abord par des relations tendues avec les forces de l'ordre. Bertrand Badie affirme qu'il y a récemment une facilité à faire appel aux forces de l'ordre dans ces situations. Encore plus qu'en mai 68 alors que les échanges étaient autrefois beaucoup plus tendus. « En mai 68, la police n'était pas rentrée dans Sciencepo ».

C'est là que la violence commence du côté des étudiants. Leur image est pour beaucoup celle de mouvements violents et désorganisés. Cependant, comme dans le cas de ces manifestations, la plupart passent par un temps de discussion. Et c'est lorsque les établissements ne respectent pas la voix des étudiants ou préfèrent répondre par la répression qu'il y a une escalade

Banderole pronant la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Un militant libanais retenu depuis plus de 40 ans pour complicité dans l'assassinat du lieutenant colonel Charles R. Ray. Selon le droit français, Georges Ibrahim Abdallah est libérable depuis 1999.



de violence. Pour Robi Morder : « A un moment donné pour se faire entendre, il faut faire des actions spectaculaires. Elles ne sont pas nécessairement violentes, elles le deviennent lorsqu'il y en a en face. ».

Pourtant, la violence ne s'exprime pas seulement envers les universités et les forces de l'ordre, elle se caractérise aussi entre les étudiants. Au sein de cette communauté, les avis divergent. Entre ceux qui souhaitent bloquer, d'autres qui soutiennent la cause mais souhaitent tout de même aller en cours et ceux qui s'y opposent totalement, le ton peut parfois monter et même en arriver jusqu'à de la violence physique.

Dans la majorité des cas, il s'agit d'affrontements entre les militants et les membres d'organisation d'extrême droite comme le GUD (Groupe Union Défense) ou la Cocarde étudiante. Bertrand Badie explique que même dans les années 1970 ces violences avaient lieu. Ce n'est pas un phénomène récent, mais ce que le politiste met en évidence, c'est qu'un environnement tendu et répressif facilitera toujours cette montée de la violence entre les élèves. Des actions peuvent donc être très agressives et causer

des blessures graves, mais ne sont pas fréquentes.

Dans certaines universités, un dialogue cordial a été ouvert avec les élèves. Dans certains établissements comme l'IEP Strasbourg, des conseils ont voté des résolutions pour répondre aux revendications étudiantes. Les établissements qui sont encore victimes de blocages et de mobilisation, eux, limitent énormément le dialogue. Pourtant, ces mêmes universités sont mises face à leurs responsabilités et à leurs contradictions. Lorsque le conflit russo-ukrainien a éclaté, il n'y pas eu besoin de mobilisation pour faire cesser les partenariats avec les universités russes, car cela a été fait presque instantanément. C'est pourquoi les étudiants s'indignent de ce deux poids deux mesures.

Rien ne peut nous permettre d'être sûrs de la suite des événements. Ce qui est certain, c'est que ce n'est pas en fermant la discussion des deux côtés et en renforçant la sécurité que la situation va aboutir à des négociations. « Si maintenant, on rentre dans une spirale de la répression et de l'incompréhension, évidemment le risque de radicalisation sera bien plus fort » conclut Bertrand Badie. ■

© GABINLAVIGNE

Écoles de journalisme l'entrisme de l'extrême droite



Vianney-Marie Audemard d'Alançon est entrepreneur français dans l'industrie culturelle, le patrimoine et la bijouterie. Il a transformé le château de La Barben en parc d'attractions : Le Rocher Mistral. Il est désormais président de l'ESJ Paris.

Le 15 novembre 2024, une nouvelle a secoué le monde du journalisme français. À l'initiative de l'entrepreneur Vianney d'Alançon, l'École Supérieure du Journalisme de Paris a été rachetée par un consortium d'investisseurs. L'ESJ Paris est la plus ancienne école de journalisme au monde, créée en 1899. Elle n'est cependant pas reconnue par la profession contrairement à l'ESJ Lille. Ce sont deux écoles différentes car cette dernière est la plus prestigieuse de France. **EMILIE STAEGER**

L'école de Paris est désormais financée par des milliardaires qui sont, pour la plupart, propriétaires de journaux ou de chaînes de télévision. Le consortium d'investisseurs regroupe des personnalités influentes du monde des affaires et des médias. On y retrouve Vincent Bolloré, la famille Dassault, Rodolphe Saadé, et Bernard Arnault. La composition de ce groupe d'investisseurs a rapidement attiré l'attention, la plupart étant associés à des positions politiques de droite ou d'extrême droite.

Le profil des investisseurs

Vincent Bolloré, à la tête d'un vaste empire médiatique incluant Canal+, CNews, Europe 1 et le Journal du Dimanche, exerce une influence croissante sur le paysage médiatique français. En mars dernier, il a été auditionné par une commission d'enquête parlementaire, à l'Assemblée Nationale sur l'attribution et le contrôle des fréquences de la télévision numérique terrestre (TNT). Lors de cette audition, le rapporteur Aurélien Saintoul (LFI) a évoqué des témoignages suggérant : «Une forme de terreur dans l'entreprise [...] les employés se sont sentis poussés vers la sortie».

En septembre dernier, un précédent a eu lieu à l'Institut de Sciences Sociales,

Economiques et Politiques (ISSEP). Cette école a été fondée par Marion Maréchal (issue du parti d'extrême droite Reconquête d'Éric Zemmour) qui n'est plus directrice. L'institut avait décidé d'accueillir Margerite Stern, coautrice du livre controversé «Transmania», pour une conférence sur «comment l'idéologie transgenre détruit des vies». Plus de 300 militantes féministes ont manifesté contre sa venue. La conférence a tout de même eu lieu. Dans un communiqué de presse l'école dénonce, «l'extrême gauche a encore frappé». Ce type d'événement va à l'encontre des principes d'inclusion et de respect de la diversité qui devraient être au cœur de toute institution éducative.

La famille Dassault, qui possède le groupe Figaro, apporte une dimension supplémentaire à ce rachat. L'implication de la famille dans le consortium de l'ESJ Paris est perçue comme une volonté d'étendre son influence au-delà de son propre groupe de presse. Rodolphe Saadé, PDG de CMA CGM est un nouvel acteur dans le monde des médias, ayant acquis La Provence, RMC, La Tribune du Dimanche et depuis quelques mois BFM-TV. Il a assuré à la rédaction qu'il souhaitait s'inscrire dans la continuité du média et ne sera pas interventionniste. Son intérêt pour le journalisme

s'est maintenant agrandi en participant au rachat de l'ESJ Paris. Bernard Arnault, à la tête du groupe LVMH, propriétaire des Échos, du Parisien et de Paris Match, participe également à ce consortium déjà puissant. Il renforce la présence des grands groupes industriels dans le secteur de la formation journalistique. Pour marquer la distinction politique, on peut constater que Xavier Niel, homme d'affaires et propriétaire du groupe Le Monde, ne figure pas parmi le consortium d'investisseurs. En effet, il a récemment cédé la quasi-totalité de ses parts à un «fonds pour l'indépendance de la presse», ce qui rend le capital du groupe inaccessible.

Initialement le Groupe Bayard Presse faisait partie de ce consortium, mais lundi 2 décembre, le directoire du Groupe Bayard Presse - composé de François Morinière, connu pour être proche des milieux catholiques traditionnalistes et de Dominique Greiner - a annoncé vouloir ne plus participer au rachat de l'ESJ Paris. Le Groupe avait pour but d'embaucher Alban du Rostu, en tant que directeur de la stratégie et du développement. Il est vu comme l'ancien bras droit du milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stérin. C'est dans un communiqué de presse que le groupe Bayard explique : «Alban du Rostu, conscient de la situation créée par sa nomination, a proposé de renoncer à son entrée dans le Groupe.»

Le «Plan Périclès*» : Alban du Rostu un des partisans du projet

Ce projet ne serait-il pas en réalité piloté par Pierre-Edouard Stérin ? L'objectif serait d'unir les forces d'extrême droite afin de contrer l'influence de la gauche, en France.

Ce dernier est connu pour ses investissements à travers Otium Capital, une société d'investissement qu'il a créée. Catholique traditionaliste, Pierre Edouard Stérin est proche des milieux d'extrême droite en France. Il a exprimé son intention de soutenir ces mouvements politiques à travers

le plan Périclès. Cette stratégie a pour but d'unir les forces d'extrême droite et gagner en influence politique.

Financé à hauteur de 150 millions d'euros sur dix ans, ce plan ambitionne de promouvoir des valeurs conservatrices telles que la «liberté, enracinement et identité, anthropologie chrétienne» tout en luttant contre le «socialisme, wokisme, islamisme et immigration», selon une enquête de l'Humanité. Il s'agit d'une stratégie politique visant à former une élite et à influencer les débats publics. Pierre-Edouard Stérin souhaite également renforcer le Rassemblement National (RN) en vue des élections municipales de 2026.

Prenons l'exemple de l'école de commerce HEC, en novembre 2023 elle accueille Jordan Bardella (président du Rassemblement National) - connu pour son influence sur les réseaux sociaux notamment tiktok - pour une conférence de deux heures sur le campus où il évoquait son programme politique. Un an plus tard, l'association de l'école HEC Débats a signé un partenariat avec le fond d'investissement de Pierre-Edouard Stérin. Otium Capital leur a versé une somme de 5 000 euros mais en échange, l'association applique le logo de l'entreprise sur leurs affiches d'événements. Le fond d'investissement a la possibilité de recruter plus facilement des étudiants sur le campus pour jouer les ambassadeurs de l'entreprise. Ce type d'arrangement pourrait donner l'impression que les intérêts d'Otium Capital cherchent à acquérir une forme d'influence au sein de l'institution, tout en les aidant en retour.

Le plan prévoit donc de soutenir les candidats d'extrême droite dans 300 villes clés, en utilisant des méthodes issues du monde de l'entreprise pour maximiser leurs chances de succès. En parallèle, Périclès entend créer une réserve de 1 000 personnes prêtes à occuper des postes dans l'administration, inspirée par les succès électoraux d'Emmanuel Macron en 2017. C'est une stratégie qui tisse une véritable toile d'araignée idéologique. L'objectif est de former des journalistes alignés

sur les idées de l'extrême droite, destinés à intégrer des médias partageant cette orientation politique.

Une école créée par la droite identitaire

Il s'agit de l'Institut Libre de Journalisme (ILDJ). Elle est financée par Pierre-Edouard Stérin, via son organisme philanthropique «La nuit du bien commun», qui a joué un rôle dans la création et l'expansion de l'école. Mais aussi par le groupe Vivendi de Vincent Bolloré qui figure parmi les principaux employeurs des diplômés de l'ILDJ.

L'Institut Libre de Journalisme se présente comme une école de formation journalistique, mais son orientation politique est clairement marquée à l'extrême droite. Contrairement aux principes de neutralité et d'objectivité généralement associés au journalisme, l'ILDJ forme des étudiants dont les profils et les engagements sont majoritairement conservateurs, voire radicaux.

Les fondamentaux du journalisme sont basés sur la Charte de déontologie de Munich (signée en 1971). Elle a été adoptée par la Fédération européenne des journalistes et distingue 10 devoirs et 5 droits. Parmi eux le journaliste tient l'esprit critique, la véracité, l'exactitude etc... L'ILDJ s'arroge à la déontologie journalistique à des fins politiques.

Selon une enquête du Monde, au moins 30% des étudiants de l'ILDJ militent activement pour des causes conservatrices, à droite ou à l'extrême droite. Selon l'Humanité, certains sont même liés à des groupes néonazis ou participent à des manifestations contre l'IVG. La structure même de la formation à l'ILDJ est révélatrice de son orientation : avec seulement 150 heures de cours réparties sur 10 week-ends (trop peu pour former un journaliste), l'ILDJ met l'accent sur les aspects techniques du journalisme sans vraiment enseigner le fond du métier. Plus de 80% des intervenants assument ouvertement avoir un discours de droite ou d'extrême droite, sexistes et homophobes. Cette approche, combinée au profil militant



Le château La Barben situé au parc du Rocher Mistral sur le thème de l'histoire provençale et ses traditions. L'entrepreneur Vianney d'Alançon possède ce château et dirige le parc.

©: CLEMENT MAHOUEAU/AFP

de nombreux étudiants, démontre que l'ILDJ forme moins de journalistes neutres que de militants politiques d'extrême droite destinés à occuper des postes dans les médias. En bref c'est une formation qui se veut détruire les fondamentaux du journalisme en supprimant la neutralité.

Vianney d'Alançon à la tête de l'ESJ Paris

Un parcours atypique entre entrepreneuriat et affinités. D'un côté, son expérience dans le monde de l'entreprise pourrait apporter une nouvelle vision à la gestion de l'école. De l'autre, son manque d'expérience dans le domaine du journalisme et de son réseau politique d'extrême droite restent à désirer.

Thomas Hennequin est étudiant à l'ESJ Paris, il explique son point de vue sur le nouveau président de l'école : «J'ai compris qu'il était dans le domaine du vin et de l'entrepreneuriat, donc à première vue, je trouvais ça étrange

qu'une personne comme lui s'intéresse à une école de journalisme, qui est la nôtre.»

Vianney d'Alançon est un entrepreneur français qui s'est fait connaître pour ses projets du patrimoine, notamment à travers la création du parc à thème Rocher Mistral. Son projet vise à célébrer les traditions et l'histoire de la Provence par le biais de spectacles immersifs et d'attractions inspirées du patrimoine local. Le contenu de ces spectacles a été critiqué pour sa vision réductrice de l'histoire provençale pour mettre en avant une image idéalisée et parfois stéréotypée de la région. Avec un investissement de 20 millions d'euros, ce parc a généré environ 150 emplois et ambitionne de devenir une destination touristique dans le sud de la France. Par ailleurs, ses méthodes de gestion du parc d'attractions ont été critiquées pour leur impact environnemental. Il a procédé à des aménagements sans autorisation, mettant en danger des espèces

protégées comme les chauves-souris, ce qui a conduit à des poursuites judiciaires.

Résultat : en février dernier le tribunal d'Aix-en-Provence a rendu son verdict. Le propriétaire du parc à thème et SAS Rocher Mistral ont été condamnés respectivement à 20 000 et 70 000 euros d'amende avec sursis. Rocher Mistral a fait appel, pour suspendre la décision. Ces éléments dressent le portrait d'un entrepreneur controversé dont les méthodes manquent de sérieux sur la préservation du patrimoine et le respect de l'environnement.

Les actions et déclarations de Vianney d'Alançon révèlent une personnalité au tempérament colérique en particulier contre les journalistes. Selon l'article de Mediapart, il aurait menacé des journalistes enquêtant sur ses activités. Vianney d'Alançon aurait notamment déclaré à un journaliste : «Je vais te pourrir la vie», et aurait menacé de «détruire» un autre.

*Périclès: Patriotes-Enracinés-Résistants-Identitaires-Chrétiens-Libéraux-Européens-Souverainistes.



©: IAN LANGSDON/AFP

Ces comportements intimidants envers la presse sont particulièrement problématiques dans une société démocratique où la liberté de la presse est fondamentale.

Les menaces envers les journalistes sont une atteinte envers la liberté de la presse et des fondements de la démocratie. Ce genre de comportement est un crime puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Ces intimidations relèvent des méthodes de voyous.

Le consortium peut-il influencer la pédagogie ?

Bien que ces milliardaires se présentent comme de simples investisseurs, leur historique d'ingérence dans les médias qu'ils possèdent laisse présager une volonté d'influencer le contenu pédagogique de l'école. Cette situation est davantage préoccupante car le journalisme est un pilier essentiel de la démocratie. L'enseignement requiert une formation impartiale et loin de toute influence idéologique.

Alvin Tourdes, étudiant à l'ESJ explique ses inquiétudes : «Je me pose maintenant pas mal de questions sur l'idéologie de l'école. Ce serait dommage de la voir basculer vers l'extrême droite surtout pour une école qu'est l'ESJ, la plus ancienne du monde.»

Cette confusion des rôles pourrait permettre aux investisseurs d'orienter le contenu des cours, les choix des intervenants, voire les critères d'admission des étudiants. Malgré leur statut officiel d'investisseurs, ces milliardaires d'extrême droite pourraient exercer une influence considérable sur la formation des futurs journalistes, mettant en péril l'indépendance et la diversité du paysage médiatique français.

Un objectif d'économie

L'ESJ Paris explique dans un communiqué de presse (publié le 15 novembre) vouloir «renforcer sa position de référence dans le domaine de l'enseignement journalistique, en particulier en économie.» L'objectif étant tout simplement de créer une formation «non

La plus ancienne école de journalisme au monde : ESJ Paris, située à Rue Tolbiac dans le 13ème arrondissement. Elle est dirigée par Vianney d'Alançon.

woke, pro-entreprise et économie de marché», selon une source anonyme du quotidien Libération. Cela démontre une opposition avec les approches traditionnelles des écoles de journalisme. Le but de l'école serait de proposer une formation monolithique allant dans le sens des nouveaux investisseurs du consortium.

L'ESJ Paris est actuellement située dans le 13e arrondissement de Paris, rue Tolbiac. Cependant des changements de locaux sont prévus car selon Vianney d'Alançon «Si tout se passe bien, à la fin de l'année scolaire on trouvera un nouvel établissement avec de nouveaux locaux pour se mettre dans un endroit plus agréable» s'est-il expliqué sur Fréquence ESJ.

La modernisation des équipements est également au programme, une nécessité selon de nombreux étudiants

qui jugent le matériel actuel déplorable. «Quand j'y étais, je voyais très bien qu'il y avait un gros manque de budget, un gros manque de beaucoup de choses» a remarqué Théo Neufond, ancien étudiant de master à l'ESJ Paris.

L'état actuel des locaux et du matériel de l'ESJ Paris est depuis longtemps critiqué comme inadapté aux exigences du journalisme. Théo Neufond explique : «Notre salle de télévision ne fonctionnait pas et la salle de radio aussi avait des problèmes techniques. Je me souviens qu'il y avait beaucoup de personnes qui ont porté plainte et encore aujourd'hui ça continue». Le manque d'infrastructure tel qu'une bibliothèque pour des accès à des ressources documentaires limite les opportunités d'apprentissage pour les étudiants. Cette situation est particulièrement préoccupante d'autant plus qu'il s'agit d'une école de journalisme.

Un test pour le pluralisme médiatique

Ce rachat représente un véritable test pour le pluralisme médiatique en France. Il met en lumière les tensions entre les intérêts économiques, les enjeux politiques et les exigences éthiques du journalisme. La manière dont l'ESJ Paris navigue dans ces eaux troubles sera révélatrice des défis plus larges auxquels fait face le journalisme : sur l'intelligence artificielle (IA), dans un paysage médiatique en constante évolution.

Les mois et années à venir seront cruciaux, déterminant si ce rachat marque le début d'une nouvelle ère pour l'école. L'avenir de l'ESJ dépendra de la capacité de sa direction à préserver des valeurs fondamentales du journalisme, essentielles à la démocratie et à la liberté d'information.

L'état a failli. Bien que les diplômés soient enregistrés au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) par France Compétences, cela ne constitue pas un contrôle effectif du contenu ou de la qualité des formations. Cela montre l'impéritie de la République à exercer une régulation efficace de l'information et du journalisme, si indispensable à notre démocratie. ■

Un micro et un ordinateur portable : c'est le type de matériel qu'un étudiant en journalisme est amené à utiliser, pour par exemple, du podcast.



©: GEORGE MILTON/PEXELS

INFORMER UNE METHODE COMPLEXE AU SEIN D'UNE POLITIQUE INSTABLE

La dissolution de l'Assemblée nationale a marquée le début d'une période de forte instabilité politique en France. Le rôle des journalistes politiques d'informer de manière impartiale les lecteurs est primordial, mais parfois alterer.

TEXTE DE MAXIME CHAILLOUT, MISE EN PAGES SASCHA BEAUCE-BIAGGI

toutes les forces politiques car nous serons aussi à mi-mandat des prochaines élections présidentielles. » déclare Virginie Tisserant, docteure en histoire politique et chercheur au CNRS.

Les journalistes politiques doivent s'adapter à cette période, entre élections anticipées, remaniement ou encore motion de censure, pour beaucoup d'entre eux c'est une première. Habitués à des calendriers politiques fixes et prévisibles, les journalistes politiques doivent sans cesse renouveler leurs écritures. « On est obligé de s'adapter à l'actualité, on n'a jamais connu une période aussi instable, on est obligé de faire plutôt des articles de réactions » déclare Sébastien Schneegans, journaliste au service politique du Point.

Les journalistes relaient les informations avec un travail de « fact-checking » en amont, une donnée souvent négligée dans la diffusion de l'information toujours plus rapide entre progrès numériques et réseaux sociaux. Ces derniers doivent cependant retenir leurs plumes en cette période, « Les articles avec des angles plus poussés arrivent dans un second temps, car nous faisons face à des rebondissements tous les jours, un article peut être obsolète quelques heures après », partage ce dernier.

Les deux échecs consécutifs lors des élections européennes et des élections législatives anticipées du parti présidentiel ont fragilisé le pouvoir exécutif. Avec une Assemblée nationale fragmentée, l'exécutif peut être constamment menacé par des motions de censure, comme en témoigne le gouvernement de Michel Barnier.

Cette fragmentation rend difficile la mise en place de politiques à long terme. Sans majorité, le gouvernement peine à faire adopter ses projets de loi, notamment le budget. Cela peut conduire à l'utilisation fréquente de l'article 49.3 de la Constitution, une procédure controversée. Emmanuel Macron est contraint de chercher des

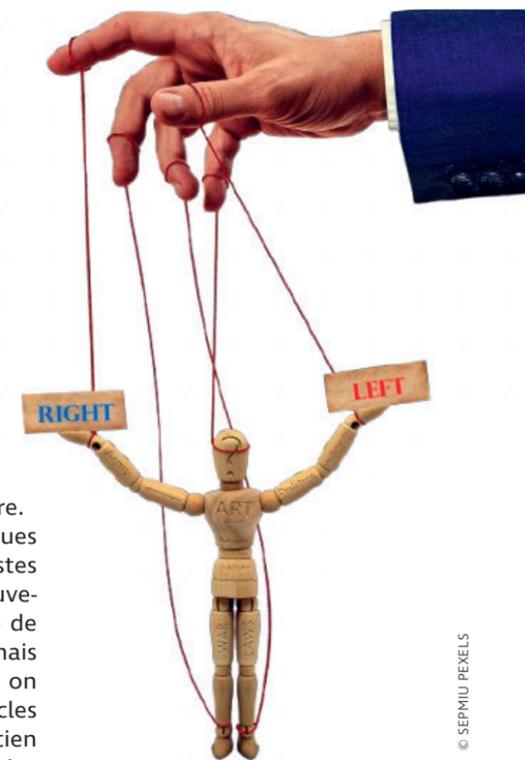
76% des français considèrent qu'Emmanuel Macron est un mauvais président, un record pour un Chef d'État français. Sa popularité est en baisse, pour cause son deuxième quinquennat est marqué par une forte instabilité politique. Cette dernière s'accroît depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, une première depuis Jacques Chirac en 1997.

Le locataire de l'Élysée avait pris cette décision suite aux mauvais résultats des élections européennes de son Parti (Renaissance). Cependant, cette manœuvre n'a pas eu l'effet escompté et marque l'aube d'une instabilité inédite. Cela a entraîné une crise institutionnelle inédite sous la V^e République durant l'été 2024, due à l'absence de nomination d'un nouveau Premier ministre.

Un enchaînement historique

La France traverse actuellement une période tumultueuse. Depuis les élections législatives anticipées, l'Assemblée nationale est divisée en trois blocs, sans majorité absolue. Cela rend difficile la formation d'un gouvernement stable et durable. Entraînant la motion de censure à l'encontre du gouvernement de Michel Barnier, en poste depuis à peine trois mois.

Le gouvernement a été renversé le mercredi 4 décembre 2024. C'est un événement historique, car c'est seulement la deuxième fois sous la Ve République qu'une motion de censure est adoptée, la première remontant à 1962. « Il y aura très certainement une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale en juin prochain, et donc des élections législatives. L'instabilité gouvernementale sert de toutes les façons un calcul électoraliste pour



© SEPMIU PEXELS

alliances ponctuelles avec d'autres groupes politiques pour faire passer ses réformes, ce qui peut modifier son programme initial.

Malgré le déclin du rôle du Parlement depuis la IV^e République, la Constitution de la V^e République est conçue pour fonctionner avec une majorité absolue à l'Assemblée nationale. La configuration actuelle s'est révélée mal adaptée et accentue cette instabilité institutionnelle et constitutionnelle.

La chambre des députés ralentie

Cette nouvelle composition de l'hémicycle ainsi que la motion de censure ne permettent pas aux députés d'examiner de manière optimale les projets de lois, entraînant un ralentissement des institutions politiques. « Des discordes sont également présentes au sein même des alliances politiques, Les 66 députés socialistes ont du mal à exister dans la coalition avec le Nouveau Front Populaire. Ils craignent que lors des prochaines élections législatives La France Insoumise propose des candidats contre eux dans leur circonscription. » déclare Virginie Tisserant.

La fragmentation de l'Assemblée en trois blocs distincts rend donc difficile



Les milliardaires imposent leurs propres lignes éditoriales aux médias qu'ils rachètent

© RIZ, PEXELS

toute prise de décision. De plus, cela entraîne de vives réactions entre les différents partis, cherchant à décrédibiliser l'opposition à tour de rôle. Le rôle des journalistes politiques est primordial dans ce contexte pour remettre en contexte les propos des personnalités politiques, « Dans cette période, le journaliste doit vraiment faire un travail de décryptage, c'est ce qu'on appelle le fact-checking, c'est également beaucoup de recherches, afin de proposer aux lecteurs des informations cohérentes » déclare Jade Toussay, journaliste au service politique du Huffington Post.

Cette situation d'instabilité met à l'épreuve les institutions de la Ve République et soulève des questions sur la gouvernabilité du pays. La dissolution surprise, au soir des élections européennes remportées par l'extrême droite, devait favoriser une « clarification » politique, avait plaidé le chef de l'État face à l'incompréhension suscitée par sa décision. On peine à percevoir cette « clarification » dans un paysage politique plus éclaté que jamais, avec trois blocs minoritaires incapables de s'entendre.

Lors de la nomination du nouveau Premier ministre près deux mois après les résultats des élections législatives, le principal critère était la

« non censurabilité » par l'Assemblée nationale du locataire de Matignon. C'est sur cette base qu'il a refusé de nommer un profil de gauche, comme le demandait le NFP, et a choisi l'ancien ministre gaulliste Michel Barnier, que le RN s'était à priori engagé à ne pas censurer. Trois mois plus tard, une motion de censure est déposée et fera tomber le gouvernement le plus éphémère de la Ve République.

Le rôle des journalistes politiques

Durant cette période plus qu'incertaine, les journalistes politiques doivent envisager les différents scénarios possibles, selon Jade Toussay « on se laisse une marge de manœuvre, il faut réagir sur l'instant, s'ajoute aussi la réflexion de programmation des papiers, par exemple, avant de se lancer sur un angle, on envisage les scénarios possibles car l'angle peut tomber à l'eau deux heures après la publication. Je n'ai rarement autant exposé d'éventualités dans mes articles, je n'emploie pas le conditionnel car cela signifie que l'on ne sait pas mais on expose les scénarios possibles aux lecteurs. », poursuit-elle.

Les journalistes doivent maintenir une distance critique vis-à-vis du discours politique, en décryptant les intentions et stratégies des acteurs politiques sans tomber dans l'excès d'interprétation.

NFP, RN et EPR, les trois blocs prédominants de l'échiquier politique actuel cherchent à discréditer les propos des autres, notamment avec la place majeure que prennent les réseaux sociaux dans la communication politique. Avec une polarisation telle, il est essentiel de remettre en contexte les propos des hommes politiques. Les journalistes politiques exercent une vigilance critique envers les dirigeants, questionnant leurs actions et mettant en lumière d'éventuelles incohérences et cas de sophisme. « Nous avons l'éternelle question de neutralité, on vise l'honnêteté intellectuelle, le factuel. » déclare Sebastien Schneegans.

Les journalistes doivent maintenir une distance critique vis-à-vis du discours politique, en décryptant les intentions et stratégies des acteurs politiques sans tomber dans l'excès d'interprétation. L'absence de majorité claire et la fragmentation politique nécessitent une analyse plus approfondie des alliances, des compromis et des stratégies des différents acteurs politiques. En informant les électeurs avant les votes et en couvrant les activités gouvernementales, les journalistes politiques contribuent au bon fonctionnement du processus démocratique. Assurant la circulation de l'information nécessaire à une participation citoyenne éclairée et à la responsabilisation des dirigeants.

En période d'instabilité politique, les journalistes doivent redoubler de vigilance pour garantir la fiabilité de leurs sources. L'utilisation du « off » et des sources politiques anonymes doit être faite avec encore plus de prudence, en vérifiant systématiquement les informations auprès de plusieurs sources.

Pour Sebastien Scheengans, les hommes politiques ne lésinent pas leurs sorties publiques durant cette

période ou la communication est clé, « Sur le réseau de sources ça ne change pas vraiment, ils ont juste moins de temps lorsqu'ils se réunissent avant des dates butoires, mais utilisent les médias pour diffuser leurs idées restent un canal majeur. »

Une neutralité menacée par la privatisation

La neutralité politique des médias implique de présenter l'information de manière impartiale, sans favoriser une perspective politique particulière, bien qu'en réalité beaucoup d'entre eux ne sont pas neutres. Les médias arrivent à influencer l'agenda politique en mettant en avant certains sujets, reflétant ainsi les intérêts de la population mais aussi leurs propres priorités et idéologies politiques.

La privatisation des médias, de plus en plus présente en France marque aussi une influence des grands groupes les possédants. Ces derniers jouent un rôle majeur dans la ligne éditoriale des médias qu'ils détiennent. La privatisation de l'audiovisuel public, comme proposée par certains partis politiques, soulève des inquiétudes quant à son utilisation potentielle comme outil de propagande. La loi Léotard de 1986 contient des dispositifs anti-concentration, mais certains considèrent cette législation comme obsolète face aux enjeux actuels.

Nicolas de Tavernost, ancien patron de M6, a admis avoir exercé des pressions sur les journalistes pour « ne pas contrarier des clients », allant jusqu'à censurer une émission de Capital sur la téléphonie.

Vincent Bolloré a profondément modifié la ligne éditoriale de ces chaînes après en avoir pris le contrôle. Il a notamment remplacé la chaîne d'information I-télé par CNews, changeant radicalement son orientation. Ces exemples montrent comment la propriété des médias par des grands groupes industriels ou financiers peut potentiellement compromettre l'indépendance éditoriale et influencer le contenu médiatique. Cette orientation éditoriale soulève des inquiétudes quant à son impact sur le débat public et la démocratie française.

Les journalistes ont la possibilité de démissionner avec des indemnités (clause de cession) en cas de changement d'actionnaire. Mais pour ceux qui ont fait le choix d'exercer dans certaines rédactions très politisées, l'éthique de leurs métiers est remise en question. Pour revenir sur notre dernier exemple, certaines critiques estiment que CNews « fait du mal à la démocratie » en servant de rampe de lancement à des idées d'extrême droite.

Les journalistes politisés risquent de perdre la confiance du public, qui peut

les soupçonner de partialité dans leur couverture de l'actualité. Leur sélection et traitement des sujets, compromettant l'objectivité de l'information. Ils peuvent s'autocensurer pour éviter de contrarier leurs sources ou alliés politiques, limitant ainsi la qualité de l'information. En chiffre, 48 % des Français déclarent douter fréquemment de la fiabilité des informations qu'ils reçoivent et 86 % des Français estiment qu'il est indispensable que les journalistes fournissent des informations neutres politiquement et étayées par des faits. ■



En France mais aussi partout dans le monde la difficulté pour les journalistes est de trouver leurs place.

© AHMED-AKACHA, PEXELS

DROIT AU LOGEMENT

Jean-Baptiste Eyraud, surnommé « Babar », est l'un des fondateurs et porte-parole de l'association du Droit au Logement (DAL) qui se bat depuis près de quarante ans pour les droits des mal-logés.

ALEXIA FETEIRA

Environ 330 000 personnes sont sans domicile fixe en France en 2023, ce chiffre a plus que doublé en l'espace de dix ans dans un contexte de crise de logement. Le message du fondateur du DAL reste le même depuis 1990 : un toit pour tous, maintenant. Un but qui, dans un pays comptant 3,1 millions de logements vacants, semble urgent.

Perspectives est allé à la rencontre de Jean-Baptiste Eyraud dans son bureau situé au cœur de Paris. C'est avec un regard chaleureux et une mèche rebelle qu'il nous accueille.

PERSPECTIVES : Dans une interview donnée à Siné Mensuel (2014) vous avez déclaré : " C'est à partir de ce moment-là que j'ai décidé de me battre pour les mal-logés et les sans-abri ". Vous faisiez référence aux incendies criminels survenus dans le XX^e arrondissement de Paris en 1986. Pouvez-vous nous expliquer ce qu'il s'est passé lors de ces incidents et comment ils ont influencé votre engagement dans la lutte pour les droits des mal-logés ?

Jean-Baptiste Eyraud : J'habitais dans le quartier de la Réunion, au sud du 20^{ème} arrondissement, lorsque cet hôtel situé à 62 place de la Réunion a pris feu, faisant vingt-trois morts. Il s'agissait du troisième incendie d'une série de feux criminels qui avaient ravagé des immeubles d'habitation populaires. Cet hôtel hébergeait des personnes pauvres, à revenu modeste, immigrées ainsi que d'autres familles françaises qui étaient logées là par défaut. La crise du logement était relativement sévère. À l'époque, il y avait une vague spéculative qui démarrait et qui était la conséquence de la dérégulation des rapports locatifs, équivalant

quasiment à l'abrogation de la loi de 1948. Cette loi qui protégeait bien les locataires permettait de maintenir de bas loyers. Jacques Chirac, alors Premier ministre, avait abrogé cette législation tout en poussant tout en alimentant la spéculation grâce à la loi de décentralisation votée par les socialistes.

Une solidarité locale se met en place, les jeunes du quartier aident des gens et sauvent des vies. Les familles se retrouvent hébergées pour trois semaines. C'était la règle, mais au bout de trois semaines, elles se retrouvent expulsées. Des artistes et des associations mettent en place des squats. J'avais été invité à une réunion, où il y avait les centres sociaux du quartier, les instits de l'école, les parents d'élèves et le curé de la paroisse. Quelques jours après, ce dernier me contacte pour me dire qu'un immeuble est vacant au 67 rue Vitruve. Pour l'occuper, nous avons bénéficié du soutien d'associations comme Emmaüs et le Secours catholique.

Malgré cet appui, après six mois de campement, le gouvernement Rocard nomme un médiateur pour reloger les occupants et les expulser. Un relogement se met en place et une partie de la négociation nous échappe pendant le processus. Des décisions sont prises en l'absence des gens concernés, c'est à ce moment-là que l'on décide de créer l'association de relogement avec les familles expulsées. C'est ainsi qu'en 1990 l'association Droit au Logement (DAL) est née. Plusieurs personnalités, des artistes, des intellectuels et des humanistes nous apportent leur soutien. Entre-temps, la droite a reconquis Matignon, ce qui nous oblige à négocier avec le cabinet de Balladur.

En 1994 vous avez eu une action marquante rue du Dragon. Comment s'est déroulée cette opération et quel a été son impact ?

Le 18 décembre 1994, avec 126 personnes nous avons occupé 10 000 m² répartis sur deux bâtiments qui appartenaient à la Cogedim, un gros promoteur immobilier. L'occupation avait eu lieu entre la rue de Rennes et la rue du Dragon. La police avait l'intention d'expulser ces familles qui étaient principalement sans domicile. J'étais donc allé voir l'abbé Pierre qui n'était au départ pas très enclin à soutenir notre démarche parce qu'il ne voulait pas abandonner les personnes qui venaient à la messe le dimanche. Cependant, il a finalement accepté en me demandant de trouver un hélicoptère. J'en ai trouvé un grâce à une équipe de Canal+, qui me suivait depuis quelques jours. C'était assez drôle, nous

QUARANTE ANS DE COMBATS



©MATEO CARSETTI

sommes arrivés à l'aéroport d'Issy – Les-Moulineaux où les flics nous attendaient puisqu'ils savaient que l'on arrivait.

Lorsqu'ils ont vu l'abbé, le dispositif policier qui avait été installé rue du Dragon a été levé. Nous avons organisé une ruse et fait croire que les familles mal-logées allaient occuper l'hôtel particulier vide de Bernard Tapie qui se situait un peu plus loin rue des Saints-Pères. Plusieurs personnalités étaient venues apporter leur soutien comme l'ancien évêque Jacques Gaillot, le généticien Albert Jacquard, le cancérologue Léon Schwartzberg, Jacques Higelin, Lambert Wilson, Emmanuelle Béart et Marina Vlady. C'est particulièrement le soutien de l'abbé Pierre qui a été déterminant puisque le Premier ministre Edouard Balladur nous avait reçus à Matignon l'après-midi même. Il était craint par les personnalités

politiques qui le respectaient. À la suite de cet événement, deux ans plus tard, les occupants de la rue du Dragon ont finalement tous été relogés.

François Breteau, ancien avocat de votre association, avait évoqué en 1994 dans une interview donnée à Libération votre relation particulière avec l'abbé Pierre, parlant d'une "complicité à la limite de l'amour filial". Pouvez-vous nous en dire plus sur cette relation et comment l'abbé Pierre a pu vous inspirer dans votre engagement ? Même si nous nous entendions bien c'est un peu exagéré. En effet je l'avais rencontré à de multiples occasions notamment pendant les actions du Comité des mal-logés avant la création du DAL. Une relation de confiance s'était établie avec l'abbé Pierre puisque je le rencontrais lorsque nous avions besoin qu'il vienne nous

soutenir. Je crois que ça lui plaisait parce qu'il y avait de l'action, il pouvait sans doute mesurer le poids qu'il pesait sur l'autorité. Cependant j'ignorais toutes ces affaires qui sont dévoilées aujourd'hui. L'abbé Pierre ne nous a jamais trahis et n'a jamais causé de problèmes. Je pense qu'il a dû dévier dans son cercle proche et religieux.

De quand datez - vous les premiers mouvements pour le droit au logement ? Quel est l'historique de ces luttes ?

La question du logement date du Moyen Age et a toujours été ancrée dans l'humanité. Dans les premières civilisations la question du logement a toujours été importante mais elle n'a jamais donné lieu à des mouvements populaires. Sous l'ancien régime apparaît la proximité du roi et de sa cour avec le peuple parisien qui a posé des problèmes. Plusieurs fois, les Parisiens ont débarqué au Louvre



©DROIT AU LOGEMENT

afin de revendiquer leur droit. Les mouvements populaires exercent une pression considérable, c'est d'ailleurs pour cette raison que Louis XVI a dû fuir à Varennes en 1791. Plus tard, au XIX -ème, ce sont les mauvaises conditions de logement qui poussent les gens à se rebeller, à s'organiser dans les cafés et fomenter des révoltes. Une des marques de fabrique de l'époque, c'est le déménagement à la cloche de bois. Pour échapper à la contrainte par corps, les locataires, qui ne pouvaient pas payer leur logement, partaient avec leurs meubles et se sauvaient. Les meubles avaient alors une valeur beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. De plus, l'insurrection populaire de la Commune de Paris en 1871 a été déterminante. Lorsque la guerre avec la Prusse a commencé, le gouvernement de Napoléon III a prononcé un moratoire des loyers, c'est-à-dire la suspension du paiement des loyers. Cette trêve a été prolongée avec le siège de Paris et a duré plus de six mois. Les Versaillais ont finalement décidé de faire payer aux locataires parisiens les neuf mois de loyer. Cependant ils ne pouvaient pas parce qu'ils crevaient de faim. Les Parisiens qui étaient dans la misère sont donc descendus dans la rue et ont été soutenus dans la Commune.

Qu'en est-il de l'époque contemporaine ?

C'est réellement au début du 20e siècle que la question du logement a pris de l'ampleur et que les mouvements sont plus structurés. Les maladies comme le choléra sont favorisées par les mauvaises conditions de logement du peuple qui est entassé dans les sous-sols. Il y a alors eu une

première prise de conscience parmi les bourgeois parce que les personnes les plus riches étaient moins touchées, mais pas épargnées. Il y a également eu les utopistes, avec Charles Fourier, qui proposaient une ville qui soit harmonieuse et qui permette d'améliorer l'âme humaine et l'être humain. Ce sont les prémices du logement social. En 1901, le premier syndicat de locataires est animé par un syndicaliste français qui s'appelle Georges Cochon qui est très populaire à l'époque. Après la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie rentière perd du terrain au profit de la bourgeoisie industrielle, qui a permis de gagner la guerre, de produire des armes. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les loyers étaient moins élevés que la consommation de tabac. Les locataires consacraient environ 5% de leur revenu aux loyers. En 1948, il y a une loi de régulation qui vise à encadrer les prix des loyers et à lutter contre les abus de position dominante. A cette époque, le taux d'efforts atteint 10%. Actuellement ce taux est à 30%. C'est donc de plus en plus dur de se loger, la crise s'aggrave, les loyers montent et continuent à flamber.

Est-ce que la loi Kasbarian-Bergé qui a été adoptée en 2023 a beaucoup impacté vos actions ?

Oui parce que cette loi nous limite dans les réquisitions de logements. Nous en avons réalisé de nombreuses

pendant plusieurs années, notamment pour des immeubles vides. Nous avons parfois frôlé la désobéissance civile parce que c'est une forme d'action visible. Cependant notre objectif n'est pas de créer un spectacle ; nous visons des résultats concrets. C'est davantage une résistance passive.

Quelles sont vos plus grandes victoires ?

Tout d'abord, c'est le relogement de milliers de familles puisque c'est un élément très concret. En 1995, après l'occupation de la rue du Dragon, on avait obtenu l'application de la loi de réquisition. C'était une revendication historique du mouvement. Nous avons aussi obtenu avec d'autres mouvements de mal-logés des avancées législatives incontestables. En 1990, après la création du DAL plusieurs mouvements de mal-logés ont émergé. Par exemple, il y a eu la création de l'association Les Enfants de Don Quichotte qui a contribué à faire avancer la revendication du droit au logement opposable. La loi DALO adoptée en 2007 est censée garantir à toutes les personnes sans logement ou mal-logée le droit d'obtenir un logement adapté à leurs besoins. C'est une conquête importante du mouvement de mal-logés. Nous avons également pu dénoncer avec des étudiants des loyers exorbitants et les exigences abusives des bailleurs grâce aux Jeudis noirs. Nous avons toujours



L'abbé Pierre soutenant le mouvement du DAL le 29 mars 1995 durant leur squatt rue du Dragon.

©MICHEL GAGNÉ / AFP

« Voir les familles relogées et les adhérents de l'association qui se battent c'est ce qui me motive à poursuivre la lutte. »

JEAN-BAPTISTE EYRAUD

répété qu'il fallait durcir la législation sur l'encadrement des prix loyers. Le DAL a aussi réussi à renforcer le droit au logement des habitants de logements indignes. Malheureusement dans les rapports locatifs, beaucoup de choses ne sont pas encore respectées. Il faudrait qu'il y ait un service qui soit consacré à contrôler et sanctionner. Normalement, un bailleur n'a pas le droit d'augmenter son loyer lors du changement du locataire mais ils le font tous. Depuis 2014 les loyers ont augmenté. Il y a de l'argent à gagner et c'est la raison pour laquelle tous les bailleurs, les agents immobiliers et les intermédiaires profitent de cette situation.

Vous avez souvent dénoncé l'attitude des autorités vis-à-vis de la condition des sans-abris. Pourquoi pensez-vous que ces inégalités persistent encore aujourd'hui ?

Je ne dirais pas que les autorités sont indifférentes parce qu'elles font beaucoup d'hébergement, seulement, ce n'est pas suffisant. En réalité, nous traversons une crise du logement qui provoque une absence de logements disponibles tout en les rendant plus chers. Les classes populaires qui pouvaient avant se loger de manière précaire ne le peuvent malheureusement plus. On observe également un encouragement à la hausse des prix immobiliers parce que ça rapporte de l'argent aux collectivités territoriales, aux mairies, qui détiennent les compétences en matière d'urbanisme. Ils cherchent plus à virer les classes populaires ou les ménages modestes plutôt qu'à les garder avec des dépenses supplémentaires que ça induit. Si tu as un logement à bas loyer, les prix de l'immobilier baissent parce que ce qu'on observe, c'est que la baisse des loyers



©MATEO CARISETTI

entraîne une baisse des prix du foncier. Nous sommes confrontés à une politique du logement cher. Il y a une crise parce que les prix ont considérablement augmenté. L'argent public aide les promoteurs à vendre leur logement au lieu de produire du logement social. Par exemple, en 2008-2010, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, une directive avait été donnée aux bailleurs sociaux d'acquiescer les programmes immobiliers des

promoteurs qui peinaient à vendre leur bien en raison de prix trop élevés. Dans quelques années, nous découvrirons que les promoteurs, en règle générale, ont vraiment produit des logements de mauvaise qualité. Nous sommes dans une logique d'obsolescence programmée

Vous avez dit lors d'une interview pour France Inter " La rue, c'est la mort." Comment vous percevez ça au quotidien sur le terrain ?

C'est une condamnation à mort de laisser les gens dehors puisque l'humain n'est pas fait pour y vivre. La vie y est dangereuse, même si on arrive à se protéger ou à se cacher. La santé se dégrade très vite en raison du froid, des intempéries, ou des vagues de chaleur. On perd ses contacts, sa famille, son boulot. Toutes les démarches administratives sont beaucoup plus compliquées. Pour oublier et tenir le coup, on en vient à consommer de l'alcool et des drogues. Tout cela peut conduire à la mort. Selon les chiffres de l'association Les Morts de la Rue, une personne sans abri meurt à l'âge moyen de 49 ans. Et lorsque l'on se retrouve à vivre dans la rue, l'espérance de vie est réduite à quinze ans. Les gens, on les laisse sur le trottoir. Il y a une indifférence envers les sans-abris qui s'est installée. Nous avons une société qui se dégrade, avec des solidarités qui s'étiolent progressivement.

Quel est votre espoir pour l'avenir du DAL ?

Lorsque nous avons créé l'association DAL, nous pensions que quelques mois plus tard le problème serait réglé. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Nous avons obtenu des droits mais ils ne sont pas appliqués. Par exemple, la loi DALO ou le droit à



©ALAIN BACHELLIER / FLYCKR

Manifestation de soutien du DAL aux mal-logés rue de la Banque le 11 novembre 2007.

l'hébergement jusqu'au relogement ne sont pas respectés. On peut remarquer qu'une cruauté sociale s'est installée ces dernières années. Pourtant, on pourrait régler la crise du logement si on respectait les droits et que l'on y consacrait un budget plus important. Cependant l'encadrement des loyers, ce n'est pas absolument pas l'objectif du gouvernement. Pour nous, l'idéal, ça serait donc que le DAL mette la clé sous la porte, c'était notre objectif dès le premier jour de la création de l'association hélas on en est loin.

Est-ce que vous pensez qu'il existe une réelle prise de conscience populaire sur les enjeux du logement ou pas ?

Malheureusement, les gens ont conscience que c'est un problème individuel mais ils ne réalisent pas que ce soit un problème collectif et une mauvaise politique du logement. Environ 58 % des ménages sont aujourd'hui propriétaires de leurs logements. De nombreuses personnes ont un sentiment d'enrichissement artificiel en

pensant que leur maison a pris de la valeur et qu'ils ont gagné de l'argent sans efforts.

Les immigrés ou les étrangers se mobilisent un peu pour faire valoir leur droit. Néanmoins la prise de conscience, il faudrait surtout qu'elle vienne du côté des jeunes qui cherchent à se loger. Il faudrait également que les syndicats s'en occupent mais ils ne s'intéressent plus qu'à augmenter les salaires.

Si vous aviez un message à faire passer aux jeunes générations qui veulent s'engager dans la lutte contre la précarité ?

Les jeunes, organisez-vous, nous allons vous soutenir. Nous pouvons vous aider et vous former sur les droits importants à connaître. Je pense que la première étape, ça serait d'organiser des luttes pour faire valoir leurs droits de locataire parce qu'il y a beaucoup de fraude au rapport locatif.

Après presque 40 ans d'engagement, qu'est ce qui vous donne encore la force de lutter

pour le droit au logement? Vous n'avez jamais envie de baisser les bras?

Le fait d'avoir des résultats aussi concrets me donne de la force pour lutter au droit au logement. Le côté " on va se battre pour le matin du grand soir " ça ne m'intéresse plus. En revanche, voir les familles relogées et les adhérents de l'association qui se battent, c'est ce qui me motive à poursuivre la lutte. J'ai parfois envie de baisser les bras, ce qui est normal mais obtenir des résultats pour ces familles me pousse à continuer à faire cela. J'arrive à garder une distance émotionnelle parce que ce que je décris c'est une réalité sociale qui n'est pas toujours réjouissante. Notre histoire est marquée par des hauts et des bas. Il y a des périodes de progrès et de découragement. ■

VOLONTAIRE

PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

quand les aides de l'État ne suffisent plus

En 2024, plus d'un tiers des jeunes interrogés déclare sauter souvent un repas par manque d'argent. Aujourd'hui, la précarité étudiante s'aggrave : avec des coûts du logement importants, une difficulté à trouver des travaux étudiants et des aides insuffisantes. Le gouvernement considère pourtant que la précarité étudiante est une priorité et l'une des causes les plus aidées en France. ROMANE LEGROS

APL, bourse, repas à 1 euro, logement Crous, toutes ces mesures prises par l'État ont pour but d'aider les étudiants dans le besoin. Le 2 décembre, l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, a annoncé qu'une nouvelle aide pour les étudiants ne bénéficiant pas de restauration collective à tarif modéré à proximité serait mise en place en février 2025. Il s'agira d'une carte prépayée d'un montant de 40 euros par mois pour les boursiers et 20 euros pour les non-boursiers. Selon l'enquête réalisée sur le coût de la vie étudiante en 2023 par l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), la précarité étudiante continue de s'ancre durablement.

Cette carte prépayée concerne 100 000 étudiants dans les zones où l'offre de restauration se situe à plus de vingt minutes à pied ou en transport en commun de leur logement. Les étudiants, qui se trouvent dans des « zones blanches » ne bénéficient pas de restaurant universitaire à tarif modéré. Ils avaient jusqu'ici moins d'aides que les autres, puisqu'ils ne pouvaient pas profiter des repas à 1 euro.

Le baromètre réalisé par l'association Cop1 révèle que par manque d'argent, 36% des étudiants sautent régulièrement un repas. Ainsi, ce sont plus de

Aujourd'hui, davantage d'étudiants dépendent des aides alimentaires pour avoir de la nourriture. Comme l'association Cop1, certains étudiants sont volontaire et à l'initiative de distribution alimentaire.

20% des étudiants qui ont recours à une aide alimentaire. Cette nouvelle mesure de carte prépayée « a le mérite d'exister mais elle n'est pas suffisante, quand on sait que plus d'un tiers des étudiants vivent avec moins de 50 euros de reste à vivre (une fois le loyer et les charges payés) ».

A l'occasion de leur première inauguration de cantine solidaire à Paris, l'association Cop1 constate que cette mesure est « utopiste ». Le modèle qu'ils utilisent est l'aide par et pour les étudiants. Ces derniers donnent de leur temps bénévolement pour faire fonctionner l'association. Les étudiants se voient contraints d'être à l'initiative de collectifs pour s'entraider. Ces regroupements, souvent nés d'une solidarité spontanée, deviennent des espaces essentiels pour partager des informations, échanger des conseils et trouver des solutions concrètes aux difficultés qu'ils rencontrent.

D'autant plus que le coût de la vie étudiante augmente de 6,47% en 2024, cela représente une charge de 49,56 euros par mois. Cette dernière est due à l'inflation de l'alimentation qui évolue de 14,3% ou encore l'électricité (10,1%). Le président du syndicat UNEF d'Angers Arthur Lévêque, affirme que cette mesure n'est que superficielle, « c'est comme donner des miettes à une personne qui réclame un bout de pain ». Nombreux sont les étudiants qui bénéficient d'un restaurant Crous proche de leur logement ou université mais qui n'ont toujours pas les moyens de dépenser chaque jour, 1 euro au minimum.

Pour certains, cette nouvelle mesure stigmatise qu'une petite partie du véritable problème que représente la

précarité étudiante. C'est une façon pour le gouvernement de témoigner de leur présence sur le sujet et de présenter des mesures qui sont, dans les faits, bien insuffisantes dans la réalité.

Selon l'UNEF, s'attaquer au financement des repas semble être superficiel et cela reflète le « mépris pour les étudiants dans la société ». La précarité et les difficultés de logement sont des thèmes récurrents à la rentrée et en fin d'année, mais ne font que rarement l'objet d'une attention approfondie au cours de l'année.

Un système de bourse davantage inégal

Le système d'aides sociales déjà en place ne permet pas de lutter contre l'explosion de la précarité étudiante qui a augmenté de 25,51% depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Après avoir été reportée deux fois, la réforme des bourses étudiantes sera finalement appliquée à la rentrée de 2026. Accompagnée d'une rallonge de 500 millions d'euros, l'enveloppe budgétaire en faveur des étudiants survient après 10 ans sans réforme des bourses et après plusieurs années de baisse de ces aides directes pour les étudiants.

20%
DES ÉTUDIANTS
ONT RECOURS
À UNE AIDE
ALIMENTAIRE

BOURSE

Elle s'étend sur sept échelons allant de 145,4 à 633 euros par mois, « un changement radical est nécessaire sur ces attributions à la bourse, mais le gouvernement se limite pour l'instant à appliquer des solutions superficielles à une situation critique », confie l'association Cop1 Paris.

Si l'on prend l'exemple d'un étudiant à Angers, le coût d'un logement étudiant Crous en 2024-2025 est d'environ 443 euros par mois. S'ajoute à cela, le coût des transports (258 euros), l'alimentation (138,60 euros par mois pour un étudiant qui bénéficie d'un restaurant Crous à proximité) sans compter les frais supplémentaires de la vie quotidienne. Au total, un étudiant doit déboursier 839,60 euros par mois. Donc même si celui-ci bénéficie de l'échelon le plus élevé de la bourse, il doit financer au moins 206,60 euros de sa poche.

À l'initiative du ministre de l'Enseignement supérieur, cette nouvelle disposition vient modifier les conditions d'obtention de la bourse sur des critères sociaux. Une partie de cette réforme est en vigueur depuis la rentrée 2024 et dépend du revenu moyen des parents. Or, un étudiant détaché du foyer fiscal et qui n'a plus de lien avec ses parents doit tout de même justifier sa demande de bourse par le revenu de ses parents.

Ainsi, un étudiant avec des parents qui possèdent de bons revenus n'aura pas le droit de toucher la bourse, que ces parents l'aident ou non « c'est ce qui crée un déséquilibre entre les étudiants qui touchent la bourse, ceux qui ont l'aide de leurs parents et ceux qui sont vraiment seuls », affirme le président de l'UNEF.

Selon l'UNEF, un étudiant en situation financière difficile, contraint de travailler en parallèle de ses études, a 46 % de chances supplémentaires d'échouer. Cela est dû au fait qu'un étudiant sur deux manque plusieurs cours par semaine en raison de son emploi (étude menée par l'Observatoire de la vie étudiante de l'Université libre de Bruxelles date).

La suppression progressive des postes de surveillants dans les collèges, essentiels au bon fonctionnement des établissements, s'explique par des

contraintes budgétaires et des choix politiques visant à rationaliser les dépenses publiques. Ces surveillants jouaient un rôle crucial dans la prévention du harcèlement scolaire, en assurant une présence constante dans les espaces communs et en renforçant la vigilance au sein des établissements.

En parallèle, ces emplois offraient aux étudiants une opportunité précieuse de financer leurs études en acquérant une expérience professionnelle en milieu éducatif qui s'accommodait parfaitement avec leurs emplois du temps. Leur disparition a laissé un vide à la fois en termes de sécurité et de soutien pour les élèves, tout en réduisant les opportunités de travail pour les étudiants.

La CVEC : un « impôt obligatoire pour chaque étudiant »

Malgré les nouvelles mesures du gouvernement visant à minimiser l'impact de la CVEC, chaque rentrée, un étudiant qui souhaite s'inscrire dans l'enseignement supérieur doit s'acquitter de 103 euros pour accéder à l'université. Selon l'UNEF : « c'est comme un impôt obligatoire pour chaque étudiant ». Mais elle est remboursée en totalité pour les étudiants boursiers.

En France, une année de faculté coûte à un étudiant 103 euros mais représente 10 000 à 15 000 euros par étudiant pour l'État. Cette contribution

symbolique de 103 euros semble dérisoire vu les dépenses engagées par l'État pour garantir l'accès à une formation de qualité.

Depuis quelques années, les étudiants ont tendance à faire des prêts pour financer leurs études, « ça met une épée de Damoclès au-dessus de la tête de quelqu'un pendant 5-10 ans qui, tous les mois, va devoir payer ses échéances, alors qu'il est payé au SMIC à la sortie de ses études » constate l'UNEF.

Notamment dans les écoles privées où une année vaut au minimum 7 000 euros. Dans ce cas, les étudiants sont contraints de contracter un prêt allant jusqu'à 30 000 euros. Selon l'UNEF, les prêts étudiants sont devenus plus communs aujourd'hui, touchant environ 10 % de la population étudiante totale.

Une inflation qui touche les étudiants

Agoraé, une des épiceries solidaires étudiantes, joue un rôle essentiel face à cette cause « puisqu'ils vendent les produits à -90% de leur prix retrouvé en grande surface », explique la bénévole Erna Lequeuche. À l'approche des fêtes ou des périodes de rentrée, elles organisent des collectes solidaires dans les supermarchés ou sur les campus afin de remplir leurs stocks de produits alimentaires, d'hygiène ou de première nécessité.

Ces collectes sont cruciales pour répondre à une demande en augmentation, elles témoignent de la réalité d'une précarité qui touche un nombre croissant d'étudiants. Plus qu'un simple soutien matériel, cela vise aussi à créer un réseau d'entraide et de solidarité entre étudiants, « le lundi soir, il y a les distributions alimentaires Cop1, c'est terrifiant de voir le nombre d'étudiants qui attendent devant », déclare le président de l'UNEF. Ces associations permettent de venir soulager les étudiants des effets d'une inflation de 14,3% sur les produits alimentaires en 1 an.

Aujourd'hui, le baromètre annuel Cop1 et IFOP révèle que 20% des étudiants ont déjà eu recours à une aide



Pour lutter contre cette précarité étudiante importante, les étudiants manifestent pour dénoncer le manque d'aide de l'Etat.

alimentaire dans leur scolarité. Ce dernier vient une nouvelle fois confirmer ce que Cop1 constate depuis sa création : la précarité des jeunes n'est pas un phénomène ponctuel lié à des difficultés économiques temporaires, mais un problème structurel exigeant une réponse immédiate et significative.

La « précarité », par définition, devrait être temporaire. Cependant, face à ses répercussions profondes sur la santé mentale, la réussite académique et l'intégration sociale, comment encourager les futurs étudiants à s'engager dans des études supérieures ?

Les leviers à actionner pour lutter contre la précarité étudiante

Les syndicats et associations luttent au quotidien pour faire réagir le gouvernement et venir davantage en aide aux étudiants. L'UNEF réclame de nouveaux logements Crous et un entretien plus assidu, « il y a des résidences étudiantes qui tombent à l'abandon et dans la vétusté à ce point-là, ça commence aussi à se délabrer un peu », affirme l'UNEF. La diminution puis la suppression de la CVEC est la cause la plus défendue auprès des associations qui considèrent cet impôt étudiant comme injuste et qui permettrait un véritable accès gratuit à l'université. En comparaison, les pays scandinaves sont souvent cités en modèle pour leurs politiques de soutien aux étudiants, visant à réduire leur précarité. En Suède, en Norvège et au Danemark, l'éducation supérieure est largement subventionnée par l'État,

avec des frais de scolarité souvent inexistantes ou très faibles, même pour les étudiants étrangers.

Ces pays offrent également des aides financières sous forme de bourses et de prêts accessibles, destinées à garantir une certaine autonomie économique aux étudiants. Par exemple, en Suède, les prêts étudiants peuvent être partiellement convertis en bourses en fonction des résultats académiques, incitant ainsi à la réussite tout en apportant un soutien financier. En Norvège, les étudiants peuvent bénéficier d'une allocation mensuelle qui couvre une grande partie de leurs frais, sans obligation de remboursement tant qu'ils terminent leur cursus complet.

Ces systèmes visent non seulement à alléger les charges financières des étudiants, mais aussi à assurer une égalité d'accès à l'éducation, permettant à chacun, quel que soit son milieu social, de poursuivre des études supérieures sans être limité par des considérations financières. Des modèles inspirants bien loin du système d'aide français. ■

« c'est comme donner des miettes à une personne qui réclame un bout de pain » Arthur Lévêque

Zone de turbulences en Allemagne

L'Allemagne, longtemps perçue comme le moteur économique de l'Europe, traverse une période de turbulences inédites. Elle peine aujourd'hui à répondre aux crises économiques, démographiques et géopolitiques qui fragilisent son modèle. Cette situation précipitée pourrait bien remettre en question son rôle de leader européen. **LOUIS ROSSIGNOL**

et l'Est sous contrôle soviétique. Ce découpage territorial, lié à la guerre froide, a façonné des trajectoires économiques et politiques divergentes toujours visibles aujourd'hui. La réunification allemande en 1990, a marqué un tournant majeur dans l'histoire du pays. Pourtant, cet événement porteur d'espoir a également ouvert une période de défis économiques et sociaux d'une ampleur sans précédent. L'absorption de l'ex-RDA par l'Allemagne de l'Ouest, fondée sur un système capitaliste libéral, a confronté deux modèles économiques et sociaux complètement différents.

À l'Est, les entreprises d'État, habituées à fonctionner hors des logiques de concurrence et de marché, ont été projetées brutalement dans l'économie de capitaliste. «Les entreprises de l'Est n'étaient pas prêtes économiquement, car ce n'était pas du tout le même système, pas un système capitaliste, pas un système de concurrence, c'étaient des entreprises d'État», explique Nathalie Le Bouëdec, professeure en histoire et civilisation allemande. Les privatisations massives ont entraîné des fermetures d'usines, des pertes d'emplois, et un chômage de masse.

Ces bouleversements ont provoqué un véritable choc pour les habitants, dont certains ont vu leur vie basculer du jour au lendemain. «Pour beaucoup d'Allemands de l'Est, ça a été un vrai choc. Ils ont perdu leur emploi, ont dû complètement recommencer leur vie», souligne la professeure. Ce sentiment de rupture a été aggravé

par une perception d'inégalité et de marginalisation. Les postes clés dans l'administration et les grandes entreprises ont souvent été confiés à des cadres venus de l'Ouest, renforçant une impression d'exclusion. «Il y a eu beaucoup de discussions sur le manque de reconnaissance. Ces personnes ont souvent eu l'impression d'être traitées comme des Allemands de seconde zone», ajoute-t-elle. La réunification a également pesé lourdement sur l'économie nationale. Entre les années 1990 et le début des années 2000, le coût faramineux de la reconstruction de l'Est, estimé à plus de 2000 milliards d'euros, a plongé l'Allemagne dans une crise économique prolongée. Le fardeau a été tel que l'Allemagne était surnommée d'après Nathalie Le Bouëdec comme «l'homme malade de l'Europe».

Ce n'est qu'au milieu des années 2000 que l'économie allemande a retrouvé un nouveau souffle, grâce à des réformes ambitieuses portées par le gouvernement social-démocrate et vert de Gerhard Schröder. L'Agenda 2010, bien que controversé, a permis de relancer la compétitivité des entreprises et de flexibiliser le marché du travail. Parmi les mesures phares figuraient la réduction de la durée des indemnités chômage et l'obligation pour les demandeurs d'emploi d'accepter des offres sous peine de sanctions. «Ces réformes, socialement controversées, ont été prises par un gouvernement pourtant de gauche, ce qui a choqué une partie de l'opinion». Cependant, le traumatisme financier de la réunification a façonné

Une industrie en panne, une montée fulgurante de l'extrême droite, un vieillissement accéléré d'une population qui peine à se renouveler. Une instabilité politique marquée par l'absence de gouvernement après l'effondrement de la coalition Scholz. Une remise en question des alliances stratégiques, alors que les États-Unis de Donald Trump fragilisent le parapluie transatlantique. L'Allemagne, autrefois symbole de stabilité et de prospérité, fait face à une tempête sans précédent, menaçant les fondations mêmes de son modèle.

Le contexte des divisions actuelles trouve ses racines dans l'après-guerre. La défaite de 1945 a entraîné la partition de l'Allemagne en deux blocs : l'Ouest sous influence américaine

DIAGNOSTIC D'UNE PUISSANCE EN DÉCLIN



© USERTRNK / PIXABAY

une culture économique prudente en Allemagne.

Le *Schuldenbremse* (frein à l'endettement), inscrit dans la constitution en 2009, limite strictement le déficit public, à hauteur de 0,35 % du PIB pour l'État fédéral. Si cette discipline budgétaire a permis au pays de maintenir des finances publiques robustes et d'encaisser des crises comme celle de la pandémie de Covid-19, elle a aussi freiné les investissements dans des secteurs cruciaux, notamment les infrastructures et les transports. «La dette est vue de façon très négative en Allemagne, car elle reste associée à la période difficile de la réunification, un réel traumatisme, on dit souvent que la France étouffe sous le poids de la dette et l'Allemagne sous le poids de sa parcimonie », analyse Nathalie Le Bouëdec.

Les failles d'un modèle en crise :

Longtemps surnommée la « locomotive de l'Europe », l'Allemagne traverse une crise économique qui ébranle son modèle industriel. Dans le cercle des grandes puissances du G7, elle affiche désormais la plus faible croissance, et, au sein de l'Union européenne, son

taux reste en deçà de la moyenne. Le ralentissement de l'industrie a entraîné le pays dans une récession, en 2023 et probablement en 2024 soit deux années d'affilée, ce qui n'était pas arrivé depuis vingt ans. Inhabituelle pour une nation qui n'a guère l'habitude de faire partie des mauvais élèves en Europe.

L'industrie automobile, symbole de l'excellence allemande, illustre cette crise. Volkswagen (la voiture du peuple), fleuron de l'économie nationale, s'apprête à annoncer le plus grand plan social de son histoire, prévoyant la fermeture de trois usines et une baisse de 10 % des salaires. « C'est un modèle qui s'essouffle après les années dorées de la chancelière Merkel », analyse Philippe Crevel, économiste spécialiste des questions macroéconomiques. Bosch, Audi, Bayer : d'autres géants allemands annoncent des restructurations, révélant l'ampleur des difficultés.

Une perte de vitesse fortement liée à la dépendance historique de l'Allemagne au marché chinois. Pendant des décennies, la prospérité de l'industrie allemande reposait sur des

exportations massives vers la Chine. Or, ce partenaire commercial stratégique est confronté à un ralentissement économique et à une montée en gamme de sa propre production. « La Chine fabrique désormais des produits concurrents à ceux de l'Allemagne, en particulier dans l'automobile, et elle a moins besoin d'acheter allemand », souligne Crevel. La Chine inonde également le marché mondial avec ses véhicules électriques, grâce à sa capacité de production de batteries, mettant à mal les positions allemandes sur ce secteur d'avenir.

Un autre facteur illustrant les défis économiques de l'Allemagne réside dans le transfert de technologie, un processus par lequel une technologie, un savoir-faire ou des connaissances développés par une partie sont partagés ou transmis à une autre. Ce mécanisme, censé favoriser la coopération internationale et l'accès à de nouveaux marchés, peut toutefois se révéler problématique lorsque l'équilibre des forces s'inverse.

Le cas de la coopération entre l'Allemagne et la Chine dans le domaine des trains à grande vitesse (TGV) en est



© FOCKE STRANGMANN / AFP

Symbole de la puissance industrielle allemande, Volkswagen, autrefois moteur de l'économie et bastion de l'industrie automobile, reflète aujourd'hui le déclin de l'économie germanique, pris entre les défis de la transition écologique et la concurrence internationale.

2009. En théorie, cette rigueur budgétaire a permis à l'Allemagne de maintenir des finances publiques en bonne santé. Mais en pratique, elle bride les marges de manœuvre pour engager les dépenses nécessaires à la transition écologique.

« Comment investir massivement quand on s'interdit de s'endetter ? », s'interroge l'économiste. Ce dilemme place l'Allemagne dans une situation paradoxale : d'un côté, elle doit relever des défis industriels et environnementaux sans précédent, et de l'autre, elle reste enchaînée à une discipline budgétaire héritée d'une époque où l'endettement excessif était perçu comme la principale menace économique.

Enfin, la démographie représente un obstacle de long terme. L'Allemagne connaît une baisse historique de la natalité, avec moins de 700.000 naissances enregistrées en 2023, marquant une chute de 13 % en deux ans. Une baisse qui peut être attribuée à plusieurs facteurs : la crise sanitaire, qui a ralenti les projets familiaux ; la guerre en Ukraine, qui a provoqué des incertitudes économiques qui affecte directement le pouvoir d'achat des ménages. Les familles reportent de plus en plus leurs projets d'avoir des enfants, accentuant cette tendance.

Selon Philippe Crevel « Le vieillissement de la population affecte l'Allemagne de manière très marquée. Cela engendre des surcoûts pour l'économie et diminue sa compétitivité », il poursuit par « il faut financer les retraites, la protection sociale, les assurances maladie, et quand on a une population qui vieillit, ça coûte peu cher, par définition. » Avec une main-d'œuvre vieillissante et une natalité faible, le pays peine à maintenir un rythme de croissance soutenu, accentuant les pressions sur son marché du travail et sur son système social. Le pays se retrouve dans une situation où les jeunes générations ne sont pas assez nombreuses pour remplacer les travailleurs partant à la retraite.

une parfaite illustration. Pour accéder au gigantesque marché chinois, les entreprises allemandes, ici Siemens, ont dû consentir à des concessions significatives. Parmi celles-ci, l'obligation de transférer une partie de leur technologie et de permettre la production sur place de tout ou partie des commandes. Cette stratégie, qui visait à ouvrir les portes d'un marché prometteur, a permis aux industriels chinois d'acquérir rapidement une expertise avancée dans la filière. Forts de leur maîtrise technique et de leur capacité à produire à moindre coût, les industriels chinois se positionnent désormais comme des concurrents redoutables sur les appels d'offres internationaux, y compris dans des marchés où l'Allemagne était historiquement dominante.

La crise actuelle résulte d'un enchaînement de facteurs économiques, politiques et structurels. Le premier choc majeur est survenu avec la guerre en Ukraine, qui a entraîné une flambée des prix de l'énergie. « L'Allemagne, premier pays industriel de la zone euro, est dépendante des énergies fossiles, et la hausse des coûts de production a remis en question la rentabilité

de son industrie », explique Philippe Crevel. Cette situation est exacerbée par la fin des importations de gaz russe, autrefois une ressource clé pour alimenter son économie énergivore.

La transition écologique constitue un autre défi de taille pour l'économie allemande. Contraint par les engagements des accords de Paris, le pays doit transformer un appareil productif largement dépendant des énergies fossiles. « Dépasser ce modèle carboné nécessite des investissements massifs pour électrifier la production et décarboner l'industrie. C'est un effort considérable qui pèse sur la compétitivité allemande », précise l'économiste. Ces changements impliquent la modernisation des infrastructures, l'intégration de nouvelles technologies et le développement d'énergies renouvelables, autant de mesures coûteuses, mais indispensables pour pérenniser l'économie nationale dans un monde en transition.

Cependant, ces investissements nécessaires se heurtent à une contrainte majeure : la règle du *Schuldenbremse* (« frein à l'endettement »), inscrite dans la Constitution allemande depuis

L'électorat de l'AFD se compose majoritairement d'hommes âgés de 45 à 50 ans ou de jeunes adultes, souvent employés ou peu qualifiés. Leur méfiance envers l'immigration est au cœur du programme du parti, qui prône même des politiques de «ré-migration».

«L'AfD
est aryen»

TRADUCTION D'UNE PANCARTE
LORS D'UNE MANIFESTATION CONTRE L'AFD



La démographie allemande montre que sans immigration, il sera difficile de combler les millions de postes vacants dans les décennies à venir. En effet, l'économie allemande a besoin d'un apport régulier de nouveaux travailleurs pour maintenir son dynamisme. Selon Elisa Goudin-Steinmann directrice du département d'études politique germanique à la Sorbonne Nouvelle « Il n'y a pas assez de gens qui entrent en Allemagne chaque année, mais c'est aussi parce que les politiciens n'ouvrent pas les frontières. Sauf en 2015 avec Angela Merkel mais c'était une exception. »

Fractures politiques et montée des extrêmes :

Alors que l'Allemagne est plongée dans une crise économique profonde, sa scène politique est tout aussi fragile. La coalition gouvernementale d'Olaf Scholz, formée par le SPD (parti social-démocrate), les Verts et les libéraux du FDP (Le Parti libéral-démocrate), a volé en éclats le 6 novembre 2024, après des mois de désaccords. Cette rupture a conduit à la convocation d'élections législatives anticipées, prévues pour février 2025. Après 16 années de stabilité sous Angela Merkel, la gouvernance à trois partis, inédite depuis plus de cinquante ans, s'est avérée un échec. «Ce qui devait être un test pour la culture du compromis, pourtant fondamentale en politique allemande, a mis en lumière les dysfonctionnements d'une coalition artificielle», explique Elisa Goudin-Steinmann.

La gestion à trois têtes a révélé de profondes divergences idéologiques, notamment entre les Verts et les Libéraux. Ces derniers s'opposent sur des questions centrales comme la politique énergétique, la fiscalité et les mesures économiques. «Trouver des accords devient extrêmement complexe quand il y a un tel grand écart entre les visions des partis. La coalition a tenu aussi longtemps qu'elle pouvait, mais ses membres étaient en désaccord sur presque tout», analyse la spécialiste.

Un autre facteur d'instabilité est l'irruption de l'Alternative für Deutschland (AFD) sur la scène politique, un parti

populiste de droite aux thèses réactionnaires. Depuis quelques années, l'AFD s'impose comme une force incontournable au Bundestag (parlement allemand), rendant impossible la formation de majorités à deux partis. Cependant, aucun parti traditionnel ne souhaite s'allier à cette formation, qui tente de miner les bases constitutionnelles du système démocratique. «L'AFD prospère sur les inquiétudes généralisées et les crises multiples, jouant sur des thèmes clivants comme l'immigration et le ressentiment des Allemands de l'Est», souligne Goudin-Steinmann.

Cette posture alimente un cercle vicieux : «C'est un serpent qui se mord la queue, En bloquant l'intégration des travailleurs étrangers, le vieillissement de la population s'aggrave et freine la compétitivité économique et accentue la crise. Cette même crise alimente ensuite le soutien à l'AFD, renforçant sa progression dans les sondages.»

C'est dans ces régions de l'Est, historiquement marquées par les séquelles de la réunification, que l'AFD enregistre ses meilleurs scores. Les ressentiments d'être traité comme des citoyens de seconde zone, postes importants souvent attribués à des Allemands de l'Ouest, et une économie

locale affaiblie par des décennies de désindustrialisation. «Ces frustrations nourrissent les perceptions sur lesquelles l'AFD capitalise efficacement, jouant sur un sentiment d'abandon», précise l'experte.

Un avenir géopolitique incertain :

La crise géopolitique que traverse l'Allemagne est intimement liée à l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, un président américain dont les positions remettent en cause l'équilibre sur lequel reposait une grande partie de la stratégie allemande depuis l'après-guerre et la démilitarisation du pays. L'un des fondements de cette stratégie est ce que l'on appelle le « parapluie américain ». Ce terme désigne la garantie de sécurité offerte par les États-Unis, notamment à travers l'OTAN, qui place les alliés européens sous la protection militaire et nucléaire américaine. Cette couverture a permis à l'Allemagne de consacrer des ressources minimales à son armée. « Pendant des décennies, l'Allemagne a délaissé sa défense, se reposant sur l'idée que toute attaque contre elle serait assimilée à une attaque contre les États-Unis», souligne Gesine Weber chercheuse en géopolitique allemande spécialiste des relations transatlantiques. Mais cette approche, perçue comme



Décoration de Noël à l'effigie de l'Afd



En imposant des droits de douane et en exigeant plus de dépenses militaires, Donald Trump a intensifié la pression sur l'OTAN et l'UE

© NICHOLAS KAMM / AFP

pragmatique, s'avère aujourd'hui une source de vulnérabilité.

L'état déplorable de la Bundeswehr, l'armée allemande, en est la preuve la plus éclatante. En 2022, un rapport accablant révélait que la majorité des équipements militaires étaient obsolètes ou inutilisables. Certains avions de chasse ne peuvent plus voler, les chars Leopard, autrefois fierté de l'armée allemande, sont aujourd'hui largement hors d'état de combattre, avec une grande partie immobilisée faute de pièces de rechange et d'entretien adéquat. Plus symbolique encore, l'armée continue d'utiliser des fax pour ses communications internes, soulignant le retard technologique du pays dans ce domaine stratégique.

Donald Trump a ouvertement critiqué l'Allemagne pour ses faibles dépenses militaires, exigeant une augmentation significative du budget de défense de Berlin en menaçant lors de son premier mandat de retirer les troupes américaines du sol allemand. Cette pression ne relève pas seulement d'une stratégie isolationniste, mais traduit aussi un profond scepticisme envers l'Europe, et plus particulièrement l'Allemagne, qu'il accuse de profiter du système de défense transatlantique tout en entretenant des relations avec la Chine. « Ce mécontentement de Trump envers l'Allemagne, nourri par sa relation commerciale avec Pékin, a conduit à des menaces, de lier la sécurité offerte par les États-Unis à des concessions économiques », analyse la chercheuse, elle

© RALF HIRSCHBERGER / AFP

poursuit « L'Allemagne est face à un dilemme majeur : comment renforcer sa défense sans sacrifier son modèle économique basé sur les exportations et sans renoncer à sa position ambivalente vis-à-vis de la Chine ? »

En réponse aux incertitudes croissantes, des voix se sont élevées en Europe pour promouvoir une défense européenne. Emmanuel Macron, notamment, a tenté de relancer l'idée d'une autonomie stratégique européenne, prônant une coopération accrue entre les pays du continent pour garantir leur sécurité. Cependant, ces propositions ont rencontré une réception tiède à Berlin. Elle s'explique par une crainte de trop s'éloigner des États-Unis, qui restent, malgré tout, un allié indispensable.

Cette situation révèle également une ironie historique : dans les années 1950, c'est la France qui avait torpillé un projet de défense européenne, en refusant de ratifier le traité instituant la Communauté européenne de défense. Plus de cinquante ans plus tard, ce sont désormais les Français qui poussent en faveur d'une telle initiative, tandis que l'Allemagne freine. Pourtant, les défis géopolitiques actuels, exacerbés par la guerre en Ukraine et les tensions sino-américaines, rendent cette question plus pressante que jamais. Pour l'Allemagne, le temps presse : elle devra choisir entre continuer à se reposer sur un parapluie américain de plus en plus incertain ou investir dans une stratégie européenne. ■



LE CHANCELIER, OLAF SCHOLZ, A PERDU LE LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024 UN VOTE DE CONFIANCE DES DÉPUTÉS. CE RÉSULTAT OUVRE LA VOIE À DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES ANTICIPÉES. LE SCUTIN SE TIENDRA LE 23 FÉVRIER 2025.

Brunissement

Campagne choc, tension et peur. Le paysage politique européen change de couleur. L'oxydation des partis politiques classiques sonne depuis les années 90 le retour de l'extrême droite. Pur produit des régimes fascistes et réactionnaires qui marquèrent l'histoire. Est-il juste de dire que l'Europe redevient fasciste ?

MARIUS SEGURA-GATTUSO



CREDIT : FREDERICK FLORIN / AFP

Le Premier ministre Viktor Orbán, co-fondateur du Fidesz-MPSZ, un parti chrétien-démocrate, présente le programme de la Hongrie pour les six prochains mois lors d'une session plénière au Parlement européen à Strasbourg, le 9 octobre, 2024.

À l'issue des deux guerres mondiales, l'Europe est brisée. En quête d'identité pour se reconstruire, les penseurs de la jeune Union européenne fantasment sur des idéaux de paix et d'union. Le père fondateur de l'Union européenne, Robert Schuman, déclare en 1950 que « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. » L'Union européenne s'impose donc comme une force locale contre la guerre.

de l'Europe

VERS UNE NOUVELLE FORME DE FASCISME ?

Basés sur une solide alliance économique perfusée par le plan Marshall, les pays de l'union se relèvent en moins d'une dizaine d'années. L'Union européenne est alors un géant économique : la PAC, le marché commun, la zone euro, tant de politiques communes qui permettent à l'Europe d'être le premier marché au monde.

Ce fantasme atteint son point culminant la nuit du 9 novembre 1989. Le mur de Berlin chute. L'Allemagne est réunie et l'influence de l'URSS est repoussée jusqu'en Pologne. Trois ans après, la chute de l'URSS sonne également la fin d'un monde bipolaire opposant le bloc capitaliste et le bloc communiste.

La fin d'une ère et une transition chaotique

La vision à court terme d'une union capitaliste et la perte de repères des anciens pays satellites de l'URSS ont provoqué des crises économiques et de vives frustrations sociales. En Europe centrale et orientale, le passage d'un système communiste à capitaliste est rude. Les aides apportées par l'ancien système communiste n'existent plus pour ceux qui en dépendaient. Le monde capitaliste crée des foules de marginaux ostracisés par ce nouveau système.

À l'ouest, l'illusion de la prospérité se dissipe. Paradoxalement, au bien-être apparent, le paysage politique du continent observe l'émergence d'idées et de mouvements politiques identitaires et populistes. Des mouvements prônent un retour aux valeurs nationales pour se protéger de l'immigration, de l'intégration européenne et de la mondialisation, alors perçues comme une menace pour les emplois et les cultures locales. L'un des slogans du FN dans une campagne de 1978 était « 1 million d'immigrés, 1 million de chômeurs ». Ce narratif est toujours le même aujourd'hui.

Les partis d'extrême droite, alors anecdotiques dans l'échiquier politique, grossissent rapidement. Récupérant les marginaux frustrés par un système encore plus injuste, le Front national (FN) a bousculé la France lors des élections européennes de 1984 et de la présidentielle de 1995.

LA NAISSANCE DU FASCISME ET DE SON MYTHE

Le fascisme est né en Italie au début du XX^e siècle. Le régime parvient au pouvoir par la voix légale et provoque un torrent révolutionnaire dans toute la société italienne. Exacerbant la haine et en la canalisant dans sa cause, Benito Mussolini parvient à mettre l'Italie au pas. Avec cette vision révolutionnaire et pour rester en place le régime se maintient par la force, mais également par la construction d'un mythe : le mythe fasciste.

Jouant sur un discours sécuritaire et anti-immigration, il séduit une frange de la population frappée par le chômage. L'euroscepticisme est également une arme redoutable. L'idée selon laquelle tout le problème serait causé par l'Union européenne met au-devant de la scène des partis comme le parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), le parti national hongrois (MIEP) ou les Républicains allemands (Die Republikaner), etc.

L'identité nationale est le faire valoir de ces partis. Le monde est de plus en plus petit. Noyés dans ce vaste océan, les perdants de la mondialisation sont séduits par ceux qui jouent sur une rhétorique nostalgique. Le monde « D'avant » est idéalisé, s'opposant au monde rapide globalisé jugé coupable.

Un sentiment anti-élite réunit les foules et le syndrome du populisme redevient tendance dans tous les spectres les plus extrêmes de la politique (extrême gauche et droite).

Le philosophe et historien Marc Lazar présente cette tendance au populisme : « Il s'agit davantage d'observer un syndrome qu'une doctrine cohérente ». Selon lui, cette tendance est symptomatique des démocraties. Pour l'historien, « Toutes les formes de populisme, sans exception, [...],

comportent une forme d'exaltation du « peuple » et d'appel au « peuple », et tous sont, en un sens ou un autre, anti-élitistes » (Le défi populiste : l'Europe face à ses démons). La création d'un ennemi au service de leurs intérêts arrive à unir les gens dans une haine commune. À la fin des années 90, l'extrême droite est désormais palpable. Malgré sa présence dans le paysage, elle reste difficilement identifiable. Qui est-elle ?

Le fascisme : héritage ou mutation ?

Les traits de l'extrême droite d'aujourd'hui sont familiers. Héritière des dictatures qui ont plongé l'Europe dans le chaos au début du XXe siècle, l'extrême droite européenne partage des racines communes. Des partis comme le FN ont été fondés par d'anciens collaborateurs du régime de Vichy (1972). Créé en 2013 en Espagne, Vox ne se rattache pas historiquement à un parti, mais il s'inspire de certaines de ces idées nationalistes, conservatrices et autoritaires tout en les modernisant. Le FPÖ autrichien, aujourd'hui FPÖ a été dirigé par un ancien ministre nazi (Anton Reinthaller). Les exemples de partis d'extrême droite, héritiers directs ou inspirés de régimes fascistes, dictatoriaux ou totalitaires, ne manquent pas.

Dans la pièce de théâtre de Bertolt Brecht, le personnage d'Arturo Ui décrit le nazisme : « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde » (La Résistible Ascension

d'Arturo Ui, 1941). Cette tirade sous-entend les conditions de l'avènement du nazisme. Une souffrance sociale, une crise économique et des institutions démocratiques affaiblies. Un tel mélange voit germer les graines des partis de l'extrême droite contemporains dans les années 90. Récession économique, réorganisation industrielle (délocalisation des usines à l'étranger), chute de la confiance à la suite des diverses crises, le ventre lui est encore fécond. Après la mort de son premier monstre (régimes fascistes, dictatoriaux et totalitaires du XXe), le ventre donne naissance à de nouveaux fils : l'extrême droite contemporaine.

Le fascisme aujourd'hui

L'extrême droite est un spectre. Cette famille politique est une constellation d'idées. Dans cette large valise, les mots fasciste, totalitaire, dictatorial, rentrent aisément. Le fascisme est de fait un parent ambigu de l'extrême droite, car tous les fascismes sont d'extrême droite, mais toute l'extrême droite n'est pas fasciste. Le sens du terme fasciste s'est érodé avec le temps. Tantôt une insulte, tantôt l'héritage honteux de l'extrême droite, selon le philosophe politique Lucien Jaume « Ce mot appartient au passé » et il ajoute que l' « On peut supposer des nouveaux visages d'un fascisme apparenté » mais aucune étude sérieuse n'a été menée en ce sens. Comment se fait-il que ce terme si connu en politique soit aussi vague ?



En 2017, des protestations ont eu lieu au «Deutsches Eck», mémorial en Allemagne, pour protester contre la réunion de leaders européens d'extrême droite. Des cartons de dictateurs ont été réunis sur le site pour comparer ces leaders au dictateur du passé.



La force du mythe

Les dictatures ont toutes un point commun : une religion d'État. Culte de la personnalité, récit païen, interprétation de la religion ou une nouvelle histoire, tout est bon pour créer un mythe.

« Nous avons créé un mythe » affirmait Mussolini en octobre 1922, dans un discours célèbre, à Venise, avant la marche sur Rome. Hitler un peu plus tard scandait que « Le mythe est une croyance [...]. Notre mythe est la nation, la grande nation, dont nous voulons faire une réalité. »

Ce terme, simple, mais vague, reflète l'objectif des régimes de l'époque : raconter une nouvelle histoire, une mise en scène où ils sont gagnants. Durant le XXe siècle, ce narratif s'est transformé. Le philosophe et historien Ernst Cassirer écrit peu de temps avant sa mort dans, *Le Mythe de l'État* (1945) que, « Le mythe a toujours été décrit comme le résultat d'une activité inconsciente ainsi que comme une libre production de l'imagination », voici que, dorénavant, « Les mythes ont été fabriqués de la même façon et selon les mêmes méthodes que n'importe quelle arme moderne - qu'il s'agisse de fusils ou d'avions ». L'histoire a eu raison de ces régimes, mais qu'en est-il de l'héritage de leur mythe aujourd'hui ?

Le nouveau mythe

Le nouveau récit de l'extrême droite européenne s'intitule « Le grand remplacement ». Introduite par l'écrivain français Renaud Camus, cette théorie complotiste affiliée à l'extrême droite affirme qu'en France, un processus de substitution aurait lieu. L'idée se développera ensuite en Europe. Une partie de l'extrême droite s'est arrogée cette théorie. Désormais, sa haine est structurée. On peut aisément expliquer notre malheur sur un « Ennemi » facilement identifiable. La création du mythe de l'extrême droite contemporaine est née.

C'est une sorte de « mot magique ». Le terme est utilisé de manière symbolique et émotionnelle. Jouant sur l'imaginaire des « Barbares » qui envahissent l'Europe. Cette réinterprétation de l'histoire antique couplée à la frustration de la défaite coloniale alimente une haine de l'étranger (africain et musulman dans ce cas) depuis la fin des colonies européennes en Afrique.

Plusieurs fondateurs de partis et de mouvances d'extrême droite sont issus de la culture coloniale, comme Jean-Marie Le Pen, funestement surnommé « L'éplucheur d'algérien » par l'humoriste Aymeric Lompret. Avant d'investir la politique, Le Pen, alors lieutenant dans l'armée française, torturait lui-même les membres du FLN en Algérie.

Cette méthodologie ne vient pas de nulle part. Tout droit tiré des constructions linguistiques nazies, le philosophe

allemand Cassirer explore l'univers des manipulations des masses par la langue. Sans évoquer la « Novlangue » de 1984 (George Orwell), il établit que « Le mot magique l'emporte sur le mot sémantique ».

Un récit irréfutable

Selon le théoricien politique Georges Sorel, « Quand on se place sur le terrain des mythes, on est à l'abri de toute réfutation. » Au sens de Sorel, le mythe est une idée mobilisatrice qui incite directement à l'action. On peut donc expliquer le monde sans justification. La puissance du mythe réside en cela : vivre dans son monde et se moquer de la réalité objective. Ce qui n'est pas sans évoquer une certaine tendance politique américaine aujourd'hui, la « Post-vérité ».

Désormais, l'extrême droite européenne a son histoire qui la légitime et un ennemi désigné pour canaliser sa frustration. L'opération qui suit : le jeu de séduction.

Une esthétique au service de l'idéologie

L'esthétique a toute sa place dans la séduction politique. La société est chargée de stéréotypes permettant à certains de jouer sur des codes pour séduire.

Auparavant, les grandes parades, les affiches, les grands logos et les héros étaient le maître mot de la séduction politique. L'esprit de corps, notion issue de l'armée, donnait aux marginaux du début du XXe siècle l'impression d'appartenir à un groupe, à une culture qui irait les délivrer de leur malheur (fascistes comme communistes).

En somme, l'image politique agit comme les religions. Ce registre esthétique est aujourd'hui périmé.

L'explosion technologique qui survint après la guerre allait offrir au monde un outil surpuissant dans la diffusion des informations. Fer de lance de la mondialisation, Internet

permet aux plus marginaux de partager leurs idées avec un public plus vaste, et ce, partout dans le monde. Plus simple qu'une affiche, plus fédérateur qu'une parade, sur internet, il n'y a pas de héros : vous êtes le héros et c'est gratuit.

L'extrême droite a été résiliente face à la mondialisation. Tout en la critiquant, elle a su y mener une bataille culturelle sans merci. Les gens sont interconnectés, les anciennes symboliques sont polies, la peur est extrapolée. L'esthétique fasciste « classique » est entretenue comme les pièces sacrées d'un musée de la culture de l'extrême droite. Il n'y a peu, voire pas de restrictions sur internet. N'importe qui peut consulter n'importe quoi tant qu'il sait lire (pour ceux qui ne savent pas lire, il y a les vidéos). Dans la dernière décennie, l'avènement des réseaux sociaux a été un catalyseur de toute cette force informationnelle. Des gens de tous horizons vont de leur plein gré passer du temps sur des plateformes.

Alors que des campagnes politiques coûtent plusieurs millions et nécessitent des bureaux entiers de personnels pour essayer d'atteindre les gens. (22,5 millions d'euros pour Emmanuel Macron en 2022). Les réseaux sociaux ont fait l'effet inverse, car les gens allaient intuitivement vers les contenus suggérés par des algorithmes. Propulsés par les divers partis européens d'extrême droite, ces derniers contemplant du haut d'une montagne la boule de neige qui se transforme en avalanche. Une avalanche de Jordan Bardella rendue « sympathique » par une campagne uniquement faite sur le réseau social TikTok. Jeune, souriant, propre, l'écran filtre les réalités et offre 31,37% des sièges au Parlement européen. À la présidentielle roumaine de 2024, le candidat d'extrême droite Calin Georgescu obtient 32% des voix au premier tour, en une campagne éclair

Les représentants des partis d'extrême droite tchèque, français et néerlandais applaudissent leurs fans lors d'une conférence du groupe de droite Europe des Nations et des libertés au Parlement européen, le 25 avril 2019 à Prague.



exclusivement sur les réseaux sociaux. Des gouvernements d'extrême droite se maintiennent, comme en Hongrie, qui jouit d'une habile propagande sur les réseaux sociaux, martelant les esprits de leur xénophobie étatique et de leurs homophobies. Cette manière de faire campagne sera bientôt suivie par tous les partis politiques.

Le brunissement : une corrosion européenne

L'Europe est en 2024 dans une situation tendue sur tous les fronts. Les institutions démocratiques sont rares à se maintenir dans la sérénité. Les diverses crises ne sont pas parvenues à s'éponger uniformément sur le continent, voire elles ont empiré. En réponse, le champignon de l'extrême droite a étendu ses racines partout, se nourrissant des victimes de la démocratie.

L'extrême droite en Europe représente environ 25 à 30% de la politique européenne actuelle, avec des partis clés dans plusieurs pays piliers du continent (France, Italie, Pologne, etc.) qui continuent de croître en influence. Au Parlement européen, elle forme des groupes puissants tels qu'Identité et démocratie et Conservateurs et réformistes européens. Dans chaque pays européen, il y a désormais au moins un parti d'extrême droite. Fédérés au Parlement européen et dans des associations transnationales, les partis sont un acteur incontournable de la politique européenne. Avec approximativement un tiers des sièges, ils se présentent comme la « Troisième voie » (concept de Mussolini dans sa propagande).

La troisième voie : alternative ou mirage ?

Les grands partis traditionnels sont en perte de confiance. Responsable de la baisse de confiance des citoyens dans les institutions, l'horizon politique est brouillé. En 2023, selon l'Eurobaromètre, le niveau de confiance des citoyens envers l'institution européenne est stable à 47%. Cependant,



Giorgia Meloni a rejoint en 1992 le Front de la Jeunesse, une aile du Mouvement social italien (MSI), un parti politique néofasciste fondé en 1946 par d'anciens partisans du dictateur fasciste italien Benito Mussolini.

Elle dirige les Frères d'Italie, qui sont un descendant direct du gouvernement fasciste de Mussolini de 1922-1943.

les gouvernements nationaux ont la confiance de 36% de la population. En France, 8/10 se considèrent hostiles envers les partis politiques qu'ils estiment par défaut malhonnêtes, selon un sondage Odoxa-BackBone pour le Figaro.

Voici l'éventail de l'extrême droite européenne : un mythe, qui unit leur pensée dans un effort relativement commun (même si leur lutte est nationale, ils sont en accord avec leurs voisins), un populisme bien rodé qui s'adresse à tous les marginaux de la démocratie désabusés et frustrés par un système grippé. Une force informationnelle compétente

incarne leur récit et diffuse la confusion. Une complicité transnationale et un soutien mutuel consolident le tout. Comme Mussolini en son temps, le phénomène de l'extrême droite a les mêmes cartes pour arriver au pouvoir dans les pays européens (sauf pour ceux qui ne le sont pas déjà). Étant l'héritier direct des fascismes et des différentes mouvances nationalistes et réactionnaires, l'Europe redevient-elle fasciste ? Non, c'est son enfant. Elle ne porte juste pas le même nom. Comme son aînée, elle emprunte le chemin de la haine, usant des mêmes tours de magie adaptés à son temps. ■

HAÏTI UN ÉTAT SACRIFIÉ

Haïti est sans président depuis 2 ans, sa capitale est livrée aux gangs et la moitié de sa population a besoin d'une aide humanitaire urgente selon l'ONU. Depuis des années, ce petit pays des Caraïbes de 11 millions d'habitants est plongé dans une crise sans fin. Elle se traduit par une instabilité politique, par des violences dans le pays, et par la montée en puissance des gangs. **MARIE-CAROLINE LE LIÈVRE**



importante et une recrudescence des violences, qui mèneront à la démission du premier ministre Ariel Henry.

À ce moment-là, le pays n'a ni président ni parlement depuis plusieurs années. Le premier ministre Ariel Henry assurait l'intérim depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021. Il s'est maintenu 3 ans au pouvoir sans organiser d'élection alors que la population dénonçait son illégitimité politique et avait manifesté pour demander son départ. Ariel Henry avait promis une énième fois d'organiser des élections en 2023. Encore une fois il n'a pas tenu sa promesse et les a repoussées, ça a été la goutte de trop pour les Haïtiens.

Fin février, le premier ministre se rend dans les Caraïbes pour discuter de la violence croissante des gangs haïtiens avec les dirigeants caribéens. En son absence, les violences s'exacerbent. Les gangs prennent d'assaut les deux principales prisons du pays. Près de 4000 prisonniers du pénitencier national de Port-au-Prince et de la prison de Croix-des-Bouquet sont libérés. Les hommes armés bloquent l'aéroport de Port-au-Prince et le port. Ils attaquent aussi des commissariats et le palais présidentiel, donnant lieu à des scènes d'affrontement avec la police.

Les dirigeants caribéens profitent de ce climat de tensions pour pousser Ariel Henry à la démission. Son départ est annoncé après une réunion entre les pays des Caraïbes et des représentants de l'ONU en Jamaïque. Bloqué à Porto-Rico et ne pouvant pas rentrer en Haïti, Ariel Henry accepte son sort lors d'une allocution diffusée sur les réseaux sociaux le 11 mars: « le gouvernement que je dirige, après le conseil des ministres de ce soir, a accepté de mettre en place un conseil présidentiel de transition ». Depuis un conseil présidentiel de transition dirige le pays, sans que ni ce conseil, ni l'ONU ni les puissances étrangères n'arrivent à apaiser Haïti.

La "perle des Antilles"

Comment expliquer que des pays étrangers annoncent la démission du premier ministre d'Haïti ? Cette situation est le résultat de 200 ans d'histoire pendant laquelle Haïti a été appauvrie et asservie tant par les puissances étrangères que par ses propres dirigeants. Haïti a été découverte par la France en 1665 et devient rapidement la colonie la plus riche des Antilles françaises. Avec la révolution française, les révoltes d'esclaves éclatent. Elles découlent sur une guerre civile qui permettra à Haïti d'obtenir son indépendance en 1804,

si toutefois on peut appeler cela une indépendance.

En 1825, sous Charles X, la France impose un ultimatum à Haïti: le pays doit verser des réparations à la France ou s'exposer à un risque de guerre. C'est ce qu'on appelle la rançon de l'indépendance, Paris oblige Haïti à indemniser les anciens maîtres d'esclaves qui se retrouvent sans main d'œuvre après l'indépendance du pays. Haïti qui n'a pas d'alliés est obligé de payer 150 millions de francs, l'équivalent d'un an de ses revenus, en 5 tranches annuelles. C'est bien au-dessus des moyens du

pays. Comble de l'histoire: le pays emprunte auprès de banques françaises pour pouvoir rembourser, et doit donc payer des intérêts en plus. Les historiens appellent ça la double dette. Cela a fortement contribué à appauvrir le pays car pendant qu'Haïti remboursait cette dette, il n'investissait pas dans son éducation, dans la santé, ni dans son développement économique.

En 2022, le New York Times a publié une enquête dans laquelle il estime que le montant versé par Haïti avec valeurs actualisées s'élève à 525



On lance la bataille qui doit renverser le Premier Ministre et son gouvernement, nous le ferons avec nos armes, nous, les hommes armés, avons décidé de prendre l'avenir en main". Ces mots sont ceux de Jimmy Cherizier, célèbre chef du gang G9 qui contrôle aujourd'hui une bonne partie de la capitale Port-au-Prince. Il a lancé cet appel le 29 février dernier, à un moment où le pays connaît une crise

HAÏTI, C'EST...

 **11 500 000** habitants

5,5 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire urgente

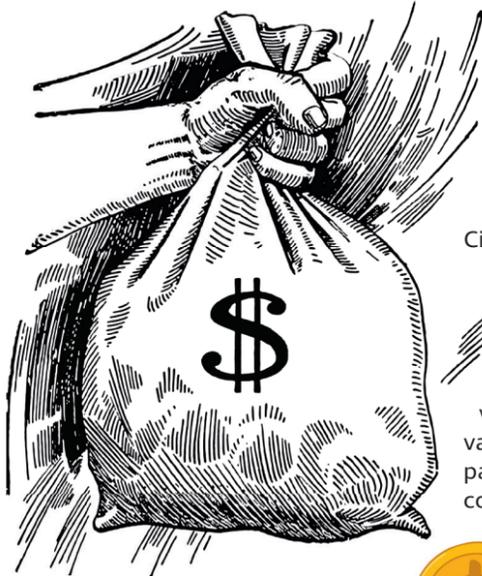


 **80% de la capitale** contrôlée par des gangs

 **Le pays le plus** pauvre des Amériques

2 millions de personnes en situation de faim urgente





travaillé à assujettir Haïti, ils dissolvent le parlement, écrivent une nouvelle constitution, mettent en place un gouvernement fantoche. Washington contrôle les finances du pays par le biais de la National City Bank, en 10 ans, un quart des revenus d'Haïti sont détournés pour rembourser des dettes américaines. Cela a déclenché la colère des Haïtiens, qui l'ont vécu comme un retour à l'esclavage car ils étaient soumis au travail forcé. Les États-Unis quittent le pays en 1934 mais maintiennent leur contrôle financier pendant encore 13 ans.



Dynastie Duvalier

Haïti a été pillé par les puissances extérieures, mais aussi par ses propres dirigeants. En 1957, François Duvalier, ministre de la santé de 1949 à 1950, se présente à la présidentielle. Soutenu par les États-Unis, il devient président aux termes d'élections truquées. Celui qu'on surnomme "papa doc" mène une dictature marquée par la corruption et par la violence de ses milices privées, les "Tontons macoutes". Il est aussi connu pour son autoritarisme, pour des condamnations à mort. Il prend le titre de président à vie en 1964 au risque de perdre le soutien des américains.

Son fils Jean-Claude Duvalier arrive au pouvoir à la mort de son père en 1971. "bébé doc" n'a alors que 19 ans, et si les Haïtiens espèrent qu'il sera différent de son père, il a suivi ses traces. Il pille le pays et mène une vie d'opulence, notamment en organisant son mariage qui a coûté 2 millions de dollars. Les Haïtiens le chassent finalement du pouvoir en 1986.

Après son départ "certains de ses partisans restent en place et tentent des compromis" explique Frédéric Thomas, politologue spécialiste d'Haïti, chargé d'études au Centre tri-continental (CETRI), mais ils échouent et en 1990 "Jean-Bertrand Aristide est élu avec une forte participation. Il y a eu un espoir de changement avant qu'il soit renversé par un coup d'État militaire" poursuit F. Thomas. Le gouvernement militaire

reste au pouvoir 3 ans avant le retour d'Aristide. Son mandat sera marqué par un discours important, dans lequel il déclare: "parce que l'esclavage est un crime contre l'humanité il nous faut [une] réparation de 21 685 135 571 dollars et 48 cents". Somme demandée exclusivement à la France.

Selon le New York Time: « les pertes à long terme causées par les versements d'Haïti à la France pourraient être étonnamment proches du chiffre avancé par M. Aristide. L'estimation du président haïtien pourrait même avoir été modeste ». Les diplomates français, eux, jugent cette somme démesurée. En 2004, Jean-Bertrand Aristide est évincé du pouvoir par une opération menée par la France et les États-Unis. Washington et Paris soutiennent que cette opération n'a rien à avoir avec la demande de restitution, mais qu'il a été destitué à cause du tournant autocratique qu'il avait pris, ainsi qu'à sa perte de contrôle du pays. Pourtant, l'ambassadeur de France en Haïti Thierry Burkard a reconnu en 2004 que les deux pays ont voulu porté un coup au président.



Un État corrompu

Tant les ingérences extérieures que "l'instabilité politique chronique" créent une exaspération et une frustration énorme de la part des Haïtiens. "Les gens ne font pas confiance à cette classe politique qui représente peu de chose. Cela s'illustre dans le taux de participation aux élections qui est de 20%, un des plus faibles au monde. Il y a une véritable prolifération de partis politiques qui gravitent autour de quelques personnes". Haïti c'est "beaucoup de corruption et des gouvernements qui rendent davantage de comptes à l'ONU et à Washington qu'à la population. Ce sont des courroies de transition pour l'ONU", analyse Frédéric Thomas.

Le retour à une situation politique stable semble complexe, surtout quand on sait que "depuis le renversement de Jean-Claude Duvalier, il est impossible de constituer un collège électoral". Frédéric Thomas précise qu'un "collège provisoire est constitué avant chaque élection, cela fait

que chaque gouvernement est mal élu et est objet de critiques et de rejet en termes de légitimité et de représentativité".

Cela résulte en une instabilité politique qui s'accompagne d'une instabilité économique. "80% de l'économie est informelle", ajoute Frédéric Thomas, en effet l'économie d'Haïti repose en grande partie sur des activités qui échappent aux réglementations, comme des exploitations agricoles familiales ou non officielles. Les commerces sont parfois approvisionnés par des marchandises qui échappent aux contrôles et des entreprises préfèrent ne pas déclarer leurs employés pour réduire les coûts. Pour Frédéric Thomas, "c'est un terreau très instable" qui se paie aux plus hautes sphères de l'État.

Les gouvernements successifs ont contribué au développement des gangs. Leur présence n'est pas nouvelle, mais avant ils étaient plus "circonscrits à certains quartiers". L'État leur a donné un coup de pouce en choisissant de dissoudre l'armée dans les années 90, et François Duvalier avait déjà initié la "privatisation de la violence avec les tontons macoutes". Il y a eu une véritable "instrumentalisation des gangs armés par l'oligarchie économique et politique d'Haïti, leur utilisation par le pouvoir fait qu'elles ont gagné en puissance et qu'elles se sont largement autonomisées. Elles sont devenues des armées au point de contrôler tous les accès de la capitale" résume F. Thomas.

Plus tard en 2018, le gouvernement les utilise pour réprimer les mobilisations populaires contre la vie chère et la corruption. Le massacre dans le quartier de la Saline a tué "71 personnes, il y a eu de nombreux viols, des maisons brûlées, ça a entraîné Haïti dans une descente aux enfers" précise Frédéric Thomas. Ils s'approvisionnent en armes aux EU, et assurent leurs

La population doit faire face à l'insécurité, à une crise alimentaire et à une crise économique

revenus grâce au trafic de drogue et aux enlèvements. Ils utilisent le viol comme arme, environ 12% des femmes ont été victimes de violences sexuelles dans le pays selon l'ONU. En 2024, plus de 3 600 personnes ont été tuées par les gangs armés.



"Plus de 5,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire"

Partout dans la capitale, on trouve des camps surpeuplés. Les déplacés s'entassent dans des écoles, des prisons ou encore dans l'ancien ministère de la communication, désaffecté. Ils n'y ont pas accès à l'eau potable, n'ont pas d'intimité et vivent les uns sur les autres. Les humanitaires sont inquiets "45% de la population vit dans des zones confrontées à de graves crises alimentaires et on estime plus largement que 5,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans le pays" souligne Thomas Fortoul, chargé de communication à Action Contre la Faim.

Une des plus graves épidémies de choléra a eu lieu après le séisme de 2010. Les casques bleus népalais de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), sont accusés d'avoir introduit la maladie dans le pays. Le choléra est une maladie hydrique, c'est-à-dire qu'elle se transmet essentiellement par l'eau. Les installations sanitaires de l'ONU ont contaminé le fleuve Artibonite. L'épidémie a touché 820 000 personnes et causé 10 000 décès entre 2010 et 2019.

Le 20 novembre dernier, Médecins Sans Frontières a suspendu ses actions en Haïti après des "violences et des menaces des forces de police". Dans son communiqué de presse, l'ONG assure avoir été attaquée à cinq reprises, « nous avons l'habitude de travailler dans des conditions d'insécurité extrêmes, mais lorsque même les forces de l'ordre deviennent une menace directe, nous n'avons d'autre choix que de suspendre nos projets".





les forces de l'ordre Haïtiennes ont du mal à contenir la violence des gangs, particulièrement dans la capitale Port-au-Prince

Maintenant il ne reste qu'un hôpital à Port-au-Prince.

Le pays est plongé dans un climat d'insécurité, Joseph Odelyn est photojournaliste à Port-au-Prince, un métier qui est devenu dangereux: "rien que sortir le matin c'est déjà très risqué, un jour je peux aller travailler dans une zone qui ne sera pas accessible le lendemain". Il ajoute "de jour en jour c'est plus compliqué, je ne sais jamais si je vais pouvoir rentrer chez moi le soir". Il rentre directement chez lui après sa journée de travail, pour se "protéger des kidnappings". Comme plus de 700 000 Haïtiens, il a été déplacé et a dû quitter sa maison. Sa femme vit au Mexique, il ne l'a pas vu depuis un an.

Les Haïtiens ressentent une "exaspération et frustration énorme car on a vu venir la crise de loin sans rien faire". Il en veut à la fois à leur gouvernement et à la communauté internationale, qu'ils voient parler, dépenser de l'argent et du temps sans se remettre en question alors que "leur attitude est le fruit de la crise". Il ajoute: "la communauté internationale joue au pompier pyromane et n'écoute pas la population, refuse de voir d'autres

parties des problèmes et donc une partie des solutions". Il prend l'exemple de "l'embargo voté par l'ONU qui est censé empêcher les gangs de s'approvisionner en armes aux États-Unis". Cet embargo est inefficace.

Pour Frédéric Thomas, il y a une "nécessité de créer, de renforcer les institutions publiques et de mettre en place des politiques publiques pour sortir de ces crises chroniques".

Mais dans cet Etat à la merci des gangs, l'avenir est sombre. Comment imaginer un retour à la normale alors qu'à l'international comme au sein du pays, personne n'entrevoyait de porte de sortie. D'ailleurs, peuvent-ils y parvenir ? Les grandes puissances qui ont racketté Haïti au point de la plonger dans la misère ou elle se trouve n'ont aucune solution, ni aucune volonté d'améliorer la situation apocalyptique de L'île. ■

«Je ne sais jamais si je vais pouvoir rentrer chez moi le soir»

Joseph Odelyn, photojournaliste à Port-au-Prince



Les habitants doivent souvent évacuer des quartiers entiers de la capitale pour se protéger des gangs

Certains organismes de volontariat manipulent les individus qui souhaitent s'engager sincèrement.

LE VOLONTOURISME

UNE PRATIQUE QUI FAIT DU CHEMIN

Les structures de volontariat multiplient les annonces sur les réseaux sociaux. Le

volontourisme est une forme de tourisme qui conjugue voyage et engagement volontaire. De nombreuses personnes, principalement jeunes, se font arnaquer quant à la nature de ces engagements. Certains organismes sont prêts à mentir pour attirer le plus grand nombre de ces volontaires.

CHLOÉ GARNIER

« Je me suis rendu compte que je n'étais pas utile. L'association prenait les volontaires pour un porte-monnaie ambulant. Tout était beaucoup plus cher pour les touristes que pour les locaux. Ils nous ont utilisé pour les réseaux sociaux, pour promouvoir l'association comme si tout était génial alors que nous n'avons rien fait pendant de nombreuses journées. » partage une jeune femme sur Tiktok qui raconte son expérience d'un mois à Zanzibar.

L'engagement est célébré partout dans le monde le 5 décembre, la journée internationale des bénévoles et des volontaires. Chaque année, des

centaines de personnes s'engagent pour aider une population en difficulté mais leurs rêves se terminent vite en cauchemar. Aujourd'hui, la valeur du volontourisme dans le monde est estimée à 2 milliards de dollars, selon un rapport de l'ONU.

En réponse à un besoin économique toujours plus croissant, le volontourisme ne diminue pas. L'entreprise derrière ces arnaques a souvent pour seul but de gagner de l'argent malgré l'engagement sincère des volontaires. Ces activités ne profitent généralement pas à l'intérêt général.

Les acteurs du volontourisme utilisent l'image du volontariat pour convaincre des personnes qu'elles seront utiles. Très souvent, les volontaires participent à des actions inutiles à long terme. Par exemple, construire des puits jamais irrigués n'est guère pertinent. Lionel Prouteau est auteur de l'ouvrage *Le bénévolat* sous le regard des économistes et maître de conférences émérite en économie à l'Université de Nantes. Ses domaines de recherches sont l'économie sociale, les associations et le bénévolat. Selon lui, « les services rendus ne sont pas toujours adaptés aux besoins du terrain. » L'encadrement de leurs missions est souvent douteux et les coûts financiers sans réel impact sur le terrain sont exorbitants.

Dans ces arnaques, certains volontaires sont incités à utiliser leurs propres finances. Ils repartent donc avec un sentiment de frustration. En revanche, les effets du volontourisme sont aussi néfastes pour les communautés locales. La rotation constante des bénévoles à ces postes prive un habitant local d'un emploi stable. Par exemple, un volontaire qui enseigne le français remplace un professeur local.

Les victimes de volontourisme sont majoritairement des étudiants. Dans de nombreuses filières telles que le commerce, le management ou encore les langues, les élèves sont encouragés



à partir d'étudier à l'étranger. Selon Clarisse Bourjon, responsable du service reconnaissance et valorisation et chargée des relations institutionnelles chez France Volontaires, « C'est à ce moment que les jeunes s'inscrivent dans des actions de volontourisme par manque de sensibilisation et par manque de connaissance des opportunités éthiques et responsables qui

existent. » Les étudiants sont donc un public important à sensibiliser sur le sujet.

Un projet de volontariat se murit. Dans de nombreuses situations, il faut 3 à 6 mois entre le moment où une personne commence à s'interroger sur le sujet et le moment où elle arrive sur le terrain. Clarisse Bourjon a coutume de dire que « Si une personne peut réserver son séjour de volontariat en 5 clics sur Internet, elle se fait arnaquer. »

Il est crucial de mener une recherche approfondie sur l'organisation responsable de la mission. Certains jeunes oublient de se poser des questions essentielles. Utiliser « l'effet miroir » avec les normes françaises est un bon indicateur pour ensuite évaluer l'aspect éthique de la mission. Clarisse Bourjon prend comme exemple un cours à des enfants : « Est-ce qu'on accepterait qu'un péruvien enseigne l'anglais à une classe de CM2 ? » Répondre à ce type de questions aide les jeunes à se rendre compte de l'arnaque du volontourisme et ne pas négliger certains comportements.

Les organismes qui trompent les volontaires utilisent Internet et les réseaux sociaux pour se faire connaître.





Dans certains pays, les enfants sont utilisés pour attiser la pitié des volontaires.

© HUMPHREY MULEBA

De faux orphelinats

L'ONG Friends International a enquêté sur des orphelinats. Cette structure a découvert que les orphelins avaient finalement un parent dans 80% des cas. L'arrivée massive de volontaires suscite une demande d'orphelins. Les directeurs d'institution recrutent des enfants dans des provinces ou des quartiers défavorisés en offrant une rémunération aux familles et la certitude d'une bonne éducation pour les enfants. Les conditions précaires des orphelinats suscitent la pitié et les dons financiers des touristes.

Le nombre d'orphelinats dans les régions touristiques des pays en voie de développement explose. Au Cambodge, le nombre d'orphelinats a augmenté de 60% entre 2005 et 2015 à Siem Reap et Phnom Penh. Tandis qu'au Népal, 80% des orphelinats sont situés dans les trois villes les plus touristiques du pays.

L'ONG Friends International a remarqué que le comportement des volontaires affecte les enfants. Les volontaires ne possèdent pas une connaissance particulière de la culture locale. Le changement fréquent des volontaires peut déclencher ou aggraver des troubles du comportement, comme l'abandon ou l'attachement, chez l'enfant. De plus, les missions éducatives ne sont pas au niveau des standards d'éducation. Ils ne suivent pas

les programmes d'éducation locaux et participent peu voire pas du tout au développement intellectuel de l'enfant. La santé des pensionnaires dans les orphelinats est également impactée par les interventions de volontariat. Les actions dans le domaine de la santé peuvent conduire à de mauvais traitements pour les enfants.

En réalité, 80% des orphelins au Cambodge ont un parent.

Reconnaître une association de confiance

Malgré la hausse du nombre d'organismes qui arnaquent les volontaires, certains sont encore éthiques et responsables. France Volontaires, la plateforme française du volontariat international d'échange et de solidarité, a lancé cette année une campagne de sensibilisation avec le slogan "S'engager c'est bien sans se tromper c'est mieux". 5 000 personnes partent chaque année entreprendre une mission avec France Volontaires. Chaque volontariat est différent. Certaines personnes décident d'un voyage pendant quelques semaines

tandis que d'autre préfèrent partir pour plusieurs années. Différents dispositifs sont proposés. Les 16-25 ans ont la possibilité de faire un service civique à l'international. Les 25-35 ans sont ceux qui contactent le plus la plateforme. Ils peuvent partir pour un volontariat de solidarité internationale. Le volontariat d'échange et de compétence est réservé aux salariés et retraités.

Les bureaux de Frances Volontaires aussi appelées « les espaces volontariats » permettent d'accompagner les volontaires sur le terrain, de s'assurer que le cadre est responsable, éthique et que les structures sont de qualité.

« Nous avons des bureaux dans 24 pays. » affirme Clarisse Bourjon. Plusieurs visites de terrain sont mises en place pour surveiller le cadre des missions. France Volontaires maintient le contact avec des anciens volontaires pour connaître le retour de leur expérience et ainsi modifier des éléments des missions pour les prochains volontaires.

« Nos missions commencent par des besoins identifiés sur le terrain. » explique Clarisse Bourjon. Le processus de volontariat est simple. Ils identifient des besoins avec leurs partenaires puis mettent en relation la mission avec un profil. Le processus de sélection des volontaires n'est

pas le même pour chaque personne. Certains déposent une candidature chez France Volontaires pour s'engager mais ne souhaite pas faire une mission alors que d'autres aperçoivent des annonces de volontariat comme des offres d'emploi sur le site internet. Les associations qui arnaquent les volontaires ne s'intéressent pas au profil des personnes qui postulent.

AIME est une ONG, qui travaille aux côtés de France Volontaires. Elle propose des missions de volontariat en France et dans plus de 20 pays dans le monde notamment grâce au Service civique. L'ONG demande à ses volontaires de tenir un journal de bord chaque semaine. Les responsables de région et l'équipe de AIME sont ainsi informés des missions réalisées et du bien-être du volontaire. Ainsi, l'équipe échange avec le volontaire pour résoudre une éventuelle problématique. « Notre objectif est de maintenir un contact constant avec nos volontaires pour qu'ils se sentent soutenus et libres de nous contacter en cas de problème. » détaille Noémie Grenot, chargée de communication chez AIME.

Des responsables de région sont présents dans les zones pour vérifier la conformité des missions et assurer la protection des volontaires. AIME organise des points réguliers avec les structures d'accueil afin d'établir des bilans entre les attentes de chacun et de rappeler les règles liées au dispositif du Service Civique. « Les points réguliers permettent également de rappeler aux structures locales les règles que nous leur imposons pour la protection des volontaires sur place et le bon déroulement de la mission. » déclare Noémie Grenot.

Le syndrome du sauveur blanc

Les réseaux sociaux avec leurs tendances narcissiques et individualistes

peuvent amener les individus à montrer la meilleure image d'eux-mêmes. Ainsi, le volontariat est donc pour certains l'opportunité de se mettre en avant. Selon Noémie Grenot, « Le volontourisme est souvent lié au syndrome du sauveur blanc » assure-t-elle. L'expression "sauveur blanc" issu de l'anglais White Savior désigne une critique portant sur les actions mises en œuvre et mises en scène par une personne blanche en faveur



De nombreuses personnes blanches utilisent l'image du volontariat pour se mettre en avant.

depuis les années 2010. Avant de se rendre sur le terrain, les volontaires sont appelés par France Volontaires pour aborder des questions sur le comportement à adopter. « Nous avons cette responsabilité de montrer une bonne image de notre pays à l'international. » explique Clarisse Bourjon. « Il faut avoir cette posture d'humilité, de partage et d'enrichissement mutuel » ajoute-t-elle.

De son côté, la structure AIME s'oppose également au syndrome du sauveur blanc. « Nous nous efforçons de déconstruire cette idée auprès de nos volontaires pour éviter de reproduire ce schéma colonialiste. Nous souhaitons qu'ils prennent aussi conscience de l'historique de domination blanche des populations des pays du nord dits « développés » sur les populations du sud global que sous-entend ce syndrome. » développe Noémie Grenot.

En revanche, les réseaux sociaux ont ainsi des effets inverses. De plus en plus de personnes se questionnent sur les missions de volontariat et ses conséquences. Certains comportements font l'objet de diverses controverses. Aujourd'hui, photographier des enfants dans une classe sans aucune autorisation entraîne des discussions qu'auparavant. Ainsi, les réseaux sociaux permettent d'éveiller la conscience de nombreux jeunes.

Pour la première fois au monde, la France a intégré des dispositions contre le volontourisme dans une loi.

Promulguée le 4 août 2021, la loi de programmation sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités prévoit un cadre réglementaire pour le volontariat. Dorénavant, les organisations qui œuvrent avec les enfants sollicitent le casier judiciaire des volontaires. Toutefois, aucune sanction n'existe contre le volontourisme en France. ■

Ce phénomène est en augmentation

La France est le premier pays avec le plus grand nombre de consommateurs de cannabis en Europe. Avec 1.2 million de consommateurs réguliers et 900 000 consommateurs quotidiens selon la MILDECA (mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) nous sommes les champions d'Europe en termes de consommation mais paradoxalement les plus répressifs en terme politique. **ANAËLLE PHU**

Cette plante, pourtant inscrite dans le quotidien de millions de Français, est toujours prohibée en France. Cependant, ce n'est pas le cas de tout le monde. Aux États-Unis, par exemple, le Colorado et l'État de Washington ont été les premiers à avoir adopté la légalisation de petites quantités de cannabis limité à 28 grammes avec un référendum approuvé par 53,25 % des votants. Cette législation prend effet en 2014 et le cannabis sera disponible à la vente dans vingt-quatre enseignes et huit villes du Colorado.

Ganja et économie : quand l'herbe devient un business vert !

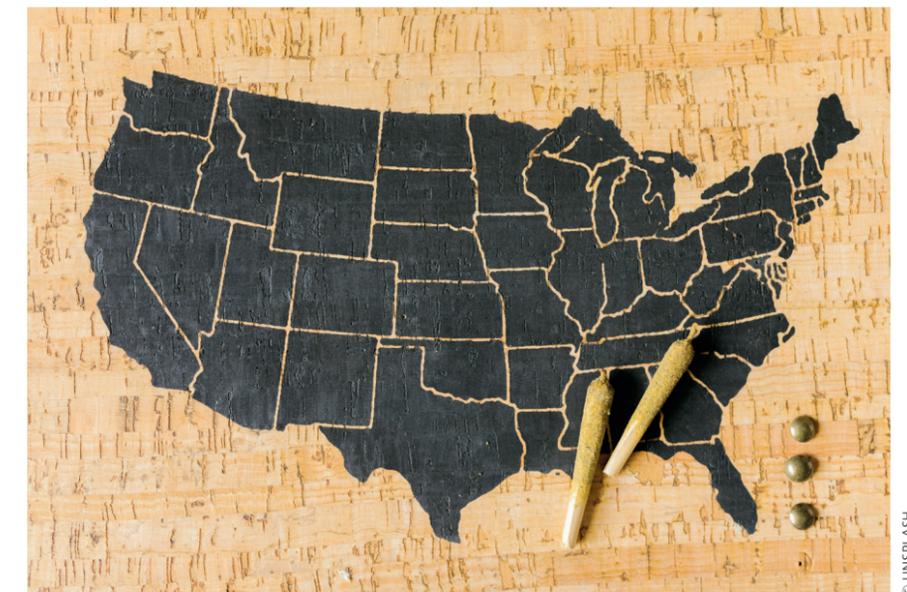
Depuis sa légalisation, le cannabis est devenu une nouvelle source de revenus fructueuse pour ces États 11.2 milliards de dollars : voilà le résultat annoncé en mars 2022 des recettes fiscales provenant des ventes légales de cannabis du Colorado et de Washington selon nos confrères de NewsWeed (média web spécialisé autour du cannabis). En 2021, les États américains qui ont légalisé le cannabis ont enregistré plus de 3,7 milliards de dollars de recettes fiscales issues des ventes de cannabis à usage récréatif. À cela, s'ajoutent des centaines de milliers de dollars générés au niveau de l'Etat, avec des villes et communes qui perçoivent des

En France, le revenu du trafic de drogue correspond à 3,7 milliards d'euros dont 40 % découle du trafic illégal du cannabis, ce qui représente 1,2 milliard d'euros. La loi du 31 décembre 1970, dite loi "Mazeaud" s'inscrit dans la lutte contre la toxicomanie". Elle interdit "la production, la fabrication, le transport, l'importation, l'exportation, la détention, l'offre, la vente, le transfert, l'acquisition ou l'usage du cannabis (de sa plante et de sa résine). Chaque année, environ 200 000 Français sont interpellés pour possession de cannabis, ce qui représente une infraction même si la quantité de drogue retrouvée est moindre. Les sanctions pour cette infraction dépendent de plusieurs critères, mais la plus courante est l'amende forfaitaire d'un montant de 200 euros. L'objectif de la politique française en matière de drogue est la répression ainsi que la dissuasion à travers une politique du chiffre. Comme le montre le rapport de l'OFDT (Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies) : « Le nombre de personnes interpellées par la police ou la gendarmerie pour infraction à la législation sur les stupéfiants a été multiplié par 50 depuis la loi de 1970, passant de 4 000 à près de

200 000 en 2013 ». L'objectif de ce procédé répressif désigne ici une stratégie où le maximum d'usagers de cannabis sont interpellés par la police via un système de quotas.

Un Français sur quatre a déjà consommé du cannabis au moins une fois dans sa vie, ce qui correspond à 25% de la population adulte entre 18 et 64 ans. 10 % de cette même population dit en avoir consommé au moins une fois dans les douze derniers mois, ce qui correspond à près de 6 millions de Français adultes selon l'OFDT.

Carte des Etats-unis avec deux joints de cannabis à côté afin de représenter l'implantation de la légalisation dans le pays.



Mieux vaut pétard que jamais

Dans un laboratoire, gros plan sur une botte de chanvre (photo de gauche)

À Amsterdam, les coffee shops sont des lieux où les gens se réunissent pour boire une boisson chaude avec la possibilité de fumer du cannabis.



©:PEXEL

taxes supplémentaires sur les ventes de cannabis pour adultes, pouvant largement contribuer à leurs besoins économiques. Toi Hutchinson, président et directeur général du Majiruna Policy project (la plus grande organisation dédiée aux réformes politiques en matière de cannabis au USA) affirmait dans un communiqué de presse que "Notre rapport est une preuve supplémentaire que la fin de la prohibition du cannabis présente d'énormes avantages financiers pour les gouvernements des États. La légalisation et la réglementation du cannabis pour les adultes ont généré des milliards de dollars de recettes fiscales, financé d'importants services et programmes au niveau de l'État et créé des milliers d'emplois dans tout le pays. Pendant ce temps, les États qui sont à la traîne continuent de gaspiller l'argent public en appliquant des lois archaïques sur le cannabis qui nuisent à beaucoup trop d'Américains".

Mais il n'y a pas qu'au Etats-Unis que la tendance rapporte. Pas très loin, un peu plus au nord, le Canada a également vu ses recettes fiscales augmenter drastiquement depuis la légalisation du cannabis sur son sol en 2018. En 2022, les recettes publiques provenant de la vente de cannabis à usage récréatif ont atteint environ 4.6 milliards de dollars canadiens. Avec des revenus croissants au fur et à mesure de l'implantation du marché dans le pays, la légalisation du cannabis a été un succès majeur pour l'économie nationale. C'est notamment grâce aux taxes mises en place que l'État réalise des recettes substantielles. Elles sont composées d'une taxe fédérale de 10% ainsi que de taxes provinciales qui varient entre 10 et 15% selon les provinces et sont cumulables. Les fonds récoltés grâce à ces taxes servent notamment à financer des soins de santé et services sociaux. En Otario par exemple, ces fonds ont permis de financer des services de traitement de la dépendance au

cannabis, qui accompagne les jeunes et les adultes dans leur lutte contre l'addiction.

La France sur le chemin de la légalisation : encore un peu d'herbe à tondre !

Le trafic de drogue est fortement ancré en France. Il est très facile de s'en procurer notamment grâce aux réseaux de trafic qui s'implantent de plus en plus sur les réseaux sociaux et les plateformes de messagerie cryptée comme Télégram par exemple. Nos voisins germaniques ont récemment légalisé le cannabis sur leur territoire après Malte et le Luxembourg en 2021 et 2023, la France semble passablement décalée par rapport à ses voisins. C'est au début de cette année 2024 que l'ex ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin énonçait vouloir "Taper la politique de l'offre autant que celle de la demande" et a proposé d'étendre les tests salivaires sur la voie publique en ce qui concerne l'usage de cannabis.

Kashoo est l'un des cofondateurs du CIRC (Collectif d'information et de recherche cannabique). Le CIRC est une association ayant pour but de changer la législation en matière de cannabis. Ils réclament notamment, le retrait du cannabis et ses dérivés de la liste des stupéfiants, la légalisation de l'autoproduction, production et distribution du cannabis à des fins récréatives et thérapeutiques, ainsi que la réinsertion du cannabis dans la pharmacopée par exemple.

"Les usagers, pour payer leur consommation sont souvent amenés à revendre eux-mêmes. Ce qui fait qu'il y a une forme de prosélytisme, un peu comme le système de Tupperware à l'époque, c'est-à-dire que les consommateurs organisaient des réunions pour revendre." explique Kashoo. Le problème de ce système causé par la prohibition, c'est les conséquences de celle-ci : le désordre, le trouble à l'ordre public, toutes ces formes de violences. Il ajoute ensuite

la nécessité du contrôle du produit, évoque une accessibilité qui ne pousserait pas à la surconsommation des usagers ainsi qu'aucune publicité pour que l'incitation ne soit pas aussi forte qu'aujourd'hui. Pour lui, si le cannabis est légalisé en France il y aurait une "explosion toute relative".

Pourtant, tout le monde n'est pas d'accord et c'est ce qui constitue la longévité du débat. Maria Melchior est épidémiologiste et travaille comme directeur de recherche à l'INSERM. Pour elle, la légalisation pourrait bien avoir un impact négatif sur la consommation des usagers, à l'inverse de ce que nous a dit Kashoo. "Si on se fie à ce qui s'est passé dans d'autres pays qui ont déjà procédé à la légalisation du cannabis, on observe, en tout cas dans les mois qui suivent la légalisation, une augmentation des niveaux de consommation chez les adultes. Alors ce n'est pas tant une augmentation du nombre d'usagers, mais une augmentation des niveaux de consommation chez les gens qui consomment déjà ou qui consommaient avant la légalisation."

Chez les jeunes et les adolescents par contre, elle dit qu'aucune augmentation n'a été remarquée. Elle déclare aussi qu'un marché légal ne fera pas disparaître le marché noir du trafic de stupéfiants en France. "Le marché illicite du cannabis n'a pas disparu,

Exemple d'une commande typique de coffee shop.



©:PEXEL

y compris dans les pays où il y a eu une légalisation, parce que la légalisation consiste notamment à fixer, par exemple, des taux de concentration en THC ou un certain prix". Elle poursuit "Je ne sais pas s'il y a vraiment des risques, ce qui est sûr c'est que ce n'est pas une mesure de santé public".

Pourtant, Kashoo est un peu plus subtil dans ces explications. Il affirme que la légalisation serait un facteur de prévention aux dérives addictives. "Le fait que ce soit légalisé permettrait tout simplement de parler calmement d'un produit et puis d'expliquer, exactement comme ça se passe avec l'alcool. C'est-à-dire que l'alcool, dans les banquets, les mariages, les repas de famille, il y a un moment où un autre où les gamins, on va les inviter à tremper leurs lèvres dans un verre de champagne ou de vin, tout ça dans la bonne rigolade, mais ça ne va pas en faire des alcooliques." Il soutient que "Pour ce qui est du cannabis, le fait que les pairs puissent, culturellement, expliquer aux jeunes comment consommer avec modération, ça permettrait effectivement d'être plus raisonnable, de toute façon, c'est ce qu'on a pu constater sur les Pays-Bas par exemple."

Lors de notre entretien avec kashoo, l'idée d'une régulation d'un marché légal revenait énormément lors de notre échange. Voir et traiter le

marché du cannabis comme un marché à part entière, nous l'avons vu, d'autres l'ont fait, alors pourquoi pas nous ? L'un des principaux avantages de la légalisation serait bien évidemment une augmentation des recettes fiscales via la mise en place de taxes sur la production, la vente et la consommation en s'appuyant sur le modèle canadien. Une taxe sur la vente au détail pourrait générer des revenus significatifs au vu d'un marché qui rapporte déjà des millions d'euros à des trafics illégaux. En taxant également les producteurs et distributeurs, l'État pourrait collecter des fonds supplémentaires, tout en régulant le secteur pour garantir la sécurité et la qualité des produits. La France dépense également beaucoup de moyens dans ces actions pour lutter contre le trafic de cannabis, en moyenne les budgets de lutte, prévention, et de justice coûtent à l'état entre 2 et 3 millions d'euros chaque années. En réduisant ces coûts liés à la répression, les caisses de l'état pourraient faire de fortes économies.

Les producteurs de cannabis pourraient bénéficier de nouveaux débouchés, créant des emplois dans l'agriculture, la transformation et la vente. Ainsi que de nouvelles opportunités dans les points de vente, les entreprises de distribution, ainsi que dans les services autour du cannabis. La légalisation pourrait également stimuler l'innovation dans le domaine des produits dérivés du cannabis, comme les produits cosmétiques, médicaux et alimentaires, ce qui favoriserait la croissance d'entreprises françaises dans ce domaine et favoriserait des créations d'entreprises qui paieraient des impôts et des charges sociales. Un budget plus conséquent pourrait également être dégagé de par les revenus de ce marché, afin de contribuer à des campagnes et des moyens de préventions plus conséquents. Actuellement sous contrôle de réseaux criminels, la légalisation de ce marché pourrait également contribuer à ce que le marché noir puisse s'effacer avec le temps, proposant aux millions de français un produit local, biologique et contrôlé. Une perspective d'avenir envisageable uniquement que si la France saisisait cette opportunité économique qu'elle refuse encore de concevoir. ■

La prévention capote

Le VIH et les IST sont des enjeux majeurs de santé publique, bien qu'aujourd'hui, on peine à réunir les fonds nécessaires pour informer les jeunes générations, de moins en moins alertes sur le sujet. L'éducation sexuelle et les campagnes de prévention, cruciales pour lutter contre ces infections, font face à des obstacles politiques et sociétaux, notamment en raison de la résistance des groupes conservateurs. **ELISE ARTIGAU**

Une capote géante sur l'obélisque, du colorant rouge dans la Seine, dans les années 90, les associations se mobilisaient pour choquer et envoyer des images marquantes au public pour les sensibiliser sur la question du VIH. Lorsque les associations catholiques mettent l'accent sur la fidélité et l'abstinence, c'est au détriment de la distribution de préservatifs et d'informations plus inclusives sur la santé sexuelle. Ces tensions entre approche morale et santé publique ralentissent la diffusion de messages préventifs, lorsque les contaminations au VIH ne diminuent pas. Chaque année en France, on compte 5000 cas détectés, sans compter les contaminations aux infections sexuellement transmissibles (IST)*.

On observe un déclin de connaissances du sujet chez les jeunes, entre 15 et 25 ans. En 2023, dans cette tranche de la population, on compte 300.000 cas de chlamydia déclarés, une augmentation de 30% de contamination à la syphilis et de 50% pour les infections aux gonocoques, bien qu'elles ne se guérissent pas toutes avec le même succès. La chlamydia est un réel problème chez les femmes car très difficile à détecter. Elle devient très contraignante lorsqu'elle est détectée au bout de plusieurs années. Pour Diane Saint Réquier, éducatrice en santé sexuelle chez les jeunes dans les écoles et les collèges, la perception du VIH est très différente d'il y a 20 ans.

« Avant on misait tout sur la peur, on voyait des affiches de prévention qui représentaient la faucheuse, ou encore des poils pubiens taillés en

forme de cercueil parce qu'on a vu une génération décimée par le sida. Aujourd'hui c'est différent, les politiques de santé publique sont moins investies parce qu'on ne meurt plus systématiquement du VIH. » Mais pour rendre la prévention plus accessible, il faut commencer par lever les tabous : « La stigmatisation de ces maladies est alimentée par les idées reçues. Il faut passer par la déconstruction de ces idées pour espérer avancer dans la prévention. Chez AIDES, une association de lutte contre le VIH, on encourage une approche bienveillante basée sur des faits scientifiques. Tous les jours on combat les jugements moraux associés à la sexualité ou aux comportements des malades. C'est pour ça que l'éducation sexuelle doit commencer le plus tôt possible et pour se faire, le soutien politique est essentiel » explique Mathieu Levin, membre de l'association AIDES depuis 2017.

*Les IST, ou Infections Sexuellement Transmissibles, sont des maladies qui se transmettent principalement lors de rapports sexuels non protégés (vaginaux, anaux ou oraux). Elles sont causées par des bactéries, des virus ou des parasites, et peuvent toucher aussi bien les hommes que les femmes.



Cet activiste a placé un préservatif sur sa tête en signe de protestation.

« Vous reviendrez quand vous aurez de vrais rapports »

UN MÉDECIN S'ADRESSANT À UNE DE CES PATIENTES LGBTQIA+

« On est dans une phase de retour de bâton »

Si les politiques de santé publique n'adhèrent pas, les financements ne se débloquent pas. Quand les responsables de santé ferment les yeux sur les problématiques urgentes, ils condamnent la population. Ce système est un véritable verrou puisque trop souvent ce sont les enjeux sociétaux qui passent à la trappe. En 2023, seulement 5% du budget du Ministère de la Santé était accordé à la prévention contre le VIH, soit moins de 10 millions d'euros. En 1990, le budget annuel consacré à la prévention du VIH atteignait entre 30 et 40 millions d'euros. Le gouvernement menait des campagnes d'envergure, très visibles dans les médias et axées sur des messages percutants pour favoriser l'accès à l'information. Lorsque le gouvernement décide de mettre une priorité politique sur un sujet, les financements suivent.

En comparaison, le Sidaction récolte en 2023 près de 9 millions d'euros de dons via des fonds privés. Lors de l'évènement télévisé organisé chaque année, l'association avait récolté 10 millions d'euros de promesses de don. Pour Laura Tellier, chargée de communication chez Sidaction, il y a un flou qui plane autour de la question : « J'ai l'impression qu'on est dans une phase de retour de bâton, on a peut-être eu l'impression que les choses allaient dans un sens un peu progressiste ces 15 dernières années mais ce n'est pas le cas. » L'initiative primordiale serait d'appliquer la loi de 2001, ce qui ne semble pas être une mince affaire. La ministre de l'Éducation Anne Genetet a rappelé que : « La théorie du genre n'existe pas, elle n'existe pas non plus dans ce

programme ». Ce genre de propagande trouve toujours un public arriéré et non avertis qui se complait dans des théories conspirationnistes pour s'opposer par tous les moyens possibles aux mouvements wokistes. Véritable symbole d'éveil et de sensibilisation, le wokisme représente tout ce que les mouvements d'extrême droite méprisent.

Diane Saint-Réquier s'oppose elle aussi à ces rumeurs : « Il y a toujours des gens qui nous parle de la fameuse théorie du genre selon laquelle une théorie serait enseignée à l'école pour nier les différences entre filles et garçons dans un but de détruire le modèle hétérosexuel familial et encourager l'homosexualité, la bisexualité et la transsexualité ». Le problème de ces débats c'est qu'ils s'accompagnent de mobilisation et de militantisme

de groupe d'extrême droite comme SOS Education, Parents Vigilants ou Les Mamans Louves. « C'est un vrai problème, conclut-elle, puisqu'ils freinent les processus en menaçant les écoles de retirer leurs enfants si elles donnent des séances d'éducation sexuelle. Si on veut que les personnes aient de meilleures informations sur la question du consentement, des IST, des protections ou de la contraception, il faut absolument pouvoir appliquer cette loi. »

Si au premier abord on pourrait considérer ces menaces comme insignifiantes et sans conséquences, elles soulèvent un problème plus profond puisqu'elles mettent en lumière des tensions sociétales importantes. L'Éducation Nationale peut craindre que ces actions extrêmes ne viennent déstabiliser l'ordre scolaire et ouvrir la porte à des actions plus radicales contre d'autres aspects du système éducatif.

« Vous reviendrez quand vous aurez de vrais rapports »

Cependant, ces lacunes dans les campagnes de prévention ne touchent pas tout le monde de la même façon, et les inégalités se creusent. Marie Gauthier est gynécologue, et travaille en parallèle au planning familial de l'hôpital Cochin : « On remarque les premières inégalités au sein de la population

non francophone, la barrière de la langue est un réel obstacle lorsqu'il s'agit de santé sexuelle. Ensuite, ce sont les personnes qui vivent en milieu rural qui sont mises de côté puisque souvent les grosses campagnes d'affichages se font en ville ». Pourtant parmi tous ces oubliés, une catégorie reste, en plus du reste, méprisée : « Les femmes qui ont des rapports avec des femmes ne sont tout simplement pas représentées dans les campagnes de prévention. On s'adresse beaucoup moins à elles qu'aux personnes hétérosexuelles et aux hommes gays. Pourtant on sait qu'il y a une forte concentration d'IST chez cette population », se désole Laura T.

Il y a plusieurs raisons à cette invisibilisation des femmes lesbiennes : « Déjà c'est une population minoritaire, mais il y a encore et toujours énormément de cliché qui circulent. Pour beaucoup de monde encore, deux femmes ensemble n'ont pas 'vraiment' de rapports sexuels, donc il n'y a pas de risque d'IST » analyse Marie Gauthier. Malheureusement, ces clichés ne se cantonnent pas au commun des mortels mais atteignent aussi les cabinets des professionnels de santé : « En centre de dépistage, ça m'est arrivé plusieurs fois de rencontrer des jeunes filles lesbiennes qui m'expliquaient qu'elles souhaitaient faire un dépistage et qu'après avoir appris qu'elles étaient lesbiennes, le médecin leur avait répondu 'Vous reviendrez quand vous aurez de vrais rapports' » révèle Diane Saint-Réquier.

Lorsque le gouvernement délaisse les campagnes de prévention, la population relâche sa vigilance, c'est ce que l'on nomme le phénomène « relapse » dans les pays anglo-saxons. Dans le cas du VIH et des IST, les gens ne se sentent pas concernés, ne se font pas dépister et finissent par détecter la maladie bien plus tard. Non seulement, un dépistage tardif rend la pathologie plus difficile à traiter et plus dangereuse pour la santé, mais suscite également des coûts plus importants. L'inaction et la négligence se transforment en fardeau financier. Marie Gauthier y est confrontée tous les jours : « Le dépistage tardif du VIH n'est pas seulement un problème

de santé, c'est une question de responsabilité collective. La stigmatisation et le manque de prévention contribuent à retarder les dépistages. Aujourd'hui 1 personne sur 5 estime de pas être à l'aise avec l'idée de travailler avec une personne séropositive. Les conséquences sont directes : les gens viennent après des années de comportements à risque, souvent à un stade où la maladie a déjà provoqué des dégâts irréversibles. Une personne dépistée tardivement, c'est aussi une personne plus susceptible de transmettre le virus. »

Dans ce cas-là, il ne s'agit plus de simples pilules préventives, mais de soins intensifs, d'hospitalisations et de traitements lourds, notamment en cas d'apparition de sarcome de Kaposi*. Plus cette maladie progresse sans contrôle, plus la sécurité sociale devra payer pour soigner le patient. En France, on estime que près de 173.000 personnes vivent avec le VIH dont 24.000 qui ignorent être malade. L'ironie du sort, le Ministère de la Santé finit par payer les conséquences de son manque d'investissement. C'est précisément pour cette raison que l'éducation sexuelle doit commencer dès le plus jeune âge, pour préserver les générations futures.

Le gouvernement continue de promouvoir la PrEP (prophylaxie pré-exposition). Il s'agit d'un traitement médicamenteux préventif destiné aux personnes séronégatives, afin de réduire leur risque d'infection par le VIH lors de relations sexuelles non protégées, et impose aussi une prise de sang tous les trois mois pour contrôler les IST. Pas de prise de sang, pas de traitement. Mais à quel prix ? Certes, elle offre une protection à ceux qui souhaitent réduire à zéro leur risque d'infection, mais elle ne compense pas les enjeux de la prévention, de l'éducation sexuelle et de l'utilisation du préservatif. La PrEP s'est avérée très efficace et a contribué à la baisse inévitée des cas de contaminations dans plusieurs régions du monde. Son utilisation ne doit cependant pas créer

*La maladie de Kaposi est une tumeur qui se forme à cause d'une infection par un virus appelé herpèsvirus humain de type 8. Ce virus peut provoquer des lésions sur la peau et d'autres parties du corps.

une illusion de sécurité, incitant à des comportements encore plus risqués. Pourtant ce système, toujours fragile, ne tient qu'à un fil. Si l'extrême droite catholique prenait le pouvoir, cela marquerait un véritable recul sur le plan des droits humains et de la santé publique. L'éducation sexuelle, essentielle pour prévenir les IST et le VIH, serait purement et simplement effacée des programmes scolaires, derrière les dogmes religieux et les idéaux réactionnaires. Cette vision arriérée et oppressive nierait les réalités de la sexualité moderne, imposant une vision moraliste et répressive qui ferait peser des dangers mortels sur la jeunesse. La suppression de toute campagne de prévention contre les IST serait un acte criminel, condamnant des milliers de jeunes à une ignorance dangereuse et à la propagation de maladies évitables. L'extrême droite catholique ne se contente pas de vouloir réécrire l'histoire, elle veut effacer l'avenir, enfermant les individus dans des normes étouffantes et homophobes, tout en mettant en péril la santé publique pour satisfaire ses fantasmes rétrogrades. ■

LE PLANNING FAMILIAL, C'EST QUOI ?

Le Planning Familial est une association née en France en 1956, dans un contexte où l'accès à la contraception et l'information sur la sexualité étaient limités. Au fil des années, le Planning Familial a joué un rôle majeur dans la lutte pour les droits des femmes, en participant à des réformes importantes, comme la loi sur la contraception en 1967 (loi Neuwirth) et la légalisation de l'avortement en 1975 (loi Veil).



ActUp Paris, une des principales associations, s'installe devant le Sacré-Cœur pour protester contre les réformes réactionnaires de l'Église

© AFP

NOUVEAU PROGRAMME D'ÉDUCATION SEXUELLE

© NATALIYA VAITKEVICH



L'utilisation du préservatif chez les jeunes a baissé de 33% entre 2014 et 2022.

Pourquoi la droite s'indigne ?

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans les écoles est remise au goût du jour par un nouveau texte. S'il ne doit pas passer devant le Conseil Supérieur

de l'Éducation avant mi décembre, il fait déjà beaucoup parler. Entre vives critiques de l'extrême droite et défense des associations féministes, la composition de ce nouveau texte divise. **JULIE AUQUE**

1973, c'est l'année où les cours d'éducation sexuelle sont entrés au programme. Depuis 2001, il existe une loi qui stipule qu'« une information et une éducation à la sexualité sont dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupe d'âge homogène ». Le pourcentage d'adolescents ayant utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel est passé de 70 % à 61% chez les garçons et de 63% à 57% chez les filles entre 2014 et 2022. Une baisse inquiétante, mais pas vraiment étonnante quand on sait que seulement 15% des écoliers et lycéens bénéficient des fameuses trois séances annuelles obligatoires instaurées par la loi de 2001 selon une enquête de l'Inspection générale. Le nouveau texte du programme n'a pas encore été totalement validé, mais il doit passer devant le conseil supérieur de l'éducation (CSE) à la mi-décembre pour pouvoir être mis en place à la rentrée en 2025.

Dans les grandes lignes, ce programme abordera en maternelle: la prise en considération du corps, des sentiments, émotions, du respect de l'intimité et de l'égalité entre les filles et les garçons. En élémentaire, les enfants apprendront des notions uniquement affective et relationnelle. Ils devraient être éduqués sur le

vocabulaire plus précis et scientifique de leur corps et de leurs émotions. Ils devraient également être sensibilisés à leur estime d'eux-mêmes et à leur intimité. La puberté devrait être abordée à partir du CM1. Le programme prévoit que les enfants apprennent comment fonctionne leur corps et pourquoi il change à l'adolescence, avec l'apparition des poils, la voix des garçons qui devient plus grave, l'apparition des règles chez les filles...

Ils devraient également apprendre à repérer les situations de harcèlement ou à comprendre les stéréotypes pour lutter contre les discriminations. L'orientation sexuelle serait abordée dès la 6e. La sexualité devrait être abordée en 4e, avec les notions d'amour, de reproduction, de plaisir mais aussi de santé sexuelle, avec les infections sexuellement transmissibles et les troubles menstruels. Arrivés au lycée, des élèves ont déjà une activité sexuelle, l'idée est donc de les sensibiliser encore plus sur les maladies

sexuellement transmissibles et les différents moyens de protection qu'ils peuvent avoir.

Un programme vivement critiqué au gouvernement

Depuis l'annonce du nouveau texte sur le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, une véritable campagne est menée par des conservateurs et par l'extrême droite pour le remanier. Réseaux sociaux inondés de messages, tracts devant les écoles, mails, pétitions : tous les moyens sont bons pour faire pression sur le ministère. Alexandre Portier, ministre délégué chargé de la réussite scolaire, a exprimé son mécontentement face à ce nouveau programme devant l'assemblée. Il l'a estimé en l'état pas acceptable «La théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles, de même pour le militantisme. Je veux un encadrement très strict de tous les intervenants parce qu'il est hors de question de laisser nos écoles se transformer en terrain militant !»



Selon le rapport d'enquête vécu et ressenti en matière de sécurité, on déplore en France un viol toutes les 6 minutes.

relationnelle et sexuelle. «À partir de la cinquième, il est prévu de parler de l'identité de genre, du fait que c'est pas parce qu'on est de sexe masculin ou de sexe féminin qu'on est homme ou femme, et là on est dans l'idéologie. Ce sont des sujets très délicats qui peuvent déstabiliser ou faire douter les enfants de leur identité. C'est tout à fait scandaleux ! Le planning familial voudrait voir enseigner partout l'identité du

genre, sous prétexte de respecter chacun mais le respect n'applique pas de faire du proxénétisme sur un sujet très discutables...» s'indigne Ludovine de La Rochère.

SOS Éducation a lancé une pétition qui a récolté plus de 80 000 signatures, qui exige l'interdiction de l'éducation à la sexualité dispensée à des enfants de moins de 12 ans. Sophie Audugé, directrice de SOS Education assure que des cours d'éducation sexuelle avaient déjà lieu en maternelle et en primaire. Ses sources avaient été remises en question car elles proviennent de propos d'élèves rapportés par l'association Parents Vigilants, proche du parti Reconquête. Des phrases, telles que « pour le plaisir, les filles peuvent caresser les testicules des garçons » ou « on peut faire du sexe dans les fesses », que l'infirmière dit ne pas avoir prononcé d'après un récent reportage de Complément d'enquête. Cet exemple montre bien la volonté de ces groupes de monter la tête des parents même si pour ça il faut inventer de tels propos.

Les collectifs féministes font front

De telles réactions de l'extrême droite ont choqué les collectifs féministes qui

trouvent ce nouveau programme très bien et d'actualité. «En l'état il nous convient, on aurait pu faire encore mieux, encore plus dans le détail. Il aborde tous les sujets de façon graduée.» souligne Auriane Dupuy, chargée de la communication de la FNCIDFF (Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles).

Elle enchaîne, «Y a des sujets qui auraient dû être traités plus tôt, comme par exemple la notion du consentement. Quand on voit le nombre de victimes d'incestes, pour moi c'est vraiment un sujet qu'on doit aborder dès le plus jeune âge.» Rappelons qu'en France, 160 000 enfants sont victimes d'inceste et de violences sexuelles chaque année selon un rapport de la Ciivise. Elle contredit aussi la déclaration du ministre : «Ceux qui militent sont ceux qui distribuent des tracts devant l'école ! Donc avant de crier au militantisme, il faut réfléchir à qui distribuent des fausses informations aux parents...» Un avis partagé par Marie Charlotte Moreau, militante pour le collectif Nous Toutes : «C'est un sujet qui fait peur, il y a vraiment une panique morale de certains partis politiques qui font pression sur l'éducation nationale à travers des menaces, des pétitions, des coups de gueules ciblés. Ces personnes-là font vraiment tout un travail de lobbying qui atteint les sièges du parlement».

Cette polémique qu'a créé l'extrême droite n'est pas une nouveauté : «Ça nous rappelle beaucoup celle qu'il y avait eu autour de l'ABCD de l'égalité avec Najat Vallaud-Belkacem en 2014. C'est des argumentaires basés sur des fausses informations pour faire peur aux parents», s'indigne Auriane Dupuy. Pour rappel, l'ABCD de l'égalité était un programme d'enseignement de lutte contre le sexisme et les stéréotypes, qui a été abandonné à cause des menaces des associations d'extrême droite.

«Ces associations défendent un modèle sociétal et familial qui est très conservateur donc ils déforment la réalité pour faire peur aux gens et surtout aux parents en expliquant qu'on va pervertir leurs enfants. Ils sont homophobes, transphobes et

défendent un modèle de famille hétéronormatif. Ils ont peur que tout ça soit chamboulé parce que ça mettrait la société sans dessus dessous !», se scandalise Marie Charlotte Moreau.

La pédopsychiatre Julia-Flore Alibert évoque les risques auxquels un enfant est exposé sans avoir suivi des cours d'éducation sexuelle : «Un enfant a besoin d'informations claires et précises. Le problème de la nouvelle génération c'est le fait d'avoir accès à tout en quelques clics, comme les sites pornographiques. La seule sécurité pour y entrer c'est de devoir cliquer sur "j'ai plus de 18 ans". Imaginer quelle perception du sexe a un ado après avoir trainé sur cette catégorie de sites... Il pensera que l'acte sexuel doit être violent ou encore que la femme est une soumise...» De telles images, sans sensibilisation, et en pleine construction de leur sexualité, pourraient traumatiser et à terme causer des problèmes psychologiques».

Les chiffres sont formels, 1 adolescent sur 5 consulte un film pornographique tous les jours. Une autre étude a montré que 58 % des garçons et 45 % des filles avaient vu de telles images avant l'âge de 13 ans. C'est-à-dire à l'âge d'être en classe de quatrième. Selon l'Arcom, 30% des internautes qui consultent les sites pour adultes sont des mineurs. Ils sont exposés à ces images pendant plus de 50 minutes en moyenne par mois. L'Autorité de régulation constate que cette pratique est en hausse constante depuis plusieurs années puisqu'on compte plus de 600 000 mineurs supplémentaires depuis 2017.

« LUI PARLER DE SEXE DÈS SON PLUS JEUNE ÂGE CE N'EST PAS LE PERVERTIR MAIS LE PROTÉGER »

Aujourd'hui donc, ce n'est plus le manque d'information sexuelle qu'il faut combler, mais bien une sensibilisation accrue aux dangers inhérents à la sexualité et à ses dérives. Des thématiques évoquées par Gabriel Attal, ancien premier ministre, dans une déclaration en date du 20 janvier : «On doit apprendre à l'école primaire le respect de l'intégrité du corps, le fait qu'on ne peut pas atteindre cette intégrité. Si c'est le cas, ce sont des violences et il faut apprendre aux enfants à les signaler». De son côté, Julia-Flore Alibert argumente : «Une vision déformée de la sexualité, où le corps devient une sorte d'objet, peut mener à des comportements inappropriés. Ou même un risque de devenir asexuel. Si un enfant grandit avec des fausses idées ou une confusion sur la définition du consentement, du respect et de l'intimité, il peut avoir du mal à se comprendre, et donc à développer une vie affective et sexuelle épanouie».

Le consentement, "un principe fondamental"

Les images sur ces sites pornographiques libres d'accès ne représentent en rien la réalité, ce sont des produits réalisés pour faire de l'argent. Comme pour un film qu'ils auraient vu au cinéma, les jeunes vont ensuite

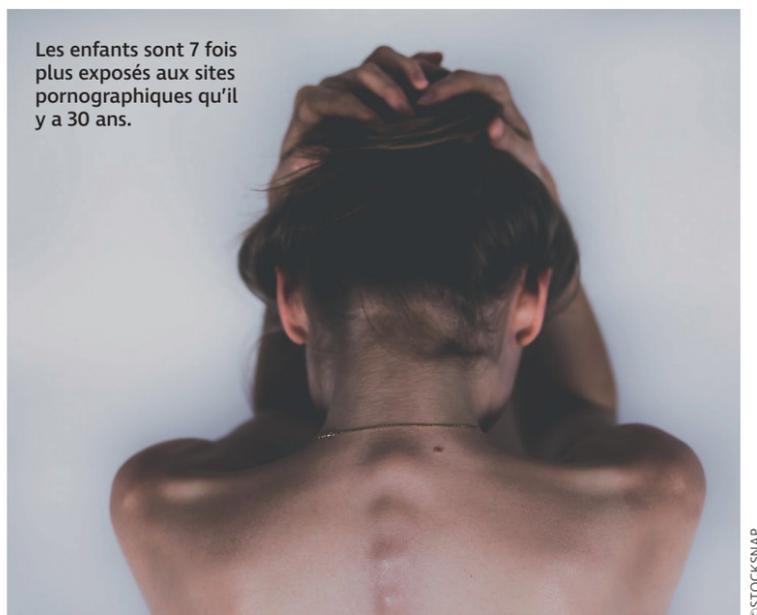
vouloir reproduire les scènes vues sur internet. Sauf que dans ces films pornographiques, la question du consentement est souvent inexistante.

Mais, pour Julia-Flore Alibert, c'est «un principe fondamental dans toutes les interactions humaines.

Il faut l'enseigner avec bienveillance, à travers des gestes et des mots. Il est essentiel d'apprendre, dès le plus jeune âge, que leur corps leur appartient et qu'ils ont le droit de dire oui et non. C'est une question de limites personnelles et de reconnaissance des désirs et des besoins des autres. Et cela existe dans toutes les relations de la vie sociale et affective». Sans l'enseignement du consentement, un enfant peut devenir vulnérable face à certaines situations de la vie. Comme également lors d'un moment intime, s'il n'a pas eu un enseignement sur la réalité des choses.

Une loi datant du 30 juillet 2020 a pour but de bloquer certains sites pornographiques aux mineurs. Pour autant, Youporn et Pornhub, les deux premiers sites leaders ne sont pas visés par ces restrictions car ils sont basés en dehors de l'UE.

Un travail de la part de l'État est urgent pour que cette restriction s'applique à tous les sites. ■



Les enfants sont 7 fois plus exposés aux sites pornographiques qu'il y a 30 ans.

LA PSYCHIATRIE EST MALADE

Il existe plusieurs manières d'hospitaliser un patient : de son plein gré ou contre son gré. Le plus souvent, les patients sont hospitalisés contre leur volonté lorsqu'ils représentent une menace pour eux-mêmes ou pour autrui. Il s'agit alors d'hospitalisation en milieu fermé. Cependant, elles ne représentent que 10 % des hospitalisations psychiatriques en France. Les 90% restant, sont des internements en milieu ouvert.

JADE BOIL

L'hospitalisation n'est pas le mode de prise en charge le plus fréquent, mais l'ambulatoire. Il s'agit du fait d'aller voir un psychiatre libéral ou de se rendre dans un centre médico-psychologique (CMP), qui dépend de l'hôpital, pour une consultation. La grande majorité des patients est donc suivie de cette manière et non pas internée.

L'hospitalisation en milieu ouvert est une création du XXème siècle qui a commencé autour de la Première Guerre mondiale. Elle s'est ensuite beaucoup développée après la Seconde Guerre mondiale. La sectorisation émerge,

une idée selon laquelle, pour soigner les patients en psychiatrie, il ne faut pas forcément les hospitaliser, mais plutôt les soigner au plus proche de leur milieu professionnel et familial ainsi que de leur domicile.

Cette idée se met en place à partir des années 70. La loi change en conséquence et, le 27 juin 1990, l'hospitalisation libre entre dans la loi. Elle remplace alors la loi dite « loi des aliénés » promulguée le 30 juin 1838.

L'offre du soin en milieu ouvert se fait progressivement durant le XXème siècle. Les vieux asiles et hôpitaux

psychiatriques vont ainsi être réduits et certains vont même être fermés. La fin du XXème siècle marque donc une réduction des milieux fermés et un développement des milieux ouverts ou hospitalisation libre.

Une vision de la psychiatrie plus humaniste

L'idée qu'il fallait soigner les patients en les isolant s'est perdue après la Seconde Guerre mondiale et l'hospitalisation sans internement forcé a été développée, car elle était considérée plus humaniste, mais également plus efficace. C'est ainsi une vraie philosophie du soin qui change. Cette évolution, en plus des raisons économiques, va également légitimer la baisse du nombre de lits d'hospitalisation psychiatrique étant donné que les soins ne nécessitent plus d'être alités.

Les CMP, les centres de postcure ou encore les centres d'aide thérapeutique à temps partiel (CATT) deviennent des lieux où l'on vient se soigner, tout en rentrant chez soi le soir. Cela légitime ainsi aux yeux des gouvernants la fermeture des lits de psychiatrie à partir des années 80. On passe ainsi de 1000 lits par hôpitaux dans les années 70 à 200 lits par départements aujourd'hui. De plus, ils ne servent que dans les cas les plus graves ou dans les crises aiguës.

Le nombre d'hospitalisations en unités fermées a donc diminué et le nombre de patients traités en ambulatoire a augmenté jusqu'à ce que les courbes se croisent dans les années 80. Un mouvement de psychiatres a contribué à l'idée de la réhabilitation des patients, notamment en trouvant des

appartements thérapeutiques afin de les faire sortir de l'hôpital. La réflexion derrière ce mouvement était de réadapter les patients qui avaient passé des années dans les unités fermées à la vie dehors.

Le système s'est basé en partie sur les visites à domicile qui constituaient une nouvelle forme d'hospitalisation en milieu ouvert. Il a cependant diminué dans les années 90 étant donné que les visites devenaient de plus en plus compliquées, mais également à cause d'un manque de personnel et de formation.

Un manque de moyens qui contribue à la dégradation du système psychiatrique

« Il n'y a plus assez de moyens pour la psychiatrie en milieu ouvert », selon

Hervé Guillemain, professeur d'histoire sociale de la psychiatrie à Le Mans Université. « Si vous demandez un rendez-vous dans un CMP, vous allez parfois attendre un an. Ce n'est pas possible ». La demande de soins psychiatriques est exponentielle alors qu'il n'y a pas assez de moyens. Le fort décalage entre la demande élevée et les réductions de moyens pourrait fragiliser toute la psychiatrie, que ce soit celle de l'hôpital ou celle des structures en milieu ouvert. « Parfois, le seul moyen de trouver un lit pour quelqu'un, c'est de l'hospitaliser sous contrainte. C'est presque une conséquence de cette dégradation des moyens. »

Pour la psychiatre Viviane Kovess-Masféty, il y a, en psychiatrie, une partie qui relève du sanitaire comme



En 10 ans, 8 000 lits en psychiatrie ont fermé par manque de moyens alors que la demande a doublé, en particulier depuis la crise sanitaire.

© MITREY

par exemple les soins et l'hospitalisation et qui est financée par l'État, mais également une partie qui relève du social qui, elle, est financée par les départements. « Il y a une contradiction, parce que les départements ont de moins en moins d'argent ». Elle évoque également l'impossibilité de construire de nouveaux CMP, car la population s'y oppose : « tout le monde hurle en disant que ce sont des fous, qu'ils sont dangereux et que l'on n'en veut pas ».

Des déserts médicaux et un manque de personnel flagrant

La psychiatrie, tout comme la médecine généraliste, observe de grandes disparités géographiques. Pour cause, le système de médecine libérale qui permet aux médecins d'aller s'installer où ils le veulent. Les jeunes psychiatres vont ainsi choisir des villes attractives comme Paris ou des villes sur la côte plutôt que dans des territoires ruraux ou industriels dégradés où leurs conditions de travail seront plus difficiles avec une quantité de travail doublée.

Hervé Guillemain parle du département de la Sarthe dans lequel il enseigne : « c'est un département sinistré au point de vue médical en général et au point de vue psychiatrique encore plus ». Dans ce département, c'est plus d'un poste de psychiatre sur deux qui n'est pas pourvu. Seuls 25 des 70 postes ouverts sont occupés.

La profession de psychiatre souffre également d'un manque d'attractivité. À la fin de leur internat, les jeunes médecins sont classés et peuvent choisir la spécialité qu'ils veulent faire et le lieu où ils veulent exercer. Bien souvent, la psychiatrie, tout comme la médecine du travail ou la médecine généraliste, se retrouve à la fin de ces choix. Les jeunes diplômés ayant une mauvaise image de la profession et craignant également pour leur sécurité.

« Si tous les postes étaient pourvus, un jeune psychiatre n'aurait que son travail à faire, pas celui de deux ou



© JORONO

En France, 16 millions de personnes parmi les 11-75 ans ont déjà consommé des médicaments psychotropes. Les anxiolytiques devant les hypnotiques et les antidépresseurs.

trois collègues », déplore l'enseignant qui parle d'une « spirale infernale ». Ce cycle s'explique par le fait que plus l'image de la profession est dégradée, moins il y a de jeunes médecins qui veulent devenir psychiatres, et donc plus la profession continue à se dégrader.

Ariane Denoyel, professeure associée et auteure de Génération Zombie et Overdose, regrette : « depuis à peu près 30 ans, il y a moins d'argent public dans la recherche et si les laboratoires publics veulent mener des recherches, ils sont obligés de passer des partenariats avec les laboratoires fabricants ». Elle dénonce également une impossibilité d'offrir les meilleurs soins médicamenteux.

Une médication précipitée et un manque de transparence

« Le problème en psychiatrie, c'est que l'on médique beaucoup trop vite et beaucoup trop fort », selon elle. En France, c'est 10 % de la population qui consomme des antidépresseurs. Pour autant, les consommateurs ne sont pas toujours prévenus des effets indésirables qui accompagnent la prise de médicaments et qui peuvent être très lourds et dans certains cas irréversibles.

Pour la professeure, la médication peut aider les personnes qui souffrent

de maladies mentales, mais « il faudrait que plus de personnes aient accès à la psychothérapie avant d'être médiquées ».

Pour cause, les cas comme la dépression peuvent être la résultante de situations sociales difficiles comme des violences familiales ou professionnelles.

« La transparence dans le médicament n'existe pas ». Pour Ariane Denoyel, la chaîne du médicament est très peu transparente et très mal contrôlée. En cause, les essais cliniques menés par les firmes. Les instances sont ainsi sujettes aux interférences de l'industrie et ne protègent pas les consommateurs, mais, en revanche, les industriels. En exemple, l'affaire Médiator ou le scandale du Vioxx, deux affaires dans lesquelles les laboratoires ont été condamnés pour escroquerie et tromperie.

En 2008, le médecin et chroniqueur au Guardian Ben Goldacre décortique ce mécanisme dans ses ouvrages et conférences. Il décrit : « tous les jours, des gens souffrent et meurent parce que les décisions concernant leur traitement sont prises à partir de la moitié, voire du tiers des données existantes ».

La psychiatrie en prison, autre preuve d'un système en crise

Il existe deux types de psychiatrie en prison : le service médico-psychologique régional (SMPR) et l'unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA). Le SMPR est un secteur de psychiatrie en milieu pénitentiaire rattaché à un hôpital qui assure les soins des personnes détenues. L'UHSA, quant à elle, est une unité implantée au sein d'établissements de santé et sécurisée par l'administration pénitentiaire qui accueille des personnes détenues atteintes de troubles mentaux.

Selon Hervé Guillemain, « il y a toujours eu beaucoup de maladies mentales en prison » pour deux principales raisons. La première étant que le choc carcéral qui s'explique par le fait qu'aller en prison peut provoquer une maladie mentale à long terme. L'historien explique : « aller en prison, ça rend un

1 personne sur 10 est touchée par la question de maladie mentale

peu fou ». La deuxième est que le code pénal a évolué et a responsabilisé les personnes malades. La création de nouveaux services psychiatriques en prison « était une nécessité ».

Pour Viviane Kovess-Masféty, « la probabilité qu'un malade mental fasse quelque chose qui sorte de la loi soit condamné et, éventuellement, incarcéré est plus grande ». Aussi, si personne ne remarque de problème psychiatrique, un malade mental peut se retrouver « comme un délinquant de base en prison alors qu'il avait une maladie mentale pas diagnostiquée ». Ainsi, beaucoup de patients se retrouvent en prison à cause d'un système injuste.

Des conditions déplorables pour le personnel et les détenus

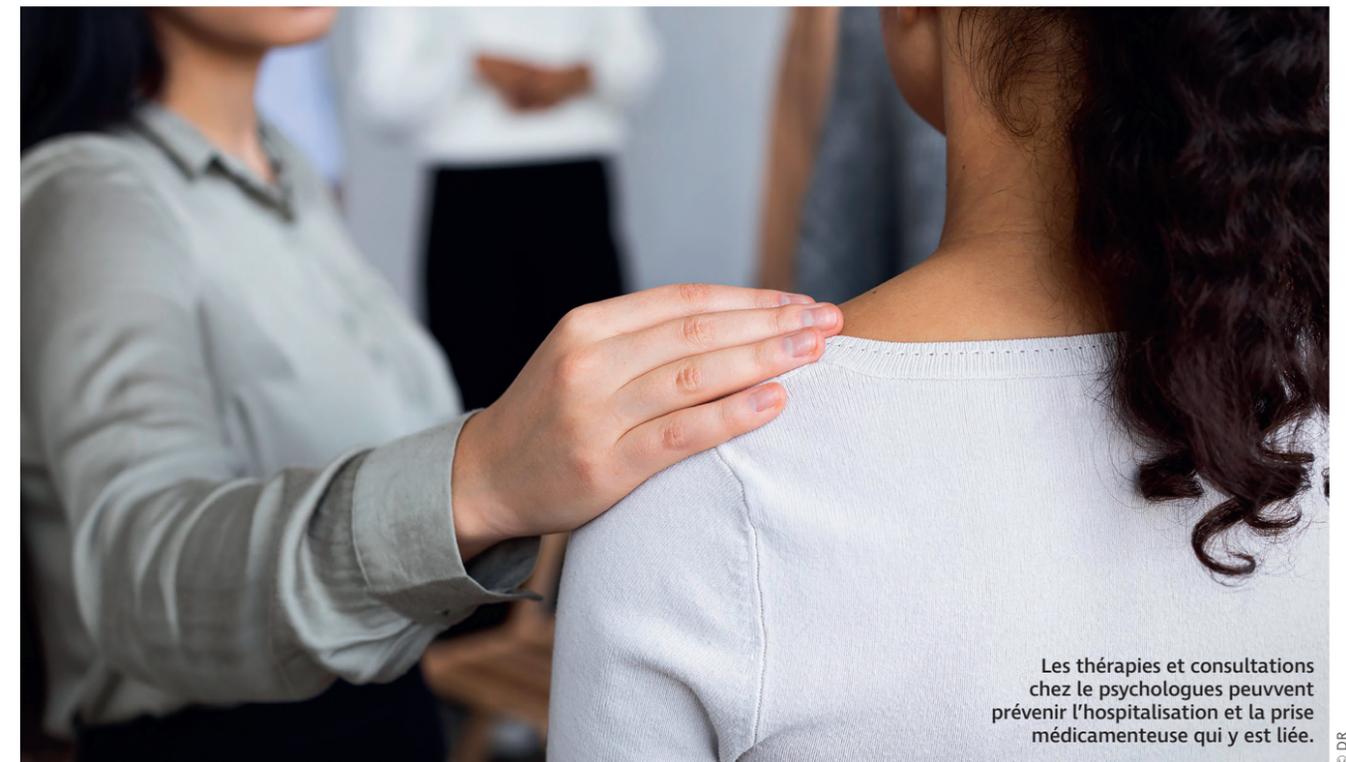
Le rapport d'activité de l'Observatoire International des Prisons (OIP) pour l'année 2023 décrit la prison comme « une double peine pour les personnes souffrantes, et notamment celles atteintes de troubles psychiques ». Il relève notamment un

manque de personnel soignant, une surpopulation, des infrastructures peu adaptées, des extractions médicales difficiles à obtenir ou encore des UHSA pleines.

La surpopulation est un fléau en prison. Au 1^{er} novembre, les prisons françaises comptaient 80 000 détenus pour 62 000 places opérationnelles. « On manque de personnel », déplore le porte-parole de la CGT pénitentiaire de Paris, Michaël Dos Santos. Il dénonce un manque de moyens et également un manque d'attractivité de la profession. La surpopulation couplée au manque de personnel « engendre de la fatigue pour les psychiatres et pour les services médicaux qui s'en suivent ».

Le personnel médical pénitentiaire se retrouve submergé par le travail alors que des postes sont toujours vacants dans les hôpitaux. « Si un psychiatre travaille en prison, il n'est pas à l'hôpital public pendant ce temps-là », regrette Hervé Guillemain, « donc les besoins augmentent, mais nous n'avons pas assez soit de psychiatres, soit d'infirmiers en psychiatrie ».

« On a déspecialisé l'infirmier en psychiatrie », note l'historien. Dans beaucoup de services d'hospitalisation, le nombre de postes d'infirmiers vacants augmente. Ce manque de personnel entraîne une fermeture des lits, une dégradation de la qualité des soins donnés et une pénibilité du travail. Cela favorise la fuite du personnel et contribue au manque d'attractivité de la profession. Le Président du Collège National des Universitaires de Psychiatrie, Olivier Bonnot, annonce que la vacance des postes en psychiatrie « a augmenté de 13 % en 2024 ». ■



Les thérapies et consultations chez le psychologue peuvent prévenir l'hospitalisation et la prise médicamenteuse qui y est liée.

© DR

LES ALTERNATIVES À LA PRISON

Lutte contre la surpopulation carcérale et la récidive

Les députés votent les lois et ce sont les juges qui les appliquent. L'article 132 alinéa 19 du Code pénal dispose que « toute peine d'emprisonnement sans sursis ne peut être prononcée qu'en dernier recours si la gravité de l'infraction et la personnalité de son auteur rendent cette peine indispensable et si toute autre sanction est manifestement inadéquate ».

La prison s'est modernisée à partir du XIXe siècle avec l'apparition de réformes pénales qui ont permis de changer et de transformer le milieu carcéral. La justice se veut moins brute, mais plus coercitive. La prison est devenue une institution disciplinaire, c'est-à-dire un lieu où les prévenus sont constamment surveillés, où ils sont privés de liberté. La punition, autrefois barbare, se veut plus humaine et éducative. Aujourd'hui, la prison punit, mais elle prépare aussi, pour ceux qui en ont la possibilité, à la réinsertion dans la société.

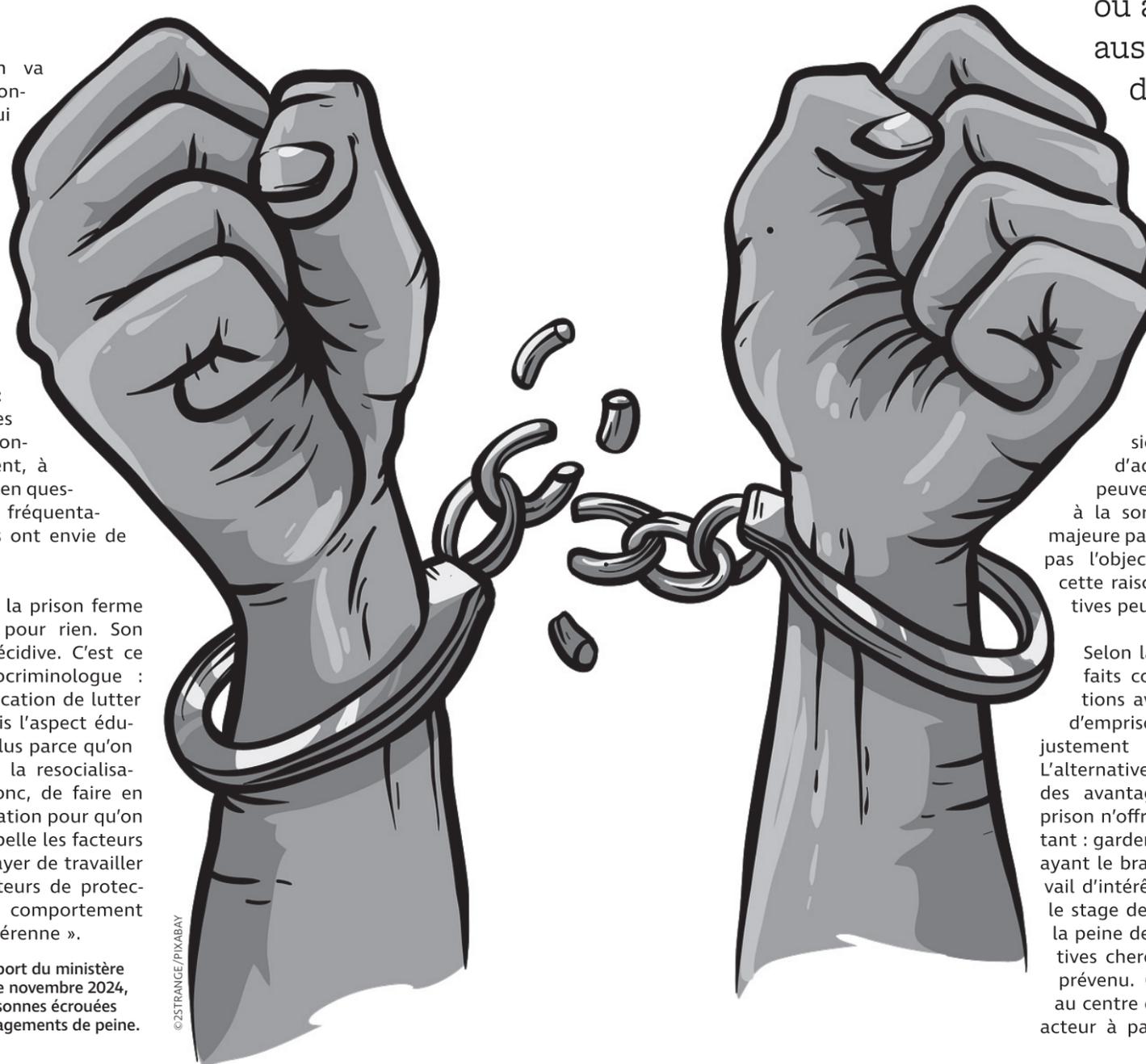
La prison, faite pour tout le monde ?

Détenus négligés, maltraités par les matons, manque d'hygiène et insalubrité dans les cellules, en 2023, l'Organisation internationale des prisons (OIP), recense un suicide tous les deux ou trois jours. Salomé Sperger, psychocriminologue explique que « la prison augmente par exemple le risque de dépression, d'anxiété ». Mais ce n'est pas tout, en cas de condamnation, l'un des effets les plus négatifs de la prison est le choc carcéral. « La personne

placée en détention va avoir un choc émotionnel sérieux [...] ce qui va avoir un impact important sur le fonctionnement de l'individu et sur sa sphère émotionnelle, notamment sur son humeur, sur son rapport au monde, sur son état général ». L'avocate en droit pénal Marine Schwalbert contraste : « Ça peut vraiment les amener à se questionner psychologiquement, à remettre un petit peu en question leurs actes, leurs fréquentations et quelle vie ils ont envie de mener ».

Il faut préciser que si la prison ferme existe, ce n'est pas pour rien. Son but ? Dissuader la récidive. C'est ce qu'évoque la psychocriminologue : « La justice a pour vocation de lutter contre la récidive mais l'aspect éducatif encore un peu plus parce qu'on vise la réinsertion et la resocialisation de l'individu. Donc, de faire en sorte d'aplanir sa situation pour qu'on minimise ce qu'on appelle les facteurs de risques. On va essayer de travailler au maximum les facteurs de protection pour sortir d'un comportement criminel de manière pérenne ».

D'après le rapport du ministère de la justice de novembre 2024, 17 476 des personnes écrouées ont des aménagements de peine.



©STRANGE/PIXABAY

Les prisons débordent. Bracelet électronique ou encore probation, il existe des solutions pour éviter la peine d'emprisonnement. C'est un débat étouffé qui fait rage au cœur de la justice. Peu comprises par certains et désirées par d'autres, les alternatives à la prison peuvent être la solution face à la récidive ou à la surpopulation carcérale, l'occasion aussi pour les détenus de se réinsérer dans la société. **LUCIE KAPRIELIAN**

Pourtant, il est souvent dit que la prison est l'école du crime. Elle met en lien de nombreux détenus qui sont presque dans le même état d'esprit et qui sont dans la délinquance à un niveau plus ou moins élevé. La prison donne ainsi l'occasion de créer tout un carnet d'adresses où les délinquants peuvent faire du « business » à la sortie, ce qui contribue en majeure partie à la récidive et ce n'est pas l'objectif souhaité. C'est pour cette raison que les peines alternatives peuvent être la solution.

Selon la gravité et la nature des faits commis, il existe des solutions avant de passer à la peine d'emprisonnement qui permet justement d'éviter l'incarcération. L'alternative à la prison représente des avantages conséquents que la prison n'offre pas, dont le plus important : garder un lien avec la société en ayant le bracelet électronique, le travail d'intérêt général, la semi-liberté, le stage de sensibilisation ou encore la peine de probation. « Les alternatives cherchent à responsabiliser le prévenu. C'est-à-dire à le remettre au centre de sa situation comme un acteur à part entière des faits pour

lesquels il a été condamné. [...] Elles peuvent avoir un volet un peu plus éducatif pour le coup et notamment socio-éducatif. Ça permet d'avoir une lecture un peu plus globalisante de la situation de la personne et de lutter contre la récidive », selon Salomé Sperger.

Une justice presque bien organisée

Substituer l'emprisonnement, c'est possible. Lorsqu'une personne a été déclarée coupable pour les faits qui lui sont reprochés, une peine va être prononcée, mais la peine d'emprisonnement ne doit être promulguée qu'en dernier recours.

Avant de recourir à la prison, la justice procède en « mode crescendo ». Marine Schwalbert, l'avocate en droit pénal, donne un exemple : « Si le prévenu a été condamné en sursis probatoire la première fois, la deuxième fois, on ne va pas lui remettre la même peine parce qu'on se dit déjà que visiblement ça n'a pas été assez fort, mais si on veut éviter la détention, on va lui mettre un bracelet électronique. Et inversement, si vous avez un prévenu qui a été condamné une première fois à un bracelet électronique et qu'il récidive et que vous ne voulez vraiment pas l'emmener en prison, dans ce cas-là, vous pouvez opter pour une semi-liberté ».

La détention peut avoir des effets secondaires importants : stress, solitude, dépression, culpabilité, choc carcéral... Cela peut conduire à deux solutions : se reprendre en main ou se laisser couler.

©FREEPIK



Mais qu'en est-il du côté gouvernemental ?

Pour l'attaché de presse de l'UFAP-UNSa Justice, Wilfried Sonck, « il est évident qu'on va trouver des gens plus durs à droite de l'échiquier politique et des gens un peu plus souples à gauche ». Par exemple, du côté de l'extrême droite, c'est quitte ou double. C'est-à-dire que toute infraction doit être punie lourdement.

Dans sa déclaration de politique générale, Michel Barnier, a déclaré vouloir des peines de prison courtes, immédiatement exécutées pour certains délits et limiter les aménagements de peines. « Il y a une pression du Rassemblement National pour remettre en place les peines planchers qui ne servent strictement à rien et qui n'ont aucun impact sur la récidive », ajoute Wilfried Sonck.

La justice veut une approche plus humaine qui cherche à comprendre et à résoudre. La loi reste la loi, mais celle-ci dit que « si le juge veut

prononcer une peine d'emprisonnement ferme, il faut expliquer pourquoi les autres peines ne sont pas possibles ou adaptées en termes d'opportunité », rappelle Rachel Beck, membre de l'Union syndicale des magistrats, et ancienne juge d'application des peines.

Selon Wilfried Sonck, il y a un intérêt aujourd'hui à s'interroger sur la politique pénale : est-ce qu'on continue dans la prison pour tous et pour tout ? « En ce cas-là, ce n'est pas un plan 15 000 places qu'Emmanuel Macron aurait dû proposer, mais un plan 150 000. Parce que quand vous faites le tour des gens qui sont en prison, qui n'ont pas leur place et ceux qui devraient y être et qui n'y sont pas, on n'est pas loin des 150 000 ».

Une solution parsemée de défis et de manque de ressources

Les prisons sont surpeuplées obligeant la plupart des détenus à dormir à même le sol, dans des espaces restreints, entassés les uns sur les autres

en compagnie des rats, des cafards et des punaises de lit. « Ce n'est pas normal. Ce n'est pas parce qu'on est condamné qu'on ne doit pas avoir ses droits fondamentaux et sa dignité humaine respectée », ajoute Maître Schwalbert. C'est l'un des principaux défis de la prison : lutter contre la surpopulation carcérale. Michaël Dos Santos, porte-parole de la CGT pénitentiaire de Paris parle d'un « fléau pour notre administration [...] actuellement en maison d'arrêt, il y a un agent pour 120-160 détenus ». 80 000 contre 62 000 places. C'est le nombre « choc » de détenus dans les prisons françaises, un record en cette fin d'année 2024. Un chiffre qui augmente chaque année, voire chaque mois.

Pour l'ancienne juge d'application des peines, la surpopulation carcérale est indéniable en France. Elle explique que « soit la durée de peine d'emprisonnement a augmenté, soit il y a beaucoup plus de personnes qui ont moins bénéficié d'un aménagement de peine, une fois incarcérées. ».

Un autre défi de taille : la lutte contre la récidive. Dans les cinq ans suivant la libération, il y a 60 % de récidives. Pour comprendre un peu plus ce phénomène, Salomé Sperger affirme que « là où on a les politiques pénales les plus restrictives, c'est là où on a les taux de récidive les plus hauts ». C'est aussi la situation du prévenu au moment de sa sortie : soit le prévenu retrouve un semblant de vie normale, soit il se retrouve dans une situation encore plus compliquée qu'au moment où il est entré en prison. Pour l'avocate en droit pénal, « ça peut favoriser le risque de récidive ». Elle explique qu'« on a beaucoup plus de taux de récidive sur des personnes qui ont fait une peine d'emprisonnement que par rapport aux personnes qui ont bénéficié d'un aménagement de peine ».

Deux problèmes qui se rejoignent, et c'est pour cette raison que les alternatives peuvent être la clé. Mais, là encore, le manque de moyens et de ressources se fait « cruellement » ressentir : « Multiplier les aménagements de peine, c'est une solution, mais c'est surtout qu'il faut être en mesure de pouvoir les faire correctement », appuie Marine Schwalbert.

Les centres d'addictions sont bondés, les centres médicaux sont insuffisants, les délais d'attentes sont longs, s'ajoute à cela le manque de personnel. En effet, lorsque le prévenu bénéficie d'un aménagement de peine comme la probation, ils ont l'obligation de respecter certaines conditions, dont un suivi avec des psychologues, des psychiatres ou encore avec des conseillers pénitentiaires d'insertions et de probations. En cas de non-respect volontaire, il peut y avoir un rappel d'obligation, voire une prolongation du délai de mise à l'épreuve.

Retour à la vie en société : le parcours du combattant

« La réinsertion, c'est la personne détenue qui souhaite la faire », affirme Michaël Dos Santos. Retrouver un semblant de vie et repartir à zéro. La prison punit, mais elle prépare aussi les prévenus à la resocialisation et à la réinsertion. Et pour ce faire, il faut le vouloir, être motivé et avoir un projet en tête à construire.

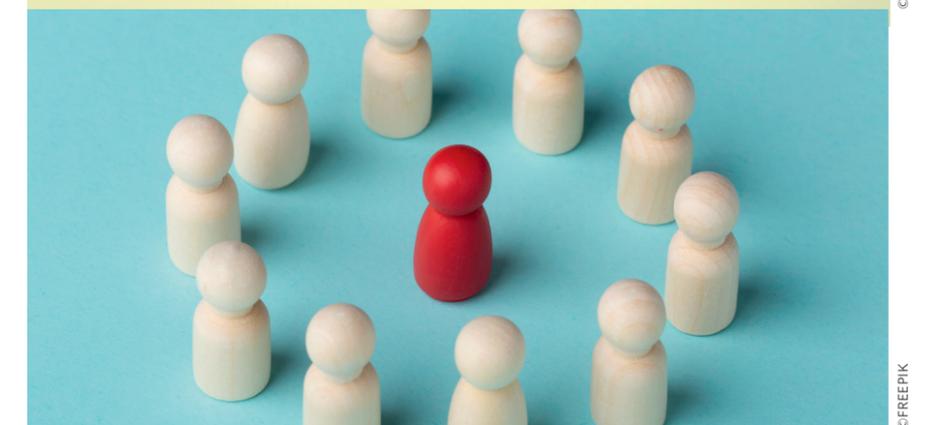
Il existe des associations qui viennent en aide et accompagnent les prévenus dans leur parcours de réinsertion. Hugo Ballarin, chargé d'emploi et de partenariat à l'association Wake Up Café et référent des programmes en détention dans le Sud, explique le concept de l'association : « C'est un accompagnement qui est dedans dehors et qui consiste à construire avec eux un parcours qui est à la fois individuel et collectif [...] avec des ateliers de préparation au retour à l'emploi et également de ce qu'on va appeler la reconstruction de soi, c'est-à-dire des ateliers qui consistent à reprendre confiance en soi, à recréer une estime de soi. En parallèle de ça, on les accompagne de manière plus individualisée sur leurs démarches administratives et professionnelles ».

Selon le rapport d'activité annuel de Wake Up Café, 87,4 % des personnes accompagnées ne sont pas retournées en prison depuis 2014. En 2023, le taux de retour en détention dans l'année qui suit la sortie est de 3,1 %. L'association propose aussi un suivi médical avec des psychologues, des psychiatres ou encore des addictologues.

Le chemin vers la réinsertion n'est pas évident. L'avocate en droit pénal fait le constat : « J'ai eu le cas de plusieurs clients où justement ça fait du bien de voir qu'avec ces gens-là, on a réussi avec un projet qui était travaillé, avec une prise de conscience de leur part parce qu'il faut aussi qu'ils fassent une partie du chemin. Une partie dépend entièrement d'eux. On a réussi à vraiment les réinsérer, à faire en sorte qu'ils aient un travail, à ne plus entendre parler d'eux. Et quand on n'entend plus parler d'un client, en principe, c'est une bonne nouvelle pour nous ».

Ce n'est pour autant pas un succès pour tout le monde. La réinsertion est une bataille difficile à mener. Maître Schwalbert explique qu'il y a des détenues qui savent qu'à la sortie, ils vont y retourner dans la foulée : « Ça dépend de la psychologie de chaque personne. En prison vous avez des psychologues, mais c'est très difficile d'avoir un suivi de qualité ». D'après l'OIP, en 2022, sur les 25 structures d'accompagnement à la sortie prévues en 2018, quatre étaient en activité. ■

Un individu exclu de la société pendant une longue période peut avoir une réintégration difficile. Si elle n'est pas accompagnée, entourée, qu'elle se retrouve seule, le risque de récidive est élevé.



©MARKUSPIKSE/PXABAY

©FREEPIK

DU CHANTIER AU GAP-HORN

Le Vendée Globe est bien plus qu'une course de voile, c'est une concentration d'artisans, de passionnés et de technologie, qui commence bien avant le jour du départ. Tout cela passe par la recherche de sponsors en passant par la conception du bateau jusqu'au grand départ. Chaque étape est importante pour mener à bien cette odyssee autour du monde.

SASCHA BEAUCÉ-BIAGGI

Il y a bientôt 6 mois l'équipage au complet du bateau EIFFAGE fête sa première place à la Course Croisière EDHEC



Avant même que le projet prenne de réelle forme, il faut passer par la recherche de sponsors. L'ensemble des coûts pour construire un bateau IMOCA, un voilier de 60 pieds, soit 18 mètres de long et 5 mètres de large, spécialement conçu pour le Vendée Globe, sont très conséquents. "Trouver des sponsors, c'est convaincre des partenaires de croire en notre rêve et nous permettre de le réaliser", Marc Guillemot, participants du Vendée Globe 2012. Les sponsors permettent d'avoir un soutien financier mais en même temps une visibilité médiatique. En retour les entreprises s'attendent à un retour sur investissement. Les sponsors sont mis en avant sous forme d'images prises par le Vendée Globe, de publicités... qui les associe donc aux valeurs et aux défis qui sont représentés pendant cet événement.

Les IMOCA, conçus spécifiquement pour les courses océaniques en solitaire, offrent un équilibre optimal entre sécurité, performance et fiabilité. Leur capacité à se redresser automatiquement en cas de chavirage est un atout majeur pour la sécurité du skipper navigant seul autour du monde. La stabilité accrue des monocoques, grâce à leur quille profonde et à la forme de leur coque, leur permet de mieux affronter les mers agitées du Sud, contrairement aux trimarans plus instables. Ces bateaux sont

construits pour résister aux conditions météorologiques les plus extrêmes, un aspect crucial pour un périple aussi long et difficile. L'utilisation d'une classe unique de bateaux assure également une équité sportive entre les participants.

Le Vendée Globe, ce n'est pas qu'une épreuve extrême de navigation, c'est aussi une exposition pour les marques qui choisissent de s'associer et de sponsoriser l'événement. Sodebo, une des entreprises faisant partie des partenaires principaux de la course, a été mise en avant par cette aventure maritime, mettant donc en avant ses valeurs. Une des responsables du sponsoring de chez Sodebo nous partage sa vision du sponsoring du Vendée Globe. "Ça colle avec notre image qui met en avant les défis et innovations. En plus, qui ne rêverait pas de voir son logo sur des bateaux faisant le tour du monde." Ces paroles montrent l'opportunité pour une marque de se montrer mais également l'enthousiasme autour de l'événement.

Les sponsors n'apportent pas que de la visibilité pour les entreprises, ils permettent en même temps d'augmenter la visibilité de certains bateaux sponsorisés. Cette médiatisation permet de suivre un skipper précis du début le 10 novembre, jusqu'à la fin, le 7 mars. "Les gens adorent suivre les skippers et leurs histoires au fil de la course, alors quand ils voient notre marque

associée à leur skipper préféré, notre visibilité et l'intérêt qu'on nous porte augmente." Le sponsoring sportif va donc plus loin qu'une simple publicité, en créant un lien avec les consommateurs. L'importance de la stratégie de sponsoring est donc très importante dans le cadre d'un événement sportif mondial comme le Vendée Globe. Chaque partenaire joue son rôle dans la mise en avant de son entreprise en échange de fonds pour l'événement.

Mais pourquoi sponsoriser un bateau au lieu de financer une pub pour la télé? Par exemple Charal, vendant de la viande, sponsorise l'IMOCA 60 du nom de Charal Sailing Team. En sponsorisant ce bateau, Charal s'offre une exposition large grâce au logo sur le bateau, pendant trois mois qui s'associe aux valeurs du Vendée Globe. En cas de victoire, le skipper gagnant met en avant tous ses sponsors, ce qui peut engendrer des retombées médiatiques équivalentes, voire supérieures à une publicité. "Pour les sponsors c'est donc comme miser sur le bon cheval." Il faut miser sur le bon bateau pour voir sa marque associée au gagnant du Vendée Globe. "Sponsorisé un bateau permet aussi de raconter une histoire autour de la marque et du skipper pendant la compétition." explique Frédéric Henry,

Au deuxième jour de la Course Croisière EDHEC, le peloton de fin fait une petite pause...

responsable du sponsor entre l'IMOCA 60 et Charal.

La naissance de l'embarcation

La conception du bateau vient une fois que les fonds sont réunis et c'est à cette étape que l'innovation technologique entre en jeu. Les ingénieurs, designers et bien d'autres, forment une équipe pour créer un voilier capable de résister aux pires conditions océaniques tout en offrant des performances en termes d'aérodynamisme, de résistance et de vitesse. "Chaque gramme est pris en compte" explique Yanis, un architecte naval. "Mon objectif à moi, c'est de rendre le bateau équilibré entre légèreté et résistance." Les matériaux utilisés permettent de rendre le bateau rapide et résistant, grâce au carbone, à la résine époxy... "Le plus compliqué c'est au niveau des foils, parce que si elles sont trop lourdes le bateau ne "volera" plus sur les vagues, mais si elles ne sont pas assez résistantes elles casseront à la première grosse vague." (foil: Un foil est un appendice fixé sous la coque d'un bateau, conçu pour générer de la portance en accélérant. Il soulève la coque hors de l'eau, réduisant la traînée et augmentant la vitesse.)

La conception prend donc du temps et oblige le bateau à passer par des simulations numériques pour tester les performances, qui sont donc théoriques, du bateau dans toutes les conditions possibles de rencontrer en mer. "Même les courbes de la coque entrent en jeu." Les matériaux utilisés posent des questions au



niveau du poids et de la résistance, et les courbes sont une problématique pour l'aérodynamisme.

Les plans finalisés, ils sont envoyés au chantier naval. Maintenant que tout est détaillé au millimètre près, cela ne devrait pas prendre plus d'un mois? Et bien si, pendant plus d'un an les artisans du chantier naval vont façonner le bateau IMOCA, pour faire que chaque caractéristique soit bien mise en place. "Les bateaux IMOCA sont des puzzles en 3D, avec des pièces à emboîter parfaitement." explique François Rousseau, chef de chantier naval. La construction du bateau sur le chantier naval implique la base du bateau mais également l'intégration des systèmes électroniques pour la navigation et la communication au sein de l'IMOCA.

RÉFLEXIONS ET EXPÉRIENCES

"En ce moment on teste beaucoup de matériaux plus légers, pour permettre au bateau d'aller encore plus vite, on est un peu dans un laboratoire flottant." Le processus de création d'un IMOCA est un regroupement de réflexions et d'expériences. Les architectes, les skippers, les artisans... partagent l'idée qui est que le bateau doit toujours aller plus vite. Cela met pour autant en péril la résistance. "Si on souhaite améliorer la vitesse, c'est la résistance qui en prendra un coup et donc la sécurité du skipper."

"Chaque détail compte pour assurer la sécurité et l'efficacité du voilier." L'électronique embarquée est également un critère important à prendre en compte dans le total du prix et dans la conception du voilier. Elle représente environ 7 % du coût total d'un bateau IMOCA. L'ensemble de l'électronique embarquée coûte environ 400 000 euros sur un coût total d'environ 6 millions d'euros pour le navire. Ce pourcentage reflète l'importance croissante de l'électronique dans ces voiliers de course, avec des systèmes de plus en plus sophistiqués et coûteux au fil des éditions du Vendée Globe.

Au fil des éditions du Vendée Globe, le financement des projets des skippers a évolué, passant d'une capacité

à autofinancer leurs bateaux à une dépendance accrue vis-à-vis des sponsors. Dans les premières éditions, de nombreux skippers pouvaient financer eux-mêmes leur participation grâce à des budgets moins élevés, souvent autour de quelques centaines de milliers d'euros. Cependant, avec l'augmentation des coûts de construction et de maintenance des bateaux IMOCA, qui peuvent atteindre 6 à 7 millions d'euros, les skippers se retrouvent désormais dans l'obligation de rechercher des partenaires financiers. Les dépenses liées à la course, y compris l'équipement et les coûts opérationnels annuels pouvant dépasser les 2 millions d'euros, ce qui rend difficile le financement personnel. Ainsi, la recherche de financement est devenue un véritable casse-tête pour les navigateurs, transformant leur préparation en une quête entrepreneuriale pour boucler leur budget avant même de prendre le large.

L'épreuve du feu

Une fois finalisé, le bateau est mis à l'eau pour passer un nombre faramineux de tests pour s'assurer que le skipper ne se mettra pas en danger, que le bateau pourra accueillir une charge en plus de nourriture, d'eau... sans être ralenti, que la vitesse est constante... Ces essais permettent de mettre en avant les failles et de renforcer

certain réglages pour maximiser les performances, qu'il soit question de l'aérodynamisme, de la résistance... "ces tests apprennent au bateau à marcher comme on l'apprend à un enfant." Tous ces essais incluent des cas de navigations prolongées, au cas où le skipper est un problème, des cas de tempêtes pour tester la fiabilité du voilier... Chaque donnée est prise en compte et tous les détails sont retravaillés pour en faire un IMOCA parfait.

Les courses de qualifications sont là pour évaluer la préparation d'un skipper et d'un bateau face à la mer et à l'océan. Sophie Leroux affirme que "les courses de qualifications sont cruciales et trop sous-estimées." Ces courses évaluent la résistance physique et mentale d'un skipper. Elles permettent

de tester le bateau, le skipper et les équipements de sécurité, puisque les conditions sont proches de celles rencontrées pendant le Vendée Globe.

Après toutes ces étapes, vient le jour du départ. Les Sables-d'Olonne accueille l'événement et le jour-j chaque détails compte. La météo, le positionnement sur la ligne de départ, les stratégies... tout peut influencer le début de la course ainsi que la suite. "On se demande si on a bien tout préparé et si on est vraiment prêt pour ce défi", avoue Yannick Bestaven, vainqueur de l'édition 2020.

Une fois le large atteint, les skippers se retrouvent seuls et liés à eux-même. Ils doivent jongler entre vitesse et prudence pour éviter tout accident que ce soit météorologique ou une simple erreur d'inattention. Cette première phase est primordiale pour établir son propre rythme à tenir toute la course et fixer son état mental. "La descente de l'Atlantique est un exercice d'équilibriste", explique Marc Guillemot, navigateur français et météorologue de la course. C'est pendant cette première phase que les skippers mettent en place leur rythme de vie, à bord de leur voilier, propre à eux-mêmes. Seul sur une embarcation en plein océan Atlantique, le sommeil ne peut être que par phases pour éviter de dériver ou le moindre accident. Viser le bon cap est primordial pendant la course, ce qui explique le temps de sommeil plus que minime.

Monstres des mers

Marc Guillemot dit en parlant des océans Indien et Pacifique que «C'est un autre monde. Cette transition entre les deux océans est meurtrière et force à être concentré à 100%».

Le Vendée Globe force les skippers à passer par des océans et des mers hostiles, ce qui les force à être constamment vigilant face aux dangers comme des icebergs, des gros poissons tapant la coque... Cette vigilance constante à laquelle s'ajoute la solitude et l'isolement de tout, devient un facteur psychologique important à contrôler pour ne pas perdre la tête.

Le Vendée Globe a connu plusieurs accidents graves au fil des éditions. En 1996, Raphaël Dinelli a chaviré dans l'océan Indien et a été secouru par un autre skipper après 36 heures dans l'eau glacée. En 2008, Yann Eliès s'est



La vue du bateau n°1 des Voiles de l'IGS pendant la Course Croisière EDHEC, au troisième jour de course

gravement blessé et a attendu plus d'un jour les secours. En 2009, Jean Le Cam a chaviré au cap Horn et a été secouru par Vincent Riou, un autre skipper participant à la course. Plus récemment, les collisions avec des objets flottants non identifiés (OFNI) et même des cachalots ont causé des abandons. Ces incidents soulignent les dangers extrêmes de cette course en solitaire autour du monde.

La marine australienne joue un rôle crucial dans les opérations de sauvetage du Vendée Globe, principalement en raison de sa position avantageuse. Une grande partie de la course se déroule dans l'océan Indien et le Pacifique Sud, relativement proches des côtes australiennes. L'Australie, avec sa marine puissante et son expertise en sauvetage maritime, est souvent la mieux placée pour intervenir rapidement dans ces eaux isolées et dangereuses. L'Australian Maritime Safety Authority coordonne ces efforts au niveau international. Pour faciliter les interventions, une «zone d'exclusion antarctique» a été établie, maintenant les voiliers à portée des moyens de secours australiens. Cette implication est vitale pour la sécurité

des skippers, comme l'a démontré le sauvetage spectaculaire de Yann Eliès en 2008, où la frégate Arunta a parcouru 2000 km en moins de deux jours pour le secourir. La participation de la marine australienne est ainsi devenue un élément essentiel de la sécurité de la course.

Les Cinquantièmes hurlants est également une zone redoutée des navigateurs, représentant un défi pour les participants du Vendée Globe. Situés entre 50° et 60° de latitude sud, ces vents violents et constants créent un environnement maritime particulièrement hostile. Les skippers y affrontent des tempêtes parmi les plus violentes de la planète, avec des vents pouvant dépasser les 100 km/h et des vagues atteignant parfois plus de 20 mètres de hauteur. L'absence de masses terrestres dans cette région permet aux dépressions de se développer sans entrave, générant des conditions météorologiques imprévisibles et dangereuses. Les eaux glacées augmentent les risques d'hypothermie en cas de chute à la mer, tandis que la présence d'icebergs constitue une menace constante pour l'intégrité des bateaux. La navigation dans les Cinquantièmes hurlants exige une vigilance extrême, une excellente préparation et une grande expérience, mettant à l'épreuve les compétences et la résistance des marins solitaires du Vendée Globe.

Les pilotes automatiques jouent aussi un rôle crucial dans le Vendée Globe. Ils permettent aux skippers de naviguer en solitaire sur de longues périodes. Cependant, ces équipements peuvent parfois être source de problèmes majeurs. En 2012, Zbigniew «Guttek» Gutkowski a dû abandonner la course après seulement 11 jours en raison de défaillances répétées de son pilote automatique. Plus dramatiquement, en 2000, Yves Parlier a subi un démâtage suite à une erreur liée à son pilote automatique. Alors qu'il tentait de réparer le moteur d'un pilote plus sophistiqué, il avait basculé sur un appareil moins intelligent, entraînant une perte de contrôle fatale pour son mât.

«C'est un autre monde. Cette transition entre les deux océans est meurtrière et force à être concentré à 100%».

MARC GUILLEMOT

Le "Cap Dur"

L'approche du Cap Horn est un moment crucial de la course. Le Cap Horn, situé à l'extrémité sud de l'Amérique du Sud, est un lieu emblématique de la navigation mondiale. Ce promontoire rocheux de 425 mètres d'altitude marque la rencontre des océans Atlantique et Pacifique. Découvert en 1616, il est célèbre pour ses conditions météorologiques extrêmes, avec des vents violents et des vagues gigantesques. Ce mythique Cap marque l'arrivée au deux tiers de la course, ce qui, pour beaucoup, remonte le moral et booste pour finir la course. Ce Cap marque aussi la fin de la zone dite comme la plus dangereuse et montre donc la réussite technique des skippers et des bateaux IMOCA. "C'est à la fois un soulagement et un autre défi

qui commence. On sait que le plus dur est derrière nous, mais la suite n'est pas non plus facile" explique Marc Guillemot. Le Cap Horn, aussi surnommé "Cap dur", en raison du danger que représentent les mers du sud, marque l'entrée dans la dernière phase de la course.

Après avoir franchi le "Cap dur", il reste encore la remontée de l'Atlantique Nord. Cette remontée présente aussi ses défis propres à elle-même. Entre courants contraires et tempête hivernale, la dernière phase du Vendée Globe est décisive. "C'est pendant cette dernière étape que va se jouer la victoire. L'arrivée se rapprochant et la fatigue continuant d'augmenter, ce n'est pas le moment de faire une erreur. "La fatigue accumulée rend la remontée longue et périlleuse, mais c'est là qu'il faut se démarquer et rester compétitif." Après trois mois et demi sur un bateau de 18 mètres en ne voyant que le bleu de l'eau et celui du ciel, les skippers puisent dans leurs dernières ressources pour ne pas fauter aux portes de l'arrivée.

Après avoir survécu les skippers

sur l'eau pendant plus de trois mois, le Vendée Globe touche à sa fin, bien que la course ait duré bien plus de trois mois. Avec un départ plus d'un an avant en trouvant ses sponsors, les bateaux IMOCA ont été l'œuvre d'un travail acharné, que ce soit par les architectes, les constructeurs et les skippers. Sans les sponsors, ça n'aurait pas été possible. Car oui, ils apportent un soutien financier permettant aux IMOCA de participer à la course.

Le sponsoring du Vendée Globe et des différents IMOCA, ne se limite donc pas à un simple soutien financier, mais il devient une collaboration où chaque parti tire son profit. Les marques sont mises en avant à l'échelle mondiale avant, pendant et après la compétition et crée une connexion avec le public. Les constructeurs ont les financements requis pour construire l'IMOCA et les skippers ont donc la possibilité de participer à la course. L'esprit d'équipe et l'esprit de compétition sont mis en avant pendant la course montrant que ce n'est pas une aventure en solitaire. Charlie Dalin actuellement en tête compte bien gagner cette édition après être arrivé en deuxième position en 2021 et ses objectifs sont clairs "Faire encore et toujours mieux avec en ligne de mire, le Vendée Globe 2024." ■



La Terre sur la réserve

La planète s'approche dangereusement de ses limites environnementales. Le réchauffement climatique pousse à bout de nombreux écosystèmes terrestres. Parmi ces limites, on compte la montée des eaux et l'acidification des océans, dont les conséquences sont nombreuses et dévastatrices. **Florent THOMAS DIT LOVATIER**



Disparition de 73% des populations d'animaux sauvages en un demi-siècle, montée des eaux de plus de 30 centimètres d'ici 2050, submersion d'îles entières dans le Pacifique ou encore la transformation de la Bretagne en un archipel. La survie des animaux comme des Hommes sur notre planète est plus que jamais remise en question. Et la cause de tous ces malheurs est la même : les activités humaines. La Terre atteint ses limites.

La montée des eaux est l'une d'entre elles. La première raison de cette augmentation est simple : si vous placez une bouteille remplie d'eau au congélateur pendant quelques heures, elle éclate car l'eau prend plus de place quand elle est sous forme de glace. Quand nos océans se réchauffent, c'est le même principe (inversé) qui s'applique puisque le volume de l'eau augmente quand sa température s'élève.

Camille Risi, climatologue à l'Université Pierre et Marie Curie, explique la deuxième raison provoquant l'augmentation du niveau des mers : avec l'effet du réchauffement planétaire, « les glaciers continentaux de montagne (comme la calotte du Groenland) fondent, cette eau se déverse alors dans l'océan et contribue à l'augmentation du niveau des mers ». Attention, « la fonte de la banquise ne contribue pas à l'élévation du niveau des mers parce que c'est de l'eau (à l'état solide) qui se trouve déjà dans l'océan », elle ne fait que flotter. C'est comme si vous faites fondre un glaçon dans un verre d'eau, le niveau ne montera pas puisque le glaçon flottait déjà dans l'eau.

Les glaciers ne se reforment pas, « c'est un système assez irréversible, en tout cas pour ceux qui sont en train de fondre comme la mer de glace, d'ici 50 ans il n'y aura plus de glacier dans les Alpes » déclare Gilles Pinay, directeur adjoint scientifique au CNRS (Centre National de Recherche Scientifique) en charge de l'environnement sur les surfaces continentales et leurs interfaces. Pour la neige ce sera très chaotique. Selon Camille Risi, « pour l'instant ces deux causes contribuent de manière à peu près égale à la montée du niveau des mers ».

Une autre conséquence est la fonte des glaces à l'intérieur des montagnes. Elles jouent le rôle de colle en solidifiant les roches entre elles, leur fonte les déstabilise, ce qui provoque davantage d'éboulements et d'avalanches, en majorité à haute altitude. Mais il n'y a pas de risques d'effondrement complet des montagnes. Le plus gros changement est que les chutes de pierres sont plus régulières.

La hausse du niveau de la mer est trois fois plus rapide aujourd'hui que pendant la période 1901-1971.

RAPPORT DU GIEC DE MARS 2023

Gerhard Krinner, directeur de recherche du CNRS et membre de l'Institut des Géosciences de l'Environnement, identifie un effet d'origine humaine ayant légèrement ralenti cette augmentation : la construction de nombreux barrages hydroélectriques dans les années 1950 à 1970, « ils ont stocké une masse d'eau supplémentaire sur les continents, c'est une contribution pas tout à fait négligeable » bien qu'elle soit minime.

Camille Risi affirme que des régions côtières et des îles entières vont voir « leur surface diminuer, certains territoires proches du niveau de la mer vont même disparaître ». C'est aussi ce qu'assure Gilles Pinay : « certaines îles du Pacifique à très basse altitude, de l'ordre de quelques mètres, vont être rayées de la carte ».

Gilles Pinay précise que « le fait que l'eau remonte empêche aussi les fleuves de se vider dans les océans puisque ça fait monter de la même façon le niveau de l'eau » dans ces mêmes fleuves. De plus le trait de côte recule sans cesse à cause de l'érosion. Mais il ne faut pas se focaliser uniquement sur le niveau moyen des mers, « la surcote lors de marées hautes et d'importantes tempêtes » compte également beaucoup, selon Gerhard Krinner.

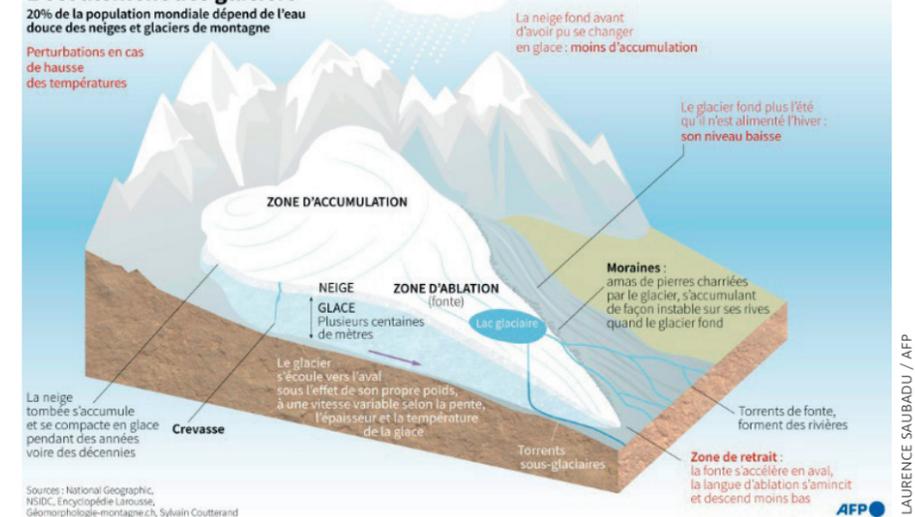
La surcote désigne une surélévation du niveau de la mer provoquée par plusieurs phénomènes, qui peuvent s'additionner les uns aux autres comme le vent, la diminution de la pression atmosphérique et la houle. « Ce sont les extrêmes qui sont surtout importants, un événement qui se déroule actuellement tous les cent ans peut alors arriver tous les dix ans ou tous les ans ». Ce sont eux « qui ont le plus d'impact immédiat ».

Gilles Pinay note aussi l'impact de l'élévation du niveau de la mer sur les eaux souterraines proches des côtes.

L'écoulement des glaciers

20% de la population mondiale dépend de l'eau douce des neiges et glaciers de montagne

Perturbations en cas de hausse des températures



« C'est ce qu'on appelle le biseau salé, on a de l'eau de mer qui va se mélanger avec cette eau souterraine des nappes phréatiques ». En rentrant dans les nappes, elle rend impropre à la consommation l'eau douce qui y est présente.

Un danger pour les populations ?

Le plus gros problème lié à la montée des eaux est qu'un tiers de la population mondiale vit sur les côtes. De grosses inondations provoquent alors facilement d'importants dégâts, à l'image de ce qu'il s'est passé dans la région de Valence à la fin du mois d'octobre 2024. Ponts, routes, voitures et même certains bâtiments : rien n'avait résisté. Le bilan humain était d'au moins 223 morts.

Gerhard Krinner évoque « un problème de mal-adaptation. Si vous construisez des barrages dans des villes côtières pour vous protéger contre la montée des eaux pendant un certain temps, vous incitez les habitants de la ville à continuer à vivre, à bâtir, et à entretenir les infrastructures jusqu'au moment où la montée des mers sera trop importante. Et dans ce cas-là vous avez investi pendant des décennies alors que c'était déjà perdu d'avance ».

Le directeur de recherche affirme que le problème de « la montée du niveau des mers est qu'elle est irréversible et

va continuer pendant très longtemps. Si on arrête le changement climatique (qui se situe à environ +1,3°C actuellement), et donc l'émission de GES (gaz à effet de serre) notamment le CO², la température va se stabiliser très rapidement ».

Le réchauffement des océans est plus rapide au cours du siècle dernier que depuis 11 mille ans.

RAPPORT DU GIEC DE MARS 2023

Mais le problème est que les océans continueront de se réchauffer en profondeur tant qu'ils ne seront pas au même niveau que le nouveau climat de la surface qu'on a créé. C'est pareil pour la fonte des glaciers.

Pour le siècle à venir, « si on ralentit le changement climatique en modérant nos émissions, le niveau de la mer va monter moins vite, ce qui nous laisse du temps pour mettre en œuvre des solutions intelligentes comme le ré-ensablement » ou la plantation « de forêts de mangrove qui permettent de limiter les surcotes en cas d'inondations extrêmes ».

Le problème de l'acidification des océans

La climatologue Camille Risi affirme que « l'acidification des océans n'est pas directement liée au réchauffement climatique mais plutôt à l'augmentation de la concentration en CO² dans l'atmosphère », ce qui a deux conséquences : le réchauffement climatique et l'acidification des océans. Gilles Pinay précise que « le premier compartiment de la planète qui capte le CO² qu'on émet est la mer ». Une fois dans les océans, le CO² se dissout et se diffuse dans l'eau mais la conséquence est que cela finit par acidifier les océans.

Ce n'est pas sans répercussion sur le PH de l'eau notamment. Un PH neutre se situe aux alentours de 7, plus on descend plus c'est acide et plus on monte plus c'est basique. Mais modifier le PH des mers et océans a un réel impact. C'est ce que confirme Gilles Pinay : « quand on passe de 7 à 6 de PH ça n'a l'air de rien comme ça mais on multiplie par dix la concentration d'acide dans l'eau. Dans les endroits où l'acidité de l'eau augmente, on a une disparition quasiment totale de toutes les espèces qui créent des coquilles en calcaire. « Ça peut être des coraux durs ou tout ce qui est mollusque ».

Ces espèces pourraient disparaître parce qu'elles ne seront plus capables de sécréter le carbonate de calcium

qui leur permet de « créer leur carapace ou leur squelette dur comme les coraux parce que l'eau devient acide ». C'est une menace à très long terme mais qui peut se matérialiser à cause de l'augmentation de la température. « On pourrait avoir un problème sur la chaîne alimentaire, pas une disparition d'espèces mais disons que les individus pourraient commencer à migrer ailleurs pour aller chercher leur nourriture » affirme l'écologue marin Jean-Vincent Vieux.

Comme le climat, les eaux se réchauffent

Un autre problème associé au réchauffement climatique est l'augmentation de la température de l'eau à long terme, notamment en Méditerranée. L'été dernier, la mer a régulièrement atteint les 28°C. « C'est un stress pour les espèces côtières qui ne peuvent pas résister pendant très longtemps à ce changement de température » précise Jean-Vincent Vieux.

L'écologue marin explique que « d'autres points encore en étude sont intéressants comme l'herbivorie des poissons, en Méditerranée c'est surtout la saupe ». Ces poissons ont tendance à manger davantage quand l'eau devient plus chaude et se dilate. « Il se trouve qu'ils mangent une des plantes qu'on essaie de protéger en Méditerranée qui est la posidonie. On se demande si avec l'augmentation de la température et ce potentiel d'herbivorie qui ne fait que grandir, ils ne pourraient pas commencer à raser comme une tondeuse les prairies et les forêts sous-marines de Méditerranée ». Ce serait un effet collatéral de tout ce dérèglement de la chaîne alimentaire.

La modification des écosystèmes marins touche inégalement les espèces qui y vivent. À l'inverse de la surface, il n'y a pas de frontière, ce qui facilite la circulation de la faune. Les espèces peuvent partir et revenir à leur guise tant que les conditions leur conviennent. Jean-Vincent Vieux précise que « dans certaines mers chaudes, on a parfois un enrichissement de biodiversité du fait de l'arrivée d'espèces » qui s'établissent durablement. « Mais il y a des cas où les

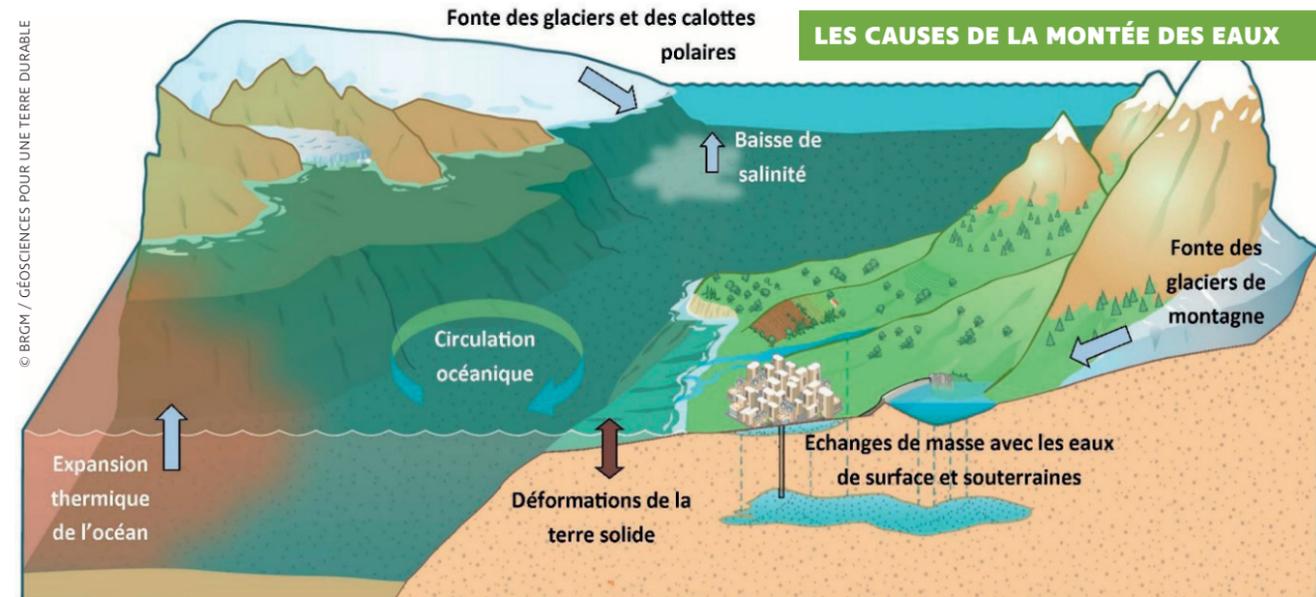


Cette combinaison de deux photographies montre le glacier du Rhône en Suisse, partiellement recouvert d'un tissu isolant pour l'empêcher de fondre le 14 juillet 2015 (en haut), et (en bas) le glacier du Rhône au même endroit le 30 septembre 2024.

espèces qui viennent de mer Rouge par exemple tendent à remplacer les animaux locaux ».

Les espèces invasives qui touchent la Méditerranée viennent principalement du canal de Suez qui a ouvert un passage. L'écologue marin tempère : « la très grande majorité des espèces qui

tendent de passer n'y arrivent pas », l'eau y est plus fraîche, la nourriture trop différente. Ces espèces doivent aussi posséder les compétences



© BRGM / GÉOSCIENCES POUR UNE TERRE DURABLE

© FABRICE COFFRINI / AFP



© CREANCRACKERS ET INSEE ANALYSES

Le réchauffement n'est pas irréversible mais plus on attend pour agir, plus il va s'accroître. De plus Gilles Pinay précise qu'il ne faut pas oublier « l'effet retard. Les conséquences de ce qu'on fait mettent du temps à se matérialiser, on commence à s'en rendre compte car on le vit tous les jours, à peu près tout le monde sur la planète. Le retour ne sera pas dans les mêmes conditions, on aura une évolution du système terre ».

Les scientifiques estiment bien connaître la mécanique de chaque élément évoqué (acidification, montée des eaux...) mais disent avoir du mal à percevoir les effets cumulés des uns par rapport aux autres.

Le directeur adjoint scientifique glisse qu'il « est très difficile de connaître le temps de réponse des systèmes et leur évolution. Il y a des effets, des points de bascule qui font qu'à un certain moment le système passe dans une autre phase. On va avoir des décrochements, une accélération des processus parce que les effets tampons des écosystèmes n'auront plus lieu. On les approche dangereusement ».

Des politiques pas à la hauteur ?
Le contexte environnemental d'urgence absolue devrait inciter les politiques à s'unir et à évoquer ensemble les solutions pour lutter contre le réchauffement climatique et ses conséquences. Mais nous n'en prenons pas le chemin, la députée écologiste Marie Pochon estime que le camp présidentiel « a même plutôt pour priorité de dézinguer tout ce qu'il existe de réglementation en matière environnementale ou climatique ».

Pour l'élue de la Drôme ce devrait être « un sujet de préoccupation de l'ensemble des décideurs politiques », elle déplore le « fort rôle de lobbies qui ont la main mise sur la décision politique telle qu'elle est aujourd'hui ». L'écologie pourrait donc devenir une valeur universelle, sans parti ni opinion politique particulière afin de toucher tous les citoyens mais pour Marie Pochon, si l'écologie se situe toujours dans les blocs de gauche peu importe où elle prospère, c'est parce « qu'il faut réussir à penser le partage

© MALAURY MORIN / BLUTOPIA

les océans. Si on n'émet plus de GES, on va arrêter l'acidification mais pas désacidifier les océans. Le retour à la normale va prendre des centaines d'années. Il en va de même pour la fonte des glaciers, elle va s'arrêter mais ils ne vont pas se reformer.

Camille Risi affirme que « des gens (scientifiques et ingénieurs) travaillent sur des méthodes de géo-ingénierie, pas encore opérationnelles pour le moment et qui ne résolvent pas tous les problèmes. La plupart des personnes qui regardent les problèmes de manière globale s'accordent à dire que l'atténuation est la meilleure méthode ».

« Si on installe des panneaux réfléchissants pour réduire le rayonnement dans le but de refroidir la planète en même temps qu'on la réchauffe par les GES. Ça résout un problème qui est le réchauffement mais pas l'acidification des océans. De plus ça perturberait le cycle de l'eau et la distribution des pluies. Ça a des conséquences dramatiques ».

« Avec une solution technique, on peut résoudre un problème mais on en aggrave d'autres ». Il faut voir les problèmes environnementaux de manière globale. C'est la raison pour laquelle les rapports du GIEC étudient tous les impacts des solutions de cette manière. Si on se dirige vers la sobriété, on atténue le réchauffement climatique et on améliore la qualité de vie des gens, c'est un co-bénéfice.

biologiques pour s'adapter. Le poisson-lapin a réussi et il pose un vrai problème en Méditerranée orientale : « il rase et met à nu les roches, enlève les algues et plantes marines locales, ce qui pose un problème au niveau de la chaîne alimentaire ».

Ces espèces dites « invasives » peuvent s'implanter car « l'écosystème n'est pas en bonne santé » au moment où elles arrivent. « C'est le cas de l'algue tueuse des années 1980 qui a pu s'implanter parce que les herbiers de posidonie étaient en mauvaise santé. C'était vraiment un très gros problème à l'époque et les gens avaient peur d'une tropicalisation de la Méditerranée ».

« On ne va pas aller vers un effondrement de la biodiversité ». La principale question réside dans l'adaptation des espèces locales. « Ces changements de température trop rapides et qui durent dans le temps sont une menace. On a une inquiétude sur le fait que les espèces puissent arriver à s'adapter avec les générations, évoluer et puis développer des gènes de résistance, on n'est pas certain que ça puisse arriver ».

Imaginons qu'on arrête d'émettre des GES dès demain, le CO2 ayant une durée de vie très longue, il restera des siècles dans l'atmosphère, pareil dans

et la répartition de la valeur et des richesses. L'écologie est une question d'équilibre entre nos besoins et ce que la planète peut nous offrir ».

Jean-Marc Governatori, président du mouvement politique Écologie au Centre, assure qu'il est « indispensable » que l'écologie se détache de son image de gauche. Elle doit être rassembleuse. « L'écologie résout les problématiques financières. L'écologie c'est le plein emploi, c'est la pleine santé. Elle doit parler à tout le monde. Si vous affichez l'écologie à gauche ou à droite, vous vous coupez d'une partie significative de la population ».

La montée des eaux va inévitablement entraîner de grandes migrations climatiques. Pour Jean-Marc Governatori : « avec la crise du logement, de l'école et de l'hôpital vous ne pouvez pas accueillir tous les gens qui veulent venir. Il est clair que si ça continue comme ça et qu'on est face à des millions de réfugiés climatiques, ça va conduire à une guerre civile ».

« Le terme de croissance économique est dépassé, comme les mots droite et gauche, ce qu'il faut c'est une activité humaine compatible avec la biosphère dont les priorités sont le plein emploi et la pleine santé, ce sont les conditions »

JEAN-MARC GOVERNATORI, PRÉSIDENT D'ÉCOLOGIE AU CENTRE

Marie Pochon a un avis moins catastrophiste, elle veut d'abord « atténuer au mieux les émissions de gaz à effet de serre pour éviter un maximum de ces migrations forcées ». La députée entend défendre « la liberté de rester chez soi qui tient aux politiques climatiques plus ou moins ambitieuses qu'on pourra mettre en place ». L'élue veut également préserver « le droit à migrer », elle dit être favorable à « la liberté de mouvement ».

« La capacité à accueillir et à anticiper ces énormes flux de populations qui vont advenir dans notre pays est un travail immense quand on voit là où on en est, c'est à dire à pointer du doigt l'étranger », tacle Marie Pochon.

« Le politique doit promouvoir la seule économie qui fonctionne : l'économie de la nature »

Jean-Marc Governatori prône l'économie circulaire et souhaite un changement de modèle. « La règle ne doit plus être de produire » sans compter « parce que c'est impossible sur une planète qui fait 12800 km de diamètre avec un stock de produits finis ». Le zinc, le cuivre et plus généralement les métaux rares sont indispensables à notre société actuelle mais leurs stocks sont incompatibles avec l'utilisation intensive et déraisonnée qu'on en fait.

« Vous ne pouvez pas sortir de l'économie circulaire qui est l'économie de la nature. Les trois seules options sont de recycler, réparer et réemployer. Et à ce moment-là vous réconciliez économie et écologie. De plus ça crée du lien social, du pouvoir d'achat et des emplois parce que quand vous prenez une décision écologiste vous avez des avantages collatéraux. Alors que quand vous prenez une décision non-écologiste vous avez des inconvénients collatéraux ».

La réélection d'un climatocéphale notoire tel que Donald Trump à la tête des États-Unis ne va pas aider à lutter contre le réchauffement climatique et ses impacts. Le nouveau président a même fait de la fracturation hydraulique une de ses priorités. Pour preuve il a nommé un magnat de l'extraction de gaz naturels à la tête du ministère de l'énergie. L'échec de la COP 29 vient de montrer s'il en était encore besoin la faillite absolue des grandes puissances face au péril environnemental. ■

L'acidification des océans a augmenté de 30% depuis 200 ans, soit 100 fois plus vite qu'au cours des 55 dernières millions d'années.





SNCF DES DÉSACCORDS INTERNES DURABLES

Après une grève de 24h le 24 novembre, qui n'a été suivie que par 1 cheminot sur 4, les 4 principales organisations syndicales de la SNCF, à savoir la CGT Cheminots, l'UNSA ferroviaire, Sud Rail et la CFTD Cheminots, ont publié le 25 novembre, un communiqué commun, pour appeler leurs collègues à une grève reconductible à partir du 11 décembre.

Malgré des échanges entamés les 3 et 4 décembre, avec le ministère des transports et la direction du Groupe SNCF, le préavis de grève a été maintenu, mais l'UNSA et la CFTD ont annoncé à partir du 6 décembre, qu'ils retireraient leur appel, suite à un accord trouvé avec la direction qui a été signé par l'ensemble des syndicats. Même si la CGT et Sud Rail maintiennent leur position, le trafic ne sera pas fondamentalement impacté au niveau national.

Les revendications concernent trois points principaux : la demande d'un moratoire sur le processus de

discontinuité de Fret SNCF, l'arrêt du processus de filialisation des trains TER, Transilien et Intercités, ainsi que la mise en place d'une législation concrète et efficace pour le financement et la modernisation du réseau ferré.

Selon les données officielles de la SNCF, depuis 1947, la société a connu au moins une grève par an. Toutefois,

cette statistique est à prendre avec prudence. La masse de journées de travail perdues chaque année est très variable, et les mouvements sociaux de grande ampleur ne sont pas organisés chaque année. Les périodes de vacances ou de jours fériés, ne sont pas systématiquement touchés. Certaines grèves sont restés dans les mémoires, comme en 1968, une année de révolte générale dans tout le pays, en 1995,

Dans la gare de Paris Montparnasse, les foules entremêlent en permanence tout au long de la journée. Cette gare est à la 4e position des plus fréquentées de la capitale en 2023, avec plus de 64 millions de voyageurs.

Le 25 novembre 2024, les syndicats de la SNCF ont publié un communiqué unitaire, pour appeler leurs collègues à une grève reconductible à partir du 11 décembre prochain. Cette annonce intervient à quelques semaines des fêtes de fin d'année, période durant laquelle ses mouvements sont fréquents. **TEXTE ET PHOTOGRAPHIES DE THOMAS LE JOLY**

contre la fin des régimes spéciaux, ou plus récemment en 2019-2020, contre la réforme des retraites qui a causé la grève la plus longue de l'histoire de la SNCF avec 29 jours.

François Delétraz est le président de la Fnaut, la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports. Selon lui, la solidarité des usagers à l'égard des revendications des syndicats peut être différente selon les causes qui sont défendues : « Quand les cheminots font la grande grève dans les années 90, sur la problématique des retraites, les Français les ont soutenus. Quand ils font grève pour une augmentation de salaire, les Français ne les soutiennent pas. [...] Cela dépend des revendications ».

Un service public ferroviaire remis en question

La SNCF a été fondée en 1937. Elle résulte d'une convention signée entre l'Etat et les différentes compagnies privées de l'époque. Les chemins de fer français sont donc passés du privé au

public, puisque les établissements précédents étaient en fort déficit, avec des pertes cumulées de 30 milliards de francs.

Au tout début, la SNCF était une Société anonyme d'Economie Mixte (SEM), avec une part de l'Etat à 51% du capital. Les 49% restants, sont détenus par les actionnaires des sociétés financières qui possédaient les anciennes compagnies privées. Ce statut particulier, fait de la SNCF une entreprise de droit privé, avec une gouvernance majoritaire du pouvoir public.

Les cheminots de cette structure ne deviennent pas des fonctionnaires, mais la plupart des agents peuvent

bénéficier d'un statut particulier, dit d'agents de « cadre permanent » sous certaines conditions. Il s'agit du statut « cheminot », qui permet notamment de cotiser à un régime spécial de sécurité sociale et de retraite, mais aussi d'avoir accès à d'autres avantages sociaux. Les autres employés n'ayant pas ce statut, sont des agents « contractuels », avec des contrats de droit privé et ils cotisent au régime général, mais peuvent avoir des avantages communs avec leur collègues « au statut ». Ces contrats existent depuis 1920, donc avant la fondation de la SNCF.

« Quand les cheminots font la grande grève dans les années 90, [...] les Français les ont soutenus. Quand ils font grève pour une augmentation de salaire, les Français ne les soutiennent pas. »

François Delétraz, président de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (Fnaut)

Cet équilibre de gouvernance entre pouvoir public et acteurs privés, est fixé pour une durée limitée de 45 ans. Par conséquent, le 1er janvier 1983, l'ensemble des parts du privé reviennent au public. L'Etat devient donc actionnaire unique, et décide de transformer le statut de la SNCF en un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), ce qui en fait un service public à proprement dit. Les agents de l'ancienne Société anonyme, intègre le nouvel

Les affichages en gare nous permettent déjà de voir que la SNCF est divisée en plusieurs sociétés. Ici, nous voyons « Gares & Connexions » pour la gestion des gares, ainsi que « Voyageurs » pour la gestion de l'offre commerciale pour les usagers.



Etablissement Public, en gardant leur statut spécifique.

A partir des années 1990, des décisions européennes pour favoriser l'ouverture à la concurrence, imposent une séparation entre la gestion des infrastructures et l'exploitation des services de transport. C'est donc le 13 février 1997 que Réseau Ferré de France (RFF) est créé par scission de la SNCF, pour devenir propriétaire des voies. RFF est chargé des décisions pour l'aménagement, le développement et la valorisation du réseau. Parallèlement, SNCF se voit chargé de l'exploitation et de l'entretien du réseau, en payant un « droit de péage » à RFF, qui rémunère lui-même le travail d'entretien de la SNCF sur ses infrastructures.

Ce va-et-vient financier entre les deux structures, est réformé en 2014 avec la réunification de SNCF et RFF au sein d'une même entité. Cette entité s'organise en trois EPIC, un EPIC de tête, l'EPIC SNCF Réseau pour la gestion des infrastructures et l'EPIC SNCF Mobilités pour gérer l'exploitation des trains.

À partir du 1er janvier 2020, la SNCF change une nouvel fois de statut d'entreprise, en devenant une Société Anonyme (SA) à Capitaux Publics, et en s'organisant avec une SA de tête qui est Groupe SNCF, qui elle-même administre d'autres SA, qui ont chacune leurs compétences dans le Groupe. L'Etat reste actionnaire unique de

toute cette organisation. Ces sociétés « filiales » sont notamment SNCF Réseau, SNCF Voyageurs (pour la gestion de l'offre aux voyageurs), Fret SNCF, SNCF Gare & Connexions (pour la gestion des gares), ou encore des entreprises qui exercent des activités en dehors du ferroviaire, comme Geodis (transport routier) ou Keolis (mobilités urbaines).

« Le problème, c'est qu'il y a beaucoup de mots, mais il n'y a pas beaucoup d'euros. »

Thomas Cavel, Secrétaire Général de la CFDT Cheminots

Selon François Delétraz, l'organisation actuelle de la SNCF a modifié ses intérêts : « La SNCF n'est plus un service public. Malheureusement, ça a été décidé par le gouvernement et par la Commission européenne. [...] Le TGV ne peut plus avoir de subvention. [...] La SNCF est une Société Anonyme qui appartient à l'Etat mais qui est tenue de faire des bénéfices en fin d'année. [...] Le TER est encore un service public puisqu'il est subventionné par les régions, mais en système national, la SNCF ne l'est plus »

Les syndicats semblent partager cette analyse, notamment Axel Persson, conducteur de trains Transilien et TER, et Secrétaire Général de la CGT

Cheminots de Trappes : « La SNCF l'assume, elle dit "oui, nous ne sommes plus un service public, donc pour quoi on devrait faire rouler des trains si on sait qu'en vendant plus cher, on pourra de toute façon les remplir ?" Donc c'est une logique qui est à rebours de notre vision de la société. [...] Dans un contexte où les gens s'appauvrissent et où il y a une montée de la conscience écologique, nous on estime qu'il faut un outil, sous le contrôle démocratique de la société, qui puisse permettre de répondre à ces besoins, et c'est tout le contraire de ce qu'ils sont en train de mettre en place. »

Thomas Cavel, le Secrétaire Général national de la CFDT Cheminots, est plus modéré sur le sujet : « Je pense que la SNCF, contrairement aux idées reçues, est une entreprise et un groupe qui va bien. [...] La SNCF est une entreprise qui est capable d'être au rendez-vous et de délivrer un service sans faille quand il y a des grands rendez-vous, comme les JO par exemple. Par contre, c'est une entreprise qui est confrontée à des politiques publiques qui sont catastrophiques. Parce que lorsqu'on parle des JO, c'est très bien, mais pour tous les usagers, le train du quotidien, c'est mieux quand même. C'est normal, parce que c'est ça le service public. Il faut qu'il y ait un réseau ferré qui soit entretenu, développé, maintenu et régénéré. [...] Le problème, c'est qu'il y a beaucoup de mots, mais il n'y a pas beaucoup d'euros. Et donc aujourd'hui, la SNCF est une entreprise qui a un corps social avec des cheminots qui sont très engagés, mais il y a des politiques publiques qui ne sont pas à la hauteur, notamment sur le financement. »

La question du Fret

Le sujet à propos du démantèlement du Fret, et l'un des axes principaux des revendications. En effet, à partir du 1er janvier 2024, la filiale Fert SNCF, sera liquidée pour être divisée en deux nouvelles entreprises, qui seront Hexafret (pour gérer les transports de marchandises) et Technis (pour la maintenance des locomotives).

Axel Persson nous détaille cette mesure : « depuis 2006, il y a la

possibilité pour d'autres entreprises d'opérer sur le réseau, donc de faire concurrence à Fret SNCF. Il a été estimé que, compte tenu du fait que le financement qu'a reçu Fret SNCF venait surtout de l'Etat, cal ne permettait pas aux opérateurs privés de rentrer dans le marché. Ils ont donc décidé de fermer Fret SNCF pour supprimer cet obstacle, et ont ordonné aussi que les 23 trains les plus rentables, soient transférés à titre gratuit aux opérateurs privés, avec à la clé des suppressions d'emplois, soit environ 500 sur les 5500 postes actuels. [...] Pour les 5000 postes restants qui ne sont a priori pas supprimés, ils ont dit qu'à partir du 1er janvier, ils seront embauchés dans des nouvelles entreprises qui n'ont rien à voir avec la SNCF, puisque ce ne sera pas les mêmes statuts, ni les mêmes droits. Ce ne sera même pas les mêmes actionnaires. Actuellement, l'actionnaire unique est l'Etat, mais d'ici quelques années, des actionnaires privés pourraient entrer au capital. »

La demande des syndicats à propos de cette démarche, est donc la mise en place d'un moratoire pour que les agents impactés puissent être replacés ci-nécessaire et que leurs droits contractuels soient préservés.

Les acquis sociaux des agents impactés

Le statut particulier des cheminots SNCF, est souvent sujet à débat. Selon les organisations syndicales, ces droits sociaux sont souvent remis en cause par les politiques publiques de l'Etat actionnaire.

Tout d'abord, il y a le « statut cheminot », qui a vu son accès restreint ces dernières années, comme nous l'explique Thomas Cavel : « En 2018, il y a une loi qui a mis fin au recrutement au statut. Le politique a fait un lien entre la dette de 50 milliards d'euros, qui provenait de l'infrastructure, [...] et qui avait été requalifiée par l'INSEE comme dette d'Etat, [et le coût du statut des cheminots]. Le gouvernement de l'époque, qui avait très à cœur de passer pour un réformateur s'est dit, "moi, je vais réformer, [...] et je vais surtout m'attaquer à un symbole, allons-y sur les cheminots et allons-y sur le statut." Et donc, ils ont fait un

lien en disant, "on prend une part de la dette, moyennant une fermeture du statut cheminot", ce qui n'avait rien à voir, si ce n'est que ça sous-entendait que la dette était liée à un droit social, ce qui n'était pas le cas. »

Cette volonté de supprimer le statut, s'est aussi illustrée en 2020 selon Axel Persson : « historiquement, je peux partir à 50 ans, ou 55 ans si je suis un agent sédentaire. Maintenant c'est plus tard, mais on a toujours un système spécifique qu'on a réussi à préserver. [...] Depuis le 1er janvier 2020, tous les nouveaux cheminots qui rentrent dans l'entreprise, n'ont pas le droit de cotiser à ma caisse de retraite. Ils sont obligés de cotiser au régime général [...], ce qui va créer un déficit, puisqu'il y a des gens qui vont partir en retraite, mais il n'y a pas de nouveaux cotisants. [...] L'Etat compense ce déficit-là. [...] Nous ont dit oui. Mais en fait, ce que je souhaite, ce n'est pas que l'Etat compense, je souhaite seulement que tous les nouveaux embauchés cotisent à notre caisse et problème réglé. Et tous ceux qui travaillent sur les voies, tous ceux qui travaillent dans le nettoyage, vous les faites cotiser aussi à notre caisse, et problème réglé. Après, les patrons ne le veulent pas, parce que les cotisations sont plus élevées que dans le régime général. Il faut cotiser plus, parce qu'on a des droits supérieurs. »

La réponse des cheminots aux critiques des usagers

À propos du traitement médiatique de leur secteur professionnel, il y a un terme qui revient souvent dans la bouche des représentants syndicaux, celui d'un « bashing cheminot ». Des critiques fusent également de la part d'usagers impactés par des mouvements sociaux, qui peuvent avoir le sentiment qu'il y a une inégalité entre les acquis sociaux cheminots et généraux.

Axel Persson souhaite répondre à ces critiques, en invitant tous les travailleurs à militer auprès d'eux : « Oui, on a des droits que certains salariés n'ont pas. C'est vrai. [...] La seule raison, ce n'est pas parce qu'on est gentils, parce que notre patron est gentil ou parce qu'on se trouve dans une

situation privilégiée. La seule raison, c'est parce qu'on se bat. Et on se bat avec un acharnement, avec un dévouement et avec une détermination sans faille. Et si [les travailleurs] veulent la même chose que nous, il n'y a aucun problème. Ils nous contactent, ils viennent, ils toquent à notre porte, et on va se battre, on va expliquer comment nous, on les a gagnés ces droits. Et on va les soutenir jusqu'au bout de leur lutte. »

« Si [les travailleurs] veulent la même chose que nous, il n'y a aucun problème. [...] Ils toquent à notre porte [...] et on va les soutenir jusqu'au bout de leur lutte. »

Axel Persson, Secrétaire Général de la CGT Cheminots de Trappes

Thomas Cavel, invite de son côté les citoyens à s'informer plus largement, afin de mieux comprendre la réalité des revendications face au « bashing cheminot » : « Le meilleur antidote par rapport à ça, c'est d'aller discuter et d'aller voir les cheminots dans les gares et dans les trains [...]. Et c'est effectivement en voyant en vrai ce que font les salariés, que l'on peut avoir une meilleure idée. [...] Il y a beaucoup de faux sujets qui tournent, notamment sur le droit social. Dernier exemple en date, au mois de mai 2024, on négocie un accord sur les fins de carrière. Et on a pris un torrent de boue médiatique sur ce sujet-là en disant "c'est scandaleux, c'est encore les contribuables qui vont payer", c'est faux du début jusqu'à la fin. C'est un accord qui est consécutif à la prise en considération de la pénibilité des métiers qui sont ceux de la SNCF. Et la pénibilité des métiers de la SNCF, ce n'est pas nous en tant que syndicat qui la déterminons, c'est un décret. C'est l'Etat qui détermine quels sont les métiers pénibles ou pas. Et cet accord, il coûte 35 millions d'euros, et cet argent ne vient pas d'une quelconque subvention publique, il vient des bénéficiaires qui sont produits par la SNCF et par le travail des cheminots. »

Contactée, la direction du groupe SNCF n'a pas été en mesure de nous mettre en relation avec un porte parole, pour répondre à nos questions. ■



Le 12 décembre 2024 à Paris, une manifestation a eu lieu pour défendre « l'emploi et l'industrie », suite à un appel de la CGT. Des représentants de cheminots ont notamment fait partie du cortège.

Chaque année, 1 millions d'auditeurs environ désertent les antennes. Comment contrer la baisse d'audience radiophonique ? La question est paradoxale, puisque le public est exigeant et « élitiste ». La situation soulève des questions sur l'avenir du média. Les stations vont devoir changer de stratégie pour conserver leurs auditoires. **HUGO PANNEQUIN**

Baisse d'auditeurs Silence Radio ?



© COTTONBROSTUDIO/PIXABAY

« la révolution de l'IA va faire très mal à la radio »

ADRIEN TOFFOLET

an dernier, la radio apparaissait encore comme le média le plus crédible aux oreilles des Français. Devant la presse et la télévision, la radio domine d'après le baromètre du journal *La Croix*. Une histoire de connivence avec le public, une plus grande proximité avec l'auditeur. Pourquoi une chute si vertigineuse symbolisée par une perte de 10 % de son audience depuis 2019 ?

Si l'on se penche sur les données publiées par Médiamétrie pour l'automne 2024, sans surprise, le service public domine toujours plus le paysage radiophonique Français, devant RTL. Les 37,8 millions d'auditeurs journaliers écoutent toujours les programmes musicaux. Environ, 17 millions d'entre eux, comme NRJ qui devance Nostalgie et Skyrock, malgré les différents scandales qui ont frappé la station ces derniers mois. Les radios thématiques comme France culture, ou les programmes locaux (regroupant les radios locales et associatives) réunissent en moyenne plus de 8 millions d'auditeurs chaque jour.

Longtemps considéré comme le média préféré des Français, aujourd'hui, les nouvelles offres digitales semblent frapper fortement la radio. Ce n'est pas le seul facteur de cette désertion : Le changement des habitudes des Français, résultant de la hausse du télétravail en est aussi la cause, dans une époque où la voiture est le principal lieu d'écoute de la radio. Et ça se ressent dans les chiffres, la tranche 6h-9h, aussi appelée « prime-time » témoigne d'une baisse d'auditeurs de 13 % aggravé par le covid.

France Info prend le large devant RTL, le reléguant à la 3ème place, avec, en moyenne une perte de 300 000 auditeurs par an. Certaines stations musicales sont également touchées, comme NRJ qui perd environ 1 point chaque année, ou Skyrock qui enregistre une perte de 428 000 auditeurs en seulement 1 an.

Tous touchés ?

Dans la moyenne, les audiences sont

en baisse, pourtant, certaines stations se portent bien. Une réussite symbolisée par France Inter, 1re radio française, qui bat son record avec 7,2 millions d'auditeurs quotidiens. France Info, passe devant RTL avec ses 4,97 millions d'auditeurs, et se hisse à la 2nd place du classement des audiences moyennes journalières.

C'est également le cas des stations locales, comme l'explique Émilien Borderie, rédacteur en chef de Sweet FM : « On constate que l'audience de la radio en direct a tendance à baisser, or il y a des radios régionales sérieusement ancrées qui se portent bien voire très bien ». Et c'est le cas de Sweet FM, la radio enregistre plus de 58 000 auditeurs quotidiens en Sarthe. La radio du Mans était la première du département entre septembre 2022 et juin 2024 selon Médiamétrie.

Émilien Borderie explique ces résultats par leur proximité avec les locaux sur un territoire où ils sont très bien implantés « les médias locaux sont les mieux placés pour relayer efficacement l'actualité locale, dans un monde où les gens s'intéressent de plus en plus à ce qu'il se passe proche de chez eux. »

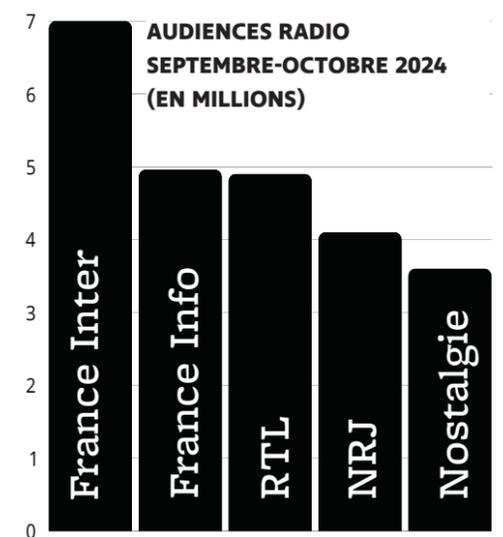
« L'élitisation » du public

Un paradoxe, certes, mais depuis quelques années, on observe l'émergence d'un public et d'un contenu de plus en plus exigeant. Ça se matérialise par une translation des auditeurs de radios « facile d'accès », comprenez radios musicales vers les réseaux sociaux, des programmes considérés comme moins intellectuels, ou encore des plateformes de streaming.

Ainsi, les grands gagnants sont les stations plus « intellectuelles », comme Inter, France info, mais surtout France culture, qui grappillent petit à petit le terrain des

stations musicales. Adrien Toffolet, journaliste chez Culture, explique ce succès par la manière de s'adresser à l'auditeur « chez France culture, le ton est un peu plus lent, et l'on prend plus le temps pour traiter l'actualité. Je pense que c'est ce que les gens recherchent ». Et c'est une méthode qui paye, avec une progression de 20 % d'auditeurs rien que sur la tranche 13-49 ans. France culture est devenu un « entre-soi » où les gens intelligents se côtoient, reléguant les autres à s'informer sur TPMP ou Tiktok.

Les gens prennent plus le temps et semblent se tourner pour la plupart vers l'information, et/ou les contenus plus approfondis. Des attentes qui ont été observées dans certaines radios, comme à RTL raconte Jérôme Florin « entre 5 h et 6 h, notre audience a augmentée depuis que l'on a enlevé une chronique musicale pour la remplacer par une tranche info et un reportage de 3 minutes... Les Français veulent de l'actualité ». Un constat facilement vérifiable quand on observe les dernières audiences publiées par Médiamétrie, avec la présence de France info, dauphin d'Inter en termes de nombres d'écoutes.



Une concurrence de plus en plus rude ?

Internet et la diversification des modes d'information, vont provoquer un modèle de concurrence, c'est le début de la bataille de l'attention pour tenter de capter le plus d'auditeurs Français.

Avec 17,6 millions de Français qui écoutent chaque mois au moins un podcast, grâce à une offre d'une grande diversité, le format est un succès. Lui qui existe déjà depuis 2004 outre-Atlantique. C'est en France, avec France Culture que ce mode de diffusion va se développer. Avec un cumul d'environ 26 millions d'écoutes mensuelles et 600 000 auditeurs quotidiens en octobre 2024, la station se place deuxième aux écoutes.

Les stations radios vont donc davantage se concentrer sur ce secteur novateur et surtout très prolifique : « On ne peut pas, et ne doit pas lutter contre les plateformes de streaming, mais l'on doit s'appuyer sur les réseaux sociaux et les diffuseurs de podcast » explique Émilien Borderie (Sweet FM).

Le Podcast c'est quoi ?

Le terme « podcast » provient de la contraction des mots « ipod » et « broadcast ». Il a été inventé en 2004 par Ben Hammersley, journaliste au quotidien britannique The Guardian. Mais en réalité, le premier podcast diffusé a été créé en 2001 par Adam Curry, Tristan Louis et Dave Winer. Démocratisé principalement aux États-Unis à ses débuts, il traverse rapidement l'Atlantique et s'impose aujourd'hui dans le monde entier. Il définit un format audio numérique qui n'a pas vocation à être diffusé en direct. Cela permet une plus grande liberté éditoriale et sonore pour les créateurs, comme pour les auditeurs. C'est un format qui se popularise vraiment ces 10 dernières années par sa facilité d'accès, via les plateformes de streaming musicales. En France, le leader est France Inter, qui cumule 43,7 millions d'écoutes en octobre 2024. Mensuellement, c'est plus de 200 millions d'épisodes qui sont consommés, rien qu'en France. En 2006, pour les créateurs, est créé le « Podcast Award », un prix qui récompense la meilleure production de l'année.

«Les 2-3 minutes de pubs acceptables il y a 20 ans ne le sont plus aujourd'hui»

JÉRÔME FLORIN

L'objectif, est de diffuser ses productions, et pour cela, les médias sont obligés de s'appuyer sur leurs principaux concurrents. Le format permet une grande flexibilité, il permet de diversifier son offre, alternant podcasts natifs et rediffusions d'émissions en replay.

Une mesure inévitable selon Adrien Toffolet (France Culture) « on était obligés d'opérer ce virage parce que tout change, pendant 40 ans, la radio était uniquement à l'antenne, maintenant, il faut développer des produits dématérialisés qui n'ont pas vocation à être diffusés à l'antenne ». De plus, toujours selon le journaliste de Culture, « c'est un bon moyen d'élargir le public, de le fidéliser en quelques sortes ».

Un phénomène qui affecte logiquement les audiences des émissions en direct, comme l'explique Jérôme Florin (RTL) « les audiences baissent aussi avec la concurrence des podcasts, où l'on écoute ce qu'on veut où on veut ».

Même procédé pour les stations musicales, qui font face à une désertion massive face aux surpuissantes plateformes de streaming musicales (Spotify, Deezer...), Avec de grandes bibliothèques, une diversité musicale imbattable sans pubs.

Les réseaux sociaux captent également une grande partie du jeune public, notamment via

Tiktok et Instagram, avec des formats de vidéos courts et efficaces, plus adaptés aux codes de la nouvelle génération. Emilien Borderie (Sweet FM) déplore « les réseaux sociaux ne font pas un travail de terrain, et ne fabriquent pas d'informations, ils ne font qu'amplifier des informations diffusées par des gens qui ne sont même pas journalistes ». Il poursuit « pour moi, il faut faire confiance aux opérateurs implantés dans les territoires et qui se donnent les moyens de faire une véritable information de qualité ».

Enfin, l'apparition et l'évolution des différentes intelligences artificielles, ces dernières années sont également à scruter de très près. Dans une ère où l'automatisation et l'optimisation sont roi, selon Adrien Toffolet (France Culture). « Ils ont déjà la capacité de fournir des articles ou des brèves déjà diffusables ».

Un problème, quand on sait qu'aujourd'hui déjà, une personne n'as plus qu'à poser une simple question à une intelligence artificielle pour connaître l'actualité. À tel point que le métier même de journaliste pourrait être mis en péril si les progrès de l'IA continuent, changeant à jamais le modèle économique des rédactions, rajoute Adrien Toffolet. « Il arrivera un moment où pour des restrictions budgétaires, à court ou moyen terme, ce sont elles qui feront les flashes infos, et cela, sans présence humaine derrière, donc personne à payer, ce ne sera qu'une information restituée ».

Quel avenir ?

Si certains ne prédisent pas un grand avenir pour la radio, due à une audience en baisse, année après année, certaines possibilités d'expansion pour le média semblent pourtant extrêmement prometteuses.

Jérôme Florin, par exemple, n'est pas plus alarmé que cela, lui qui estime avoir déjà vécu plusieurs fois cette situation. « La radio s'en relèvera, quand la télévision s'est généralisée dans les foyers français, tout le monde prédisait la mort de la radio, même situation lors de l'explosion d'Internet et des réseaux sociaux », et ces exemples lui donnent raison.

À l'avenir, la transition vers le numérique semble la plus plausible, et on l'observe avec l'explosion du podcast analyse Adrien Toffolet. « Il faut se réinventer, et je pense que par

l'intermédiaire du format podcast, on pourra séduire les nouvelles générations qui ont grandi avec. »

L'objectif : plaire à la jeunesse, qui n'a plus le temps et l'envie d'allumer la radio, et surtout de l'intéresser en démultipliant les formats. Une solution qui semble judicieuse dans un monde où les Français n'allument plus leur chaîne HI-FI pour écouter la radio dans leur salon. Alors qu'en voiture, avec la démocratisation du « carplay », et l'écoute directement via les plateformes de streaming (les deux principaux pôles d'écoutes), ces contenus sont accessibles à volonté. Les réseaux sociaux prennent une place plus importante dans les radios.

RMC rediffuse en direct ou en replay chacune de ses émissions de l'After en direct ou en replay sur YouTube. Idem pour France Inter qui retransmet également ses programmes via le leader Américain de l'audiovisuel. En clair, il faudra occuper tous les terrains en expansion pour survivre, surtout si les audiences en direct continuent de baisser. Alors simple optimisme des professionnels de la radio cachant un désastre qui arrive à grands pas ? Ou véritable révolution à venir ? Une chose est sûre, les années à venir risquent de redéfinir drastiquement notre manière de nous informer. ■

Les podcasts rassemblent chaque année plus de 464 millions d'auditeurs dans le monde



Le punk musulman

RÉINVENTER LES FRONTIÈRES DE LA FOI

Tatouages, crêtes, piercings d'un côté, prières, modestie et spiritualité de l'autre.

À première vue, tout semble opposer la culture punk et les valeurs musulmanes. Pourtant, le taqwacore, ou le punk musulman incarne une fusion explosive où la rage rebelle dialogue avec une foi assumée. Après avoir marqué le début des années 2000, le taqwacore fait petit à petit son retour depuis 2019

« Le voile, c'est pour ma foi. Mes Docs, et le reste, c'est pour moi. » Sofia, 23 ans, fan de punk, évoque cette dualité avec légèreté. Elle aime l'idée de bousculer les codes, de brouiller les frontières visuelles. Dans son studio, où la décoration semble être un patchwork de symboles contrastés, cette provocation se lit clairement. Des calligraphies arabes ornent les murs, qui côtoient des posters de groupes punk légendaires comme The Clash ou Sex Pistols. Un contraste frappant, mais qui, pour elle, fait sens.

« Je suis musulmane, oui, mais ça ne veut pas dire que je dois renoncer à tout ce que j'aime, surtout pas au punk. C'est une façon de me battre contre ce monde qui veut toujours te ranger dans une case. » Ce mélange assumé, Sofia l'a découvert dans le taqwacore, notamment grâce à Ikhras, un groupe britannique de hardcore punk qui, pour elle, incarne la fusion parfaite de ces mondes a priori opposés. « Leur musique, c'est de l'énergie brute. Mais ce qui me touche, ce sont leurs paroles. Ils dénoncent les oppressions, parlent d'injustice et de la violence des systèmes. Leur titre

Jahannam l'enfer en arabe me file des frissons. Ce n'est pas que du son, c'est une résistance. »

Fondé par Hassan et Karim, deux musiciens issus des diasporas palestinienne et algérienne, Ikhras est à la croisée des chemins entre le punk originel et une identité revendiquée. Hassan et Karim ont fait le choix de chanter en arabe sur des mélodies puissantes et saturées, où l'énergie brute des accords reflète l'intensité de leurs messages, ils explorent des thématiques comme l'islamophobie, l'exil, ou encore la spiritualité. Pour Sofia, leurs chansons dépassent la provocation : « Ils disent haut et fort ce qu'on ressent tous. Ce n'est pas seulement une rébellion, c'est un espace de libération. C'est un rappel que l'on peut être en colère contre l'injustice tout en ayant la foi. »

Action Rebellion

Le harami punk (punk interdit en arabe), dont Ikhras est l'une des figures de proue, est aussi une réponse directe à des années de stigmatisation. Depuis le 11 septembre 2001, la jeunesse musulmane dans les pays occidentaux a dû composer avec des regards suspicieux, des amalgames lourds, et une volonté constante de justification. Les premiers groupes de taqwacore, qui ont émergé dans les années 2000, jouaient sciemment avec les stéréotypes sur les musulmans pour provoquer. Keffiehs portés sur scène, slogans en arabe inscrits sur des vestes en cuir, et des références à des termes religieux souvent mal compris en Occident, étaient des éléments utilisés non pour se conformer à ces clichés, mais pour les déconstruire. (Le keffieh, un foulard traditionnel du Moyen-Orient, est souvent associé aux luttes anticoloniales et à la résistance, particulièrement en Palestine.)

Cette démarche visait à dénoncer l'absurdité de la réduction des musulmans à une seule et même image, tout en réappropriant des symboles de manière subversive. Par exemple, la chanson intitulée en arabe comme « Jahanam » (« l'enfer ») ne parle pas seulement de la damnation, mais plutôt des oppressions systématiques et des violences sociales vécues par ces

La slameuse et rappeuse Zoufriya, figure du punk musulman en France.

Le taqwacore

communautés, que ce soit en Occident ou dans leurs propres sociétés. Le taqwacore était une manière de réagir à la stigmatisation, en renversant les codes et en opposant une résistance bruyante et visuellement provocante. Avec l'émergence du harami punk (le punk interdit en arabe), un sous-genre du taqwacore incarné par des groupes comme Ikhras, cette approche a pris une tournure plus authentique et introspective. Aujourd'hui, les artistes cherchent davantage à réaffirmer une identité complexe et pluraliste plutôt qu'à jouer avec les stéréotypes.

Le duo britannique a choisi de chanter en arabe, leur langue natale, comme un acte de résistance contre l'idée que l'identité musulmane doit être niée ou «occidentaliser» pour être acceptée. Contrairement aux premiers groupes qui s'appuyaient sur une image de provocation à travers des stéréotypes, les jeunes générations du harami punk veulent affirmer leur héritage culturel et spirituel d'une manière plus personnelle et plus fidèle à leur réalité. Pour eux, le punk et la foi ne sont pas opposés: ils sont deux facettes d'une même rébellion contre les injustices.

Les origines du taqwacore

A l'origine, le taqwacore n'était qu'une simple fiction. Un monde imaginé par

Michael Muhammad Knight dans son roman *The Taqwacores*. Ce livre est rapidement devenu un manifeste involontaire pour une jeunesse en quête de sens, tiraillée entre rage et foi. Dans *The Taqwacores*, Knight dresse le portrait d'une bande de jeunes musulmans marginaux. À travers leurs soirées punk, leurs débats houleux sur la foi et leurs contradictions assumées, le roman explore la tension entre tradition et modernité, entre l'individu et la communauté. "Je voulais donner une voix à ceux qui ne se retrouvaient ni dans les conservateurs religieux ni dans l'image stéréotypée de l'islam projetée en Occident," confie Knight. "Ces personnages, je les ai imaginés comme des symboles d'une lutte intérieure que beaucoup vivent en silence."

Mais pourquoi ce mélange improbable entre la piété et le chaos du punk ? Knight explique : "Le mot taqwacore vient de "taqwa", la conscience de Dieu, et de "core", emprunté au hardcore punk. Je voulais montrer que la foi, loin d'être un carcan, pouvait être un acte de rébellion, un refus de se soumettre aux oppressions, même au sein de sa propre communauté." Ce récit, nourri par ses propres désillusions spirituelles, a marqué le début d'une véritable sous-culture.

L'écrivain, qui s'est converti à l'islam à 16 ans après avoir lu la biographie de Malcolm X, ne cache pas que son parcours a influencé le livre. "Ma conversion était sincère, mais naïve. J'ai cherché des réponses au Pakistan, et j'ai trouvé un mélange de beauté et de rigidité. Cela m'a poussé à réinventer ma foi, à la personnaliser, et *The Taqwacores* est une extension de cette quête."

Au-delà du roman, le taqwacore fait écho au monde réel. Des groupes de musique inspirés par cette idée ont émergé, donnant vie à cette fusion de spiritualité et de rage. Mais les critiques ne manquent pas : certains dénoncent une trahison des valeurs islamiques, tandis que d'autres y voient une libération nécessaire. "Ces jeunes ne rejettent pas l'islam," insiste Knight. "Ils refusent simplement qu'on leur dicte ce que doit être leur foi."

Un genre qui dérange

Le punk musulman cristallise les contradictions entre foi et rébellion. L'idée que le punk serait "l'œuvre du diable" remonte à une époque où la musique a souvent été associée à des comportements subversifs, voire destructeurs. Le rejet des normes et des valeurs traditionnelles dans le punk, sa culture de la rébellion, de la provocation, et de l'expression de la colère le place en totale opposition avec l'image de discipline et de soumission qui caractérise la pratique religieuse musulmane pour une majorité de croyants. «Ce qu'on appelle diabolique, c'est souvent ce qu'on ne comprend pas ou ce qui nous fait peur», précise Karim El Moussati, imam à la mosquée de Sevran. Mais l'ironie, c'est que cette rébellion punk, cette révolte contre l'ordre établi, peut aussi être l'une des raisons pour lesquelles certains jeunes musulmans se retrouvent dans ce genre musical.

Certains érudits affirment que l'écoute ou la pratique de la musique est illécite. Pourtant, l'imam souligne que «la musique, en soi, n'est pas un problème. C'est l'intention qui compte. Si elle pousse à la vulgarité, à la débauche, alors oui, cela peut poser question. Mais si elle sert à exprimer des revendications sociales légitimes,

pourquoi la rejeter ?». Cette pensée reflète une position nuancée, où le rejet absolu du punk serait aussi problématique que de l'accepter sans aucune réflexion. Pour lui, ce n'est pas la musique en elle-même qui est «haram» (interdite en arabe), mais ce qu'elle incite à faire.

«Ce qui me surprend, c'est que ce genre, à première vue, semble aller à l'encontre des valeurs islamiques», poursuit Karim El Moussati, «mais en creusant, on se rend compte que ces jeunes utilisent le taqwacore pour exprimer leur souffrance, leur colère face aux injustices qu'ils subissent, aussi bien dans leur propre communauté que dans la société en général.» Cette contradiction est au cœur de ce que beaucoup voient comme une lutte pour s'affirmer tout en réconciliant leur foi avec une réalité souvent hostile et incompréhensible.

La femme musulane

«Être une musulmane voilée en France, c'est déjà un acte de rébellion», affirme Zoufriya, une artiste de trap et de slam, elle apporte une dimension nouvelle et personnelle au genre. C'est dans son choix vestimentaire qu'elle affirme véritablement son positionnement. Le jilbab, le niqab, le burkini et bientôt l'abaya ne sont pas de simples vêtements pour elle. Ce sont des symboles d'affirmation et de résistance face à la stigmatisation. «Ma force en tant qu'artiste, c'est de porter le jilbab de cette façon-ci», dit-elle avec détermination. Dans un pays où la femme voilée est souvent perçue comme un symbole d'oppression, elle fait le choix de transformer cette image en s'appropriant ces symboles de manière esthétique.

Elle défie les préjugés et les tentatives de diabolisation. «C'est une armure», explique-t-elle, soulignant qu'elle utilise son accoutrement comme un miroir qui renvoie les agressions et les regards critiques qu'elle subit au quotidien.

Dans son clip «Ma folie», l'artiste incarne une femme en burka afghane, talons aiguilles au pied, une figure résolument transgressive qui incarne le rejet et la douleur face à une société qui se montre de plus en plus hostile. C'est un acte de défi, un cri de résistance face à un monde qui veut réduire les femmes voilées à des stéréotypes réducteurs. Mais pour elle, cette résistance passe par l'art, la musique, et surtout la manière dont elle



se présente au monde. En conjuguant son identité musulmane avec son art, Zoufriya offre une alternative aux discours dominants sur la femme voilée, refusant de se laisser enfermer dans des cases préconçues. Zoufriya devient l'expression d'une génération qui choisit de réécrire les règles, de revendiquer sa place dans le monde, sans concessions.

Une rébellion universelle

Le punk musulman, en défiant les normes établies par la société, s'inscrit dans une tendance plus large : celle d'une révolte culturelle portée par des jeunes de plus en plus politisés et en quête d'identité. Bien que le taqwacore touche principalement des musulmans issus des diasporas maghrébines et arabes en Occident, la problématique qu'il soulève est universelle. Il s'agit d'un besoin viscéral d'une volonté de se réapproprier des identités multiples dans un monde qui tend à les uniformiser.

Ce mouvement fait écho à d'autres sous-genres comme l'Afro-punk ou le queer punk, qui rassemblent des artistes qui désire briser les carcans raciaux et d'identité sexuelle. Né de la même énergie non-conformiste, l'Afro-punk aborde des thématiques telles que la colonisation, l'héritage esclavagiste ou les discriminations systémiques. Il s'impose comme une réponse directe à une société où les normes imposées par la société sont souvent perçues comme oppressives. Au-delà du punk, ces mouvements artistiques nous confrontent à une vérité fondamentale : les structures religieuses, tout comme les systèmes sociaux ou politiques, reposent sur des normes souvent perçues comme coercitives.

Les formes d'expression comme le taqwacore frappent là où ça fait mal. En France, malgré les controverses, l'art bénéficie d'un espace pour provoquer et questionner. Mais dans des pays comme l'Iran, l'Afghanistan ou l'Irak, la religion est utilisée pour justifier l'oppression. Créer devient un acte de rébellion. Le taqwacore n'est pas seulement une révolte artistique : c'est une lutte contre le fanatisme religieux. ■



Concert d'un groupe de punk underground



Un amalgame de figurines de catcheurs vintage semblent déjà combattre dans un bac à jouets.

LE CATCH

UN SPORT SPECTACLE INDÉMODABLE

Après des années dans l'ombre, le catch revient sur le devant de la scène en France. Une ascension qui, il faut bien l'avouer, soulève autant les sourcils que les applaudissements le catch semble étonnamment avoir retrouvé une niche dans le cœur des Français. Mais qu'est-ce qui pousse nos concitoyens à se précipiter devant leurs écrans ou dans les salles pour admirer des colosses huilés s'envoyer des claques ? **LILIA THABET**

Longtemps perçu comme un spectacle "kitsch", le catch s'offre une deuxième jeunesse en France, grâce à son mélange unique de show et de sport, mais d'où vient ce phénomène ? Né au XIX^e siècle, dans l'Europe de l'ère victorienne, le catch s'inspire à l'origine de la lutte gréco-romaine, ce sont des spectacles mêlant lutte et théâtralité qui étaient présentés dans les foires et les carnivals. Ces événements, appelés catch-as-catch-can, opposaient des lutteurs qui, contrairement aux sports traditionnels de l'époque, avaient une grande liberté dans leurs prises.

Les premières troupes de lutteurs professionnels indépendantes se sont constituées en Europe entre 1840 et 1860, allant de Bordeaux à

Saint-Petersbourg, en passant par Lyon, Vienne, Berlin et Varsovie. À l'époque, les baraques de catch organisaient des matchs où leurs champions affrontent des amateurs, avec la promesse d'une récompense financière en cas de victoire. Mais afin de maintenir l'excitation du public et de nourrir les scénarios, les résultats des combats sont truqués, tout n'est que mise en scène.

Cette discipline est par la suite rapidement devenue populaire en Angleterre et aux États-Unis, où elle a évolué en un mélange de véritable compétition sportive et de mise en scène dramatique, destiné à captiver le public. Dans les années 1920 et 1930, aux États-Unis, le catch a subi une transformation majeure avec l'introduction de scénarios scriptés et de personnages, marquant ainsi la naissance du pro wrestling moderne. Les catcheurs devenaient des figures quasi-mythiques, incarnant des archétypes de héros ou de méchants.

Le sémiologue français Roland Barthes, l'a décrit comme « *une pantomime immédiate* » et même « *le principe même de l'art classique triomphant* ». Rien que ça ! Et quand on y pense, c'est vrai : ces héros caricaturaux, ces méchants qui ricanent en coin, et ces prises spectaculaires qui semblent ignorer les lois de la physique, tout ça relève d'un art où chaque geste raconte une histoire. Mais entre nous, difficile de ne pas sourire en repensant aux grandes heures du catch français.

Un come-back inattendu

Le catch en France connaît son apogée dans les années 70 avec des stars comme L'Ange Blanc ou Le Bourreau de Béthune, c'est autant un spectacle qu'un feuilleton télévisé improbable, diffusé sur l'ORTF au heures de grandes audiences. Puis, les Américains débarquent dans les années 80 avec leurs catcheurs bodybuildés et leurs costumes dignes d'un karaoké à Las Vegas, éclipsant nos héros nationaux.

Finalement, le catch n'était qu'un souvenir flou des samedis après-midi passés devant des retransmissions un

« Ce qui m'a plus dans le catch ce sont toutes ces histoires et personnages qu'on ne voyait pas ailleurs qui laisse place à notre imaginaire. »

peu has been. Les amateurs se rappelleront la WWF (World Wrestling Enterteimant) des années 90 sur Canal + en prime time, où des figures comme Hulk Hogan et le Macho Man Randy Savage jouaient les super-héros bodybuildés. Aujourd'hui la WWE, reste la locomotive mondiale du genre, elle a su reconquérir le marché français à coups de marketings habillement orchestrés, d'événements extravagants et, bien sûr, de contrats juteux avec des plateformes de streaming comme le WWE Network.

Même des chaînes françaises, comme AB1 ou RTL9, se sont remises à diffuser ces combats, attirant une nouvelle génération de fans.

Mais le catch ressuscite grâce à Internet, le journaliste sportif Vincent Poulain nous explique le phénomène "le catch a retrouvé une "fan base" grâce aux réseaux sociaux, on peut directement

faire le lien avec l'énorme succès du MMA sur ces dernières années qui a contribué à mettre en lumière la discipline." Certains fans d'UFC qui aiment les gros shows à l'américaine ont pu se laisser séduire par les vidéos virales de combats de catch, même si la majorité des puristes du sport voient toujours ça comme "une caricature ridicule" du sport de combat. En revanche, les passionnés eux ne se contentent pas de vivre ça qu'à travers un écran, en mai 2024, Lyon a accueilli les événements Smackdown et Backlash de la WWE, rassemblant plus de 11 000 fans, un chiffre impensable il y a quelques années.

Le catch a trouvé une seconde vie en ligne mais également un nouveau public plus jeune. Peut-être est-ce précisément ce mélange de spectacle et d'irréalisme qui plaît à la jeunesse. Entre les rivalités improbables entre des hommes ou des femmes masqués qui se battent pour des ceintures en plastique doré et les règles que personne ne comprend vraiment, le catch représente une forme d'évasion totale. « *Ce qui m'a plus dans le catch ce sont toutes ces histoires et personnages qu'on ne voyait pas ailleurs qui laisse*

Portant de masques de Lucha Libre dans une boutique spécialisé dans le catch.



©VINTAGE LEENES/PEXELS

place à notre imaginaire. Quand tu es gamin c'est ce qui t'attire ce côté superhéros maintenant c'est ce qui se passe sur le ring qui m'intéresse le plus. Les combats sont impressionnants, malgré le fait que ce soit fake je trouve ça amusant, ça donne envie de monter sur le ring quoi !, Thomas, 21 ans, fan de catch.

Les futures stars Made in France

En France, le développement du catch ne se limite pas seulement aux événements grandioses retransmis à la télévision, le délire va encore plus loin, puisqu'il existe un véritable réseau de ligues et d'écoles de formation. Parmi celles-ci, l'Association des Professionnels du Catch (APC), fondée en 2004 par Fausto Constantino, un ancien boxeur et catcheur, dit "œuvrer pour redonner au catch français une nouvelle dimension". Cette organisation met en place des galas et dispose même de sa propre école, formant des catcheurs, mais aussi des arbitres, à partir de 14 ans.

D'autres structures, comme la Fédération Française de Catch Professionnel (FFCP), ont également vu le jour, notamment grâce à Marc Mercier, ex-champion du monde, en

Ancien catcheur mexicain porte son masque de lucha libre dans les rues de Cancun au Mexique.



2006. La FFCP créé en 2010 sa propre école "My school" qui accueille entre 50 à 100 étudiants par an. Elle se distingue par une approche plus "traditionnelle", avec une formation axée sur les techniques du catch «à l'ancienne» avec des cours de théâtre et de sport et une promesse d'intégration rapide dans le circuit professionnel pour les élèves.

Et ça marche ! Jeremy Grand vice-président de la FFCP témoigne de la demande croissante dans l'école «En 2015, nous comptons environ 1 500 pratiquants réguliers répartis dans une vingtaine de clubs affiliés. Aujourd'hui, ce chiffre dépasse les 5 000, avec une quarantaine de structures actives dans tout le pays." Ces structures contribuent ainsi à la professionnalisation du catch en France, tout en renforçant la popularité de la discipline grâce à des spectacles et des compétitions locales.

Des fans convertis mais pas seulement, beaucoup d'athlètes professionnels qui pratiquent des sports de combats divers se tournent vers le catch, "Pour la plupart des catcheurs ce sont des reconversions sportives car le catch est un milieu artistique où l'on joue un rôle. Il y a un côté show que nous n'avons pas dans les autres sports de combats qui attirent

« En 2015, nous comptons environ 1 500 pratiquants réguliers répartis dans une vingtaine de clubs affiliés. Aujourd'hui, ce chiffre dépasse les 5 000, avec une quarantaine de structures actives dans tout le pays. »

certain athlètes. Je vous avoue que si je n'avais pas été aussi "vieille" j'aurais adoré essayer" nous confie Laetitia Blot, 41 ans, ancienne combattante de MMA et championne du monde judo.

Les femmes qui écrasent tout

Mieux encore, le catch a su s'adapter à l'époque en intégrant des thèmes et des personnages plus inclusifs. Aujourd'hui, on trouve des catcheuses qui volent la vedette, des personnages qui cassent les codes traditionnels de la virilité (lgbtq+) et même des scénarios qui flirtent avec des enjeux sociopolitiques. Oui, le catch moderne peut être aussi absurde que progressiste. Jérémy Grand, vice-président de fédération française de Catch témoigne, «Nous avons vu un changement dans le profil de nos adhérents. Si les jeunes hommes étaient historiquement majoritaires, on remarque aujourd'hui

une forte augmentation de la présence féminine dans nos rangs. Les catcheuses occupent désormais une place centrale dans nos événements, et leur popularité ne cesse de croître. Les fans et les pratiquants s'identifient de plus en plus à ces figures fortes, qui cassent les stéréotypes et montrent que le catch est une discipline ouverte à tous.»

Les femmes ont su s'imposer dans ce milieu de gros machos qui historiquement plaçait les femmes uniquement dans les rôles de méchantes et de perdantes. Désormais des femmes sont les têtes d'affiches dans les plus gros événements, mais ne vous méprenez pas les catcheuses n'ont pas la belle vie non plus "Lorsque j'ai commencé, on m'a dit «je n'entraîne pas les filles, c'est trop compliqué». Ça, ça a été mon introduction au monde du catch ... Les remarques sexistes, les propositions déplacées, sont des choses que j'ai dû apprendre à outrepasser pour poursuivre ma carrière." confie Kira Chimera, quadruple championne du monde.

Aujourd'hui, Kira alias The Anticomformist est une véritable superstar qui possède même son propre merch, elle a décidé d'utiliser cette notoriété pour propulser encore plus haut le catch féminin. Elle a inauguré cette année dans sa ville natale de Rennes son école de catch 100% féminine, Freyja. "C'est un projet que j'avais en tête depuis 2020. Je me suis rendu compte qu'en France, on ne nous donne aucune opportunité. Alors qu'en Angleterre, il y a une structure 100% féminine, qui est connue dans le monde entier." explique-t-elle. La France a donc encore un peu de retard pour ce qui est de la mise en avant du catch féminin. Quand on compare à des pays comme l'Angleterre, le Japon ou bien évidemment les États-Unis la différence de visibilité et de traitement est flagrante.

L'histoire derrière le masque

Dans le catch, les costumes jouent un rôle central, à la fois dans l'identité des catcheurs et dans la théâtralité du spectacle. Bien plus qu'une simple tenue, ces accoutrements sont

soigneusement conçus pour refléter le personnage incarné sur le ring : le héros, le méchant exubérant ou l'outsider mystérieux. Les couleurs vives, les masques élaborés, les capes imposantes et les accessoires exagérés servent à capter l'attention du public et à marquer les esprits.



Scène rocambolesque d'un combat de catch dans une salle pleine au Mexique en 2019.

Les masques des catcheurs mexicains, ou luchadores, sont bien plus que de simples accessoires de scène : ils sont des symboles culturels, des marqueurs identitaires et des éléments essentiels de la tradition de la lucha libre. Inspirés des héros mythologiques, des animaux ou des figures emblématiques des cultures aztèque et maya, ces masques incarnent la dualité entre l'humain et le héros, conférant aux luchadores une aura quasi surnaturelle.

A contrario les stars américaines privilégient les tenues pailletées et les slogans percutants pour renforcer leur présence médiatique. En France,

" Lorsque j'ai commencé, on m'a dit «je n'entraîne pas les filles, c'est trop compliqué».

bien que le budget soit parfois plus modeste, on retrouve cette m d'incarner un personnage mémorable. Les costumes ne sont pas seulement esthétiques : ils racontent une histoire et contribuent à l'immersion dans ce mélange unique de sport et de fiction narrative qu'est le catch.

Un futur prometteur... mais jusqu'où ? Si le catch en France connaît un véritable renouveau, la question de sa pérennité reste en suspens. Tout repose sur sa capacité à se réinventer dans un paysage médiatique où les phénomènes de mode s'éteignent aussi vite qu'ils s'allument. Les Français semblent conquis pour l'instant : les salles se remplissent, les écoles de catch se multiplient, et les fans vibrent à chaque coup de théâtre.

Mais ce succès pourrait-il durer ? À force de pousser toujours plus loin l'exagération et les retournements de loufoques, le catch risque de devenir une caricature de lui-même. Pourtant, c'est peut-être justement là qu'est son génie : assumer son absurdité et continuer à surprendre, choquer et amuser. Tant qu'il y aura des fans pour applaudir, le catch continuera à défier les attentes... et peut-être les lois de la gravité. ■

SPORT FÉMININ

UNE RÉVOLUTION QUI PERDURE

Le sport féminin a connu une véritable dynamique ces dernières années. Cette évolution reflète les prémises d'une victoire pour l'égalité homme-femme dans le sport. Même si les revenus sont loin d'être similaires, la visibilité de certaines disciplines a largement progressé au cours du XXI^e siècle. **ADRIEL BEREBY**

Bien que des avancées aient été effectuées au fil des décennies, le combat pour l'égalité dans le sport féminin demeure une lutte toujours d'actualité. Des progrès ont été accomplis, notamment dans les mentalités et dans la reconnaissance des performances sportives féminines. « C'est difficile, parce que c'est un petit peu la dernière marche, la plus compliquée. » déclare Patricia Constantini, Co-fondatrice et co-présidente de l'association EGAL SPORT. Cependant, de nombreuses inégalités persistent, qu'il s'agisse de la rémunération, de la couverture médiatique ou des stéréotypes liés à la féminité dans les disciplines sportives.

Les revenus du sport féminin augmentent depuis plusieurs années. Cela représente 7 à 10% des revenus totaux générés par le sport mondial. D'après le rapport de la Women's

Sport Foundation datant de 2021, la croissance du sport féminin devrait générer près de 1,5 milliard de dollars supplémentaires d'ici deux ans. « À l'époque où il y avait encore un peu de moyens financiers, avoir des gymnases qui correspondent aux attentes présumées des femmes, C'est juste le meilleur moyen d'enfermer encore les femmes dans des attentes particulières. » explique Stéphanie Cornu ancienne membre au Pôle Ressources National SEMC du ministère.

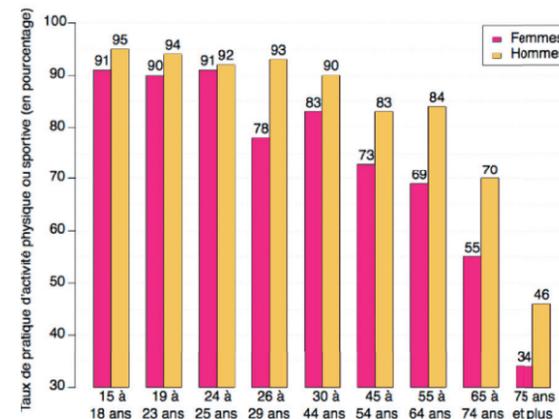
Le sport masculin captive davantage les sponsors, et bénéficie d'une visibilité médiatique plus large et d'un plus grand nombre de licenciés. Les investissements économiques réalisés par les clubs, et l'augmentation des chaînes de télé dans le sport féminin, ont

considérablement augmenté ces dernières années. Certaines disciplines sportives attirent désormais un nombre croissant de licenciées, ce qui nécessite une réévaluation du coût des installations. En 2020, le financement du sport féminin représentait en moyenne 10 à 15% du total des engagements financiers dans les sports.

D'après une étude de l'UN Women, 70% des fans de sport regardent les sections féminines, mais seulement 16% de la couverture médiatique des compétitions sportives, en 2022 portait sur des sports féminins. Bien que leur audience soit supérieure de 14% à celle de leurs homologues masculins, les femmes athlètes reçoivent toujours moins de visibilité médiatique.

Dans une grande partie des disciplines sportives, le pourcentage d'hommes pratiquant cette activité est plus important que celui des femmes. Parmi les licenciés de moins de 18 ans exerçant le rugby ou le football, plus de 95% des adhérents sont des garçons. À l'inverse, pour la danse, ce sont les filles qui y sont majoritaires avec 93%. « La fédé de boxe, à une certaine époque, se faisait tirer les oreilles par le ministère des sports parce qu'il recrutait très peu de femmes. Il y avait peut-être 2 ou 3 % de licenciées féminines, c'était très peu. » affirme Stéphanie Cornu

Les hommes regardent davantage le sport féminin que les femmes. 69 % des hommes déclarent s'intéresser à au moins une discipline du sport féminin, contre 54 % des femmes. Cette différence s'explique en partie par le



Une voiture de course de l'écurie «Iron Dames» composée à 100 % de pilotes féminines avec comme slogan «Des femmes portées par leurs rêves».

© VOLKER SCHUHMACHER

fait que, de manière générale, 43 % des femmes affirment suivre le sport à la télévision, tandis que 69 % des hommes se disent captivés par ces programmes.

Parmi les fans de contenus sportifs en général, 35 % affirment regarder davantage les compétitions sportives féminines qu'auparavant. De leur côté, 50 % indiquent suivre autant de compétitions féminines qu'avant, tandis que seulement 14 % avouent en regarder moins. Chez les fans de sport féminin, 47 % consomment du contenu sportif féminin, et 48 % en regardent autant qu'au préalable. Les compétitions féminines semblent donc séduire une audience croissante, et cette tendance semble bien partie pour se poursuivre.

Des JO qui ont fait du bien

Cette édition des JO de Paris a permis de donner une énorme visibilité à des sports comme le tir à l'arc qui n'ont pas forcément un succès tout au long de l'année. Cet engouement permet de mettre en avant certaines sportives qui n'avaient pas la possibilité de se produire devant autant

de monde, et donc une visibilité qui fait avancer le combat pour l'égalité homme-femme. « Il n'est pas sûr que les médias vont continuer à être présents sur des compétitions internationales qui ne sont pas des Jeux Olympiques. » certifie P. Constantini. Ce tournant témoigne des efforts incessants ainsi que des réalisations remarquables des athlètes féminines qui battent des records. Cela brise donc les stéréotypes et inspire les générations futures.

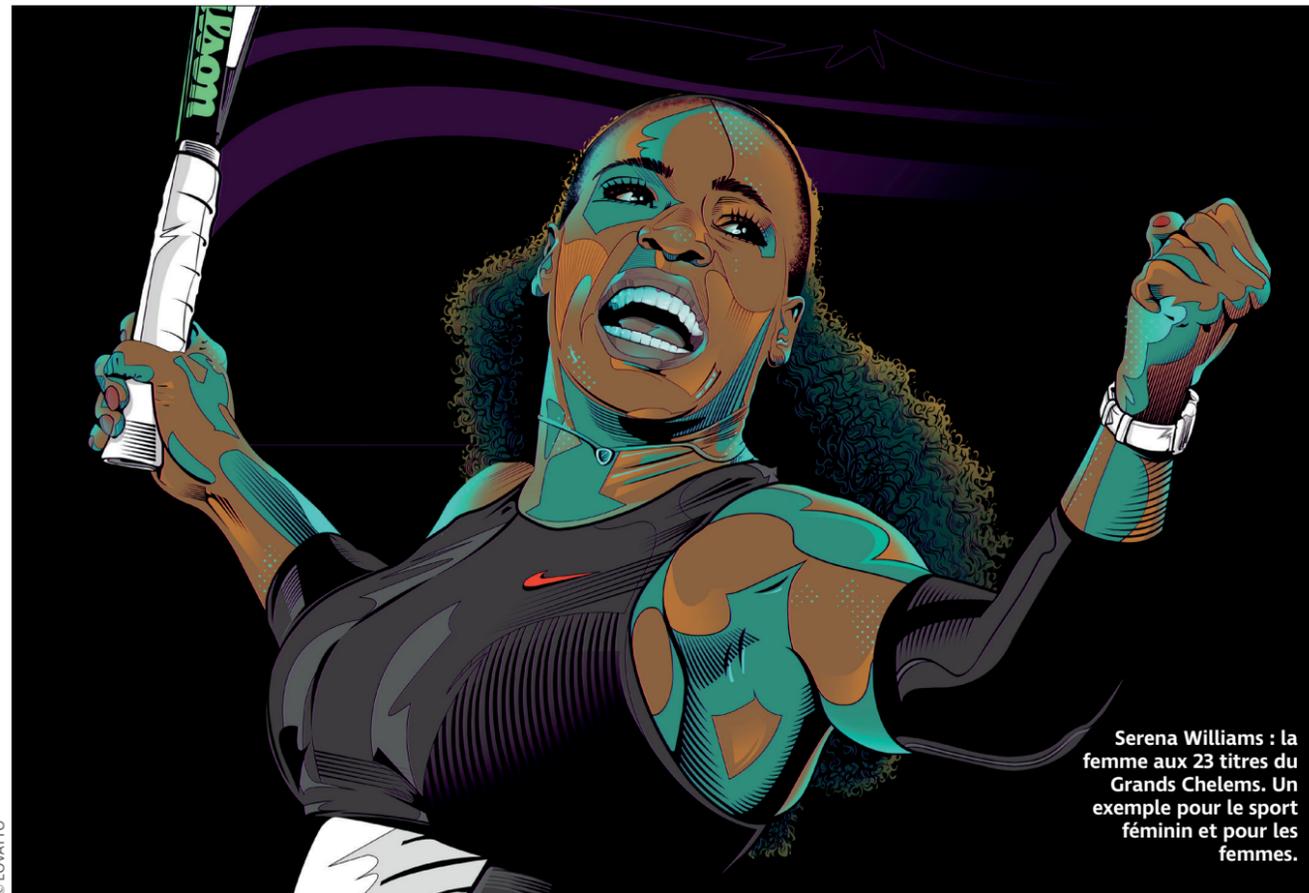
De nos jours, il existe de plus en plus de femmes dans les institutions sportives. Cela est démontré grâce notamment à la parité hommes-femmes que le Comité Olympique tente d'établir au cours des éditions. Lors de sa création il y a 128 ans, aucune femme n'était représentée dans les catégories sportives. Il y a quatre ans, lors des jeux Olympiques de Tokyo en 2021, les femmes représentaient 48,8% des 11 315 participants. « La visibilité qu'ont eu certaines disciplines grâce aux Jeux Olympiques fait qu'il y a une demande importante dans les clubs, mais beaucoup de fédérations rapportent que la progression en termes de licenciés qui

a lieu est spectaculaire. » affirme la présidente de EGAL SPORT.

Lors des JO de Paris en 2024, les 50% attendus au démarrage ont presque été respectés. Sur les plus de 11 237 sportifs, le nombre d'athlètes hommes et femmes était quasiment similaire. De toute la compétition, il y avait 192 hommes de plus que de femmes. Une parité presque respectée qui est attendue pour les Jeux Olympiques de 2028 à Los Angeles. Une situation qui marque l'évolution des mentalités ainsi que l'envie de mettre les femmes à la même marche que celle qu'occupent les hommes depuis des années.

Le tennis, l'espoir depuis toujours

Le tennis féminin est un des sports qui détourne la règle de cette égalité. C'est une des disciplines où la visibilité a toujours été similaire avec le tennis masculin. Le fait que ce sport soit historique, avantage forcément cette parité. Les chiffres sont encore différents entre les finales de Roland Garros masculin et féminin. A l'exception des Jeux Olympiques qui regroupent l'intégralité des sports les plus médiatiques, Roland-Garros est



Serena Williams : la femme aux 23 titres du Grand Chelem. Un exemple pour le sport féminin et pour les femmes.

la compétition féminine la plus suivie par les hommes (42%) et par les femmes (36%).

D'une année à l'autre, les différences sont faibles, 2,2 millions de téléspectateurs étaient devant leurs écrans pour la finale féminine de 2023, opposant Iga Swiatek à Karolina Muchova sur France 2. Ce qui en fait la meilleure audience depuis la finale de 2014. Pour Roland-Garros 2024, c'est assez similaire avec 2,1 millions de personnes pour regarder le match entre Swiatek et Paolini. À titre de comparaison, les finales hommes génèrent entre 4 et 4,5 millions d'audience chaque année.

Le tennis est l'un des seuls sports à avoir une parité dans la répartition des gains empochés par les vainqueurs. Depuis 2007, les champions et les championnes se partagent les mêmes sommes. De nombreux débats ont eu lieu quant à cette parité salariale, car les hommes jouent des matchs plus longs et attirent plus de spectateurs. Les tournois n'ont pas voulu faire des

différences pour cette égalité des gains et ont décidé de verser la même récompense aux vainqueurs.

Les différences de rémunération sont un sujet de discorde entre les hommes et les femmes. Il y a de cela deux ans, le footballeur le mieux payé de Ligue 1 touchait un salaire 100 fois supérieur à celui de la joueuse la mieux payée du championnat de France. Malgré cette croissance, des écarts subsistent entre les sportives et les sportifs en termes de salaire, de couverture médiatique et d'opportunités. Les femmes dans le sport gagnent souvent bien moins que leurs homologues masculins, notamment dans des disciplines comme le football, le basket ou encore le golf. L'influence du public joue un rôle clé dans cette parité. Les publicités, mais aussi les personnalités, sont importantes afin de réduire cet écart qui persiste au sein des sportives et des sportifs.

Grâce à des joueuses comme Serena Williams, de nombreuses révolutions

éclatent sur et en dehors du terrain. L'américaine a changé les codes du tennis féminin. Avec ses 23 titres du Grand-Chelem, elle a brisé les stéréotypes de la féminité et du corps féminin.



© GDJ

Williams a été une fervente défenseuse de l'égalité des salaires entre hommes et femmes dans le sport. Elle a joué un rôle fondamental dans la représentation des personnes noires dans les sports dominés par des athlètes blancs.

Lors de son retour sur les terrains, elle revenait de son accouchement. Elle a exercé une influence considérable dans des sujets qui pouvaient être tabous, tel que son engagement en faveur de la maternité et des droits des femmes. En dehors

du sport, Serena Williams a un impact culturel et médiatique bien au-dessus des autres athlètes féminines. Elle n'est pas seulement une championne de tennis elle est un symbole de force, de résilience, et d'ambition.

Des diffusions controversées

Pour le cas du football, le nombre de spectateurs moyens lors des matchs de la finale de la Coupe du Monde féminine de la FIFA est en hausse depuis la première compétition. Lors de l'édition initiale en 1991, 19 615 spectateurs étaient présents pour assister à la finale. En 2023, plus de 75 000 personnes se sont rendues au stade pour soutenir les joueuses.

Certaines campagnes de publicités mettent en avant les différentes qualités du sport féminin. Orange, a dévoilé une publicité mettant en avant les joueurs de l'équipe de France de football masculin avec leurs plus belles actions. Avant de nous avouer que ces occasions ont été réalisées par les joueuses de l'équipe féminine. L'objectif est de nous prouver que les athlètes femmes sont aussi techniques que les sportifs masculins. Un rôle majeur dans l'avancement de l'égalité et de l'équité.

De nombreux problèmes ont lieu quant à la retransmission pour les compétitions sportives féminines. Lors de la dernière coupe du monde de football, en 2023, aucun diffuseurs français

n'avaient fourni d'offre pour les droits TV afin de retransmettre les matchs. « Les médias ne sont pas encore prêts à ouvrir grand leurs portes. » explique P. Constantini. Il aura fallu attendre les deux derniers mois avant la compétition pour enfin permettre à France Télévisions et au groupe M6 de pouvoir diffuser les matchs de l'équipe de France.

« LES MÉDIAS NE SONT PAS ENCORE PRÊTS À OUVRIR GRAND LEURS PORTES »

PATRICIA CONSTANTINI

Cette complication est due à des offres financières bien trop basses. Elles ont été proposées par certaines chaînes de diffusion payantes qui ont vu leurs propositions déclinées. Une

situation qui évolue de manière très lente, car il y a plus d'un siècle, certains sports n'étaient peu, voire pas du tout représentés dans les catégories féminines. Aujourd'hui, les mentalités sont parvenues à évoluer au cours des dernières années, au même titre que les disciplines féminines se sont développées.

L'évolution du sport féminin a de belles perspectives. Avec la croissance du nombre d'athlètes et de personnes qui s'y intéressent, ces sportives ont tout pour pouvoir se rapprocher le plus possible de la médiatisation des sportifs. Les femmes continuent de casser de plus en plus les codes et les barrières qu'ils pouvaient y avoir il y a des décennies. Les mentalités sont en constante évolution et continueront à se développer. Des personnalités avec une communauté forte comme Serena Williams, Simone Biles ou encore Caitlin Clark permettent une vision encore plus globale et puissante à ce sujet, ce qui en fait la fierté des femmes. Aujourd'hui, plus que jamais, ce mouvement semble prêt à prendre un nouveau tournant qui permettrait de modifier intégralement les préjugés. ■

2,1 millions

de téléspectateurs pour la finale de Roland-Garros féminine opposant Iga Swiatek et Jasmine Paolini.

75 000

C'est le nombre de personnes présentes au stade lors de la dernière finale de la coupe du monde féminine.

1,5 milliard

La somme en dollars que devrait générer le sport féminin d'ici deux ans.

50%

La proportion d'athlètes attendus masculins et féminins lors des prochains JO de Los Angeles 2028.

PARIS - LYON - TOULOUSE

iscpa!

JOURNALISME
COMMUNICATION
PRODUCTION

GROUPE
IGENSIA
EDUCATION

L'école des MÉDIAS

ISCPA Paris
01 80 97 65 80
iscpaparis@igensia.com

ISCPA Lyon
04 72 85 71 73
iscpalyon@igensia.com

ISCPA Toulouse
05 31 08 70 55
iscpatoulouse@igensia.com



ISCPA-ECOLES.COM